

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LE  
COMMERCE EXTÉRIEUR  
ET LA  
POLITIQUE DOUANIÈRE  
DE LA BULGARIE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 8 Juin 1909, à 2 h. 1/2*

PAR

IVAN SCHTERBANOFF

---

*Président : M. TRUCHY, professeur*  
*Suffragants* { *MM. SOUCHON, professeur*  
*HITIER, agrégé*

---

PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

---

1909







**THÈSE**  
**POUR LE DOCTORAT**

---

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni  
improbation aux opinions émises dans les thèses;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.

---

LE  
COMMERCE EXTÉRIEUR  
ET LA  
POLITIQUE DOUANIÈRE  
DE LA BULGARIE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 8 Juin 1909, à 2 h. 1/2*

PAR

IVAN SCHTERBANOFF

---

*Président : M. TRUCHY, professeur*

*Suffragants* { *MM. SOUCHON, professeur*  
*HITIER, agrégé*



---

PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

---

1909



A MES PARENTS



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## AVANTP-ROPOS

---

Notable pour la Bulgarie fut la date du 19 février-3 mars 1878 à laquelle fut signé à St-Stephano le traité de paix entre la Russie et la Turquie qui rétablissait l'ancien royaume en lui rendant la vie normale.

Il y avait cinq siècles que les Bulgares faisaient de vains efforts pour secouer le joug de l'esclavage que leur imposait la Turquie.

Non sans tristesse les Bulgares ont vu leur patrie morcelée par le traité de Berlin du 13 juillet 1878 qui non seulement donna la Dobrondja à la Roumanie, Nich avec sa région à la Serbie, rendit la Macédoine à l'empire ottoman et fit de la partie du vilayet du Danube située au sud des Balkans (Stara-Planina) une province de l'empire ottoman avec une loi organique, une assemblée nationale, un gouvernement chrétien, et la ville de Plovdiv (Philippopoli) comme capitale — mais encore soumit la partie qui restait du vilayet du Danube comme principauté tributaire et vassale de la Turquie.

Ainsi séparés par la force les habitants des deux côtés des Balkans souhaitaient ardemment se réunir et

la situation changea en septembre 1885 quand, après le coup d'État de Plovdiv on proclama l'union de la Roumélie Orientale à la principauté et à partir de ce moment la Roumélie Orientale est connue en Bulgarie sous le nom de Bulgarie du Sud. Cette union a été confirmée en avril 1886 par la conférence de Constantinople.

A la suite des événements de septembre 1885 survint la guerre entre la Bulgarie et la Serbie (octobre-novembre 1885) où la Bulgarie triompha, mais sans répercussion au point de vue territorial.

En 1886 le premier prince bulgare fut détrôné et, après une courte réapparition, mis dans l'obligation d'abdiquer.

Cette même année, le prince Ferdinand de Saxe-Coburg-Gotha, tzar actuel, fut élu et prit le nom de Ferdinand I<sup>er</sup>.

Des complots et des procès politiques eurent lieu jusqu'en 1889-1890, mais depuis cette époque la Bulgarie mena une vie politique calme et commença à tourner son activité vers une orientation beaucoup plus profitable : celle de son progrès économique et social.

Tout récemment, en octobre 1908, la Bulgarie a fait le dernier pas vers la liberté politique en proclamant les deux Bulgaries, celle du Nord et celle du Sud en *tzarstvo* indépendant.

Ainsi fut couronnée, par un éclatant succès, une

longue suite de mesures préparatoires et ainsi les Bulgares reconquirent leur véritable place parmi les peuples européens.

La Bulgarie est d'ailleurs une monarchie constitutionnelle. Le tzar gouverne avec l'aide d'un conseil des ministres responsables et sous le contrôle d'une chambre législative la Sobranié.



# LE COMMERCE EXTÉRIEUR

## ET LA

### POLITIQUE DOUANIÈRE DE LA BULGARIE

---

#### SITUATION ÉCONOMIQUE

---

*Superficie et population.* — La Bulgarie a une superficie totale de 9.634.550 hectares dont 46 0/0 sont propres à la culture rurale, n'étant pas situés à plus de 500 mètres d'altitude. Cela résulte des chiffres suivant d'après le cadastre de 1905.

|                                           |                    |
|-------------------------------------------|--------------------|
| Habitations, routes, rivières . . . . .   | 2.156.701,60 hect. |
| Terres arables . . . . .                  | 2.975.386,21 —     |
| Prairies naturelles . . . . .             | 352.404,36 —       |
| Jardins, vignes, champs de roses. . . . . | 124.680,08 —       |
| Iles, marais, salines . . . . .           | 123.207,64 —       |
| Terres à pâturage. . . . .                | 970.199,87 —       |
| Forêts . . . . .                          | 2.220.801,05 —     |

En 1887, après la réunion des deux Bulgaries la population totale était de 3.154.375 habitants dont 605.510 dans les villes et 2.548.865 dans les campagnes. En 1906 elle monte à 4.035.623. dont 789.720 pour les villes et 3.245.903 pour les campagnes soit 41 habitants par kilomètre carré. Les sujets étrangers

étaient en 1887 dans la projection de 10/0 et en 1906 de 1,3 0/0 ; on les rencontre dans les grandes villes et les régions frontières.

Il résulte de ces chiffres que la population réside principalement dans les villages et que l'augmentation des villes et des villages se fait presque dans les mêmes proportions.

Il convient de noter les nombreuses familles qu'on voit surtout dans les villages. Le dernier recensement donne les résultats suivants, pour 1905 :

| Nombre des membres<br>des familles | Nombre des familles |                   |
|------------------------------------|---------------------|-------------------|
|                                    | dans les villes     | dans les villages |
| 1                                  | 44.470              | 10.390            |
| 2                                  | 49.860              | 24.267            |
| 3                                  | 26.339              | 47.009            |
| 4                                  | 28.603              | 69.393            |
| 5                                  | 26.549              | 84.373            |
| 6                                  | 20.472              | 82.668            |
| 7                                  | 13.183              | 65.424            |
| 8                                  | 7.266               | 44.269            |
| 10                                 | 1.600               | 16.099            |
| 11                                 | 731                 | 10.032            |
| 13                                 | 174                 | 4.158             |
| 15                                 | 51                  | 1.791             |
| 17                                 | 16                  | 863               |
| 20 et au-dessus                    | 6                   | 284               |

Les familles paysannes de 6 à 7 membres ne sont pas rares en Bulgarie, car les paysans ayant besoin

pour la culture de leurs terres d'ouvriers peu coûteux trouvent dans le plus grand nombre de leurs enfants une richesse précieuse. Les familles cependant comptant 12, 15 et 20 membres ou plus encore résultent du groupement de 2 ou 3 générations sous la direction d'un chef de famille avec l'organisation des familles patriarcales, mais elles diminuent de plus en plus.

*Enseignement.* — Le nombre des illettrés en Bulgarie est proportionnellement encore très grand en comparant les chiffres avec ceux des pays occidentaux. Cela s'explique non pas par manque de désir d'apprendre, mais par le fait que la Bulgarie ne compte une vie intellectuelle que depuis 30 ans, l'instruction sous la domination turque était très difficile. Or la grande majorité des illettrés se trouve dans les habitants âgés.

L'enseignement primaire est obligatoire en Bulgarie et dure de 7 ans à 11 ans. Toute commune comptant plus de 50 maisons doit, d'après la loi, avoir au moins une école primaire. Pendant l'année scolaire 1903-1904 il y avait en Bulgarie une école primaire pour 862 habitants et 44 élèves pour un instituteur, le nombre des élèves était de 340.668.

Il y a plusieurs lycées de garçons et de jeunes filles, plusieurs écoles professionnelles et une université à Sophia, mais sans faculté de médecine.

Les dépenses que l'État pour l'instruction en général sont assez grandes relativement aux autres dé-

penses. Ainsi pour l'année 1905 sur un budget de 111.900.000 francs abstraction faite des dépenses considérables du ministère de la guerre (26,5 millions), le chapitre du ministère de l'instruction publique pour les dépenses suit avec ses 10,5 millions, le ministère des Travaux Publics et des communications (14,5 millions).

*Voies et communications.* — Les moyens de communication étant d'une grande importance pour la bonne marche et le progrès de la vie économique on a fait en Bulgarie beaucoup d'efforts pour améliorer ce qui existait et créer de nouveaux moyens de communication où leur nécessité se faisait le plus sentir. Ainsi en 1907 la Bulgarie possédait 7,713 kilomètres de routes nationales, départementales ou communales.

Les chemins de fer (1) au prix de beaucoup de difficultés financières ont atteint 1,590 kilomètres soit pour 10.000 habitants, 4 kilomètres de chemin de fer ou pour 1 kilomètre carré de territoire 1,7 kilomètre de chemin de fer. Les chemins de fer existant actuellement relient le centre de la Bulgarie à la mer Noire à Varna et à Bourgas. Deux ports danubiens (Roustchouk et Somovit) sont reliés par chemin de fer à la ligne appelée centrale qui joint Sophia à Varna et passe par les principales villes in-

(1) Voir la carte annexée.

térieures de la Bulgarie du Nord : Vratza, Plevna, Tirnovo, Choumen. Le chemin de fer qui traverse la Bulgarie du Sud et qui n'est qu'une partie de la voie ferrée qui fait communiquer l'Europe Occidentale et centrale avec Constantinople passe par les villes Tatar-Pazardjik, Plovdiv, Haskovo, Harmanly et passe en Turquie se dirigeant vers Constantinople et Dédé-Agatch. Entre Plovdiv et Haskovo il y a un embranchement de cette voie desservant Tchirpan, Nova-Zagora, Yamboly et Bourgas. Une partie de la voie ferrée Sophia-Harmanly entre les stations Belovo et Hebibtchevo appartenait jusqu'à l'année 1908 à une compagnie étrangère connue sous le nom de « compagnie des chemins de fer orientaux ».

Il y a une autre ligne de Sophia à Radomir, on projette de la prolonger jusqu'à Kustindil et de la faire passer en Turquie pour la relier au chemin de fer allant à Salonique.

La ville de Roustchouk, port le plus important sur le Danube est relié avec Varna et avec Tirnovo.

Ces chemins de fer présentent un capital engagé de 164.952.000 francs sans compter l'indemnité à payer à la compagnie des chemins de fer orientaux ; cette dépense est très utile au pays, non en tant qu'entreprise commerciale, mais à cause des avantages qu'en retire la population et du développement économique du pays en général. L'exploitation en est faite directement par l'État.

Le commerce s'est heureusement ressenti de l'extension du réseau des chemins de fer. Plusieurs centres de l'intérieur du pays, comme Vratza, Plevna, Tirnovo, où végétaient les artisans et où le commerce sommeillait, se sont éveillés au progrès économique dès que le chemin de fer les rapprocha de la capitale et de la mer et par là du reste du monde civilisé. Les résultats d'une activité jusqu'alors inconnue sont frappants. Les statistiques officielles montrent une progression ascendante tous les ans du trafic des voyageurs et des marchandises, sauf les oscillations dues à la bonne ou à la mauvaise récolte.

Les rivières qui arrosent les vallées bulgares ne sont, à l'exception de la Maritza, ni navigables ni flottables. A une petite distance de leur embouchure, et surtout au printemps elles peuvent servir au transport, mais il n'y a pas là un service continu et on ne peut guère en profiter pour les communications. Par contre les rivières sont utilisées pour l'irrigation et la production de force motrice tout le long de leur parcours. La Maritza est flottable et sert surtout au transport de bois exportés en Turquie. Ce transport à bon marché est une des causes pour lesquelles notre commerce d'exportation de bois est si prospère.

Des ports bien aménagés sont une des conditions indispensables pour l'existence d'un commerce maritime régulier. Aussi a-t-on dépensé 15 millions pour

la construction des deux ports maritimes, Varna et Bourgas qui, reliés par le chemin de fer avec l'intérieur du pays, servent à l'exportation et à l'importation d'une grande partie des produits de Bulgarie.

Des ports danubiens, seuls ceux de Roustchouk et de Vidin sont construits pour faciliter le chargement et le déchargement des bateaux et des barques.

En ce qui concerne les postes, télégraphes et téléphones, la Bulgarie a su les mettre en harmonie avec les progrès réalisés par la vie économique et le commerce extérieur. Il est évident que pour le commerce il faut des services postaux réguliers et nombreux. Non moins nécessaires sont les facilités offertes par le télégraphe et le téléphone. A l'époque actuelle la Bulgarie possède 185 stations de postes et télégraphes 5.720 kilomètres de lignes télégraphiques, avec 11.021 kilomètres de fil télégraphique ; 1.300 kilomètres de lignes téléphoniques avec 4.830 kilomètres de fil téléphonique. L'exploitation est faite exclusivement par l'État.

### *Agriculture*

La Bulgarie est avant tout un pays agricole. La meilleure preuve en est dans son commerce extérieur qui, par l'importation se fournit des produits fabriqués et par l'exportation livre des produits de la culture des terres et de l'élevage. Les terrainsensemencés augmentent d'année en année et par contre

les prairies naturelles et les terres à pâturage diminuent. Donc la culture des terres en Bulgarie est encore dans sa période expansive. Le tableau suivant donne une idée de la progression des terrainsensemencés.

|                                               | 1889      | 1899      | 1905      |
|-----------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
|                                               | hectares  | hectares  | hectares  |
| Céréales . . . . .                            | 1.333.016 | 1.876.615 | 2.158.338 |
| Plantes industrielles .                       | 12.821    | 45.891    | 75.890    |
| » légumineuses.                               | 46.643    | 64.734    | 72.703    |
| Prairies naturelles et<br>fourrages . . . . . | 266.434   | 440.859   | 495.658   |
| Vignobles . . . . .                           | 81.696    | 110.942   | 89.817    |
| Champs de rosiers. .                          | 3.015     | 5.094     | 7.196     |
| Arbres fruitiers . .                          | 3.315     | 5.163     | 7.883     |
| Total . . . . .                               | 1.746.943 | 2.520.400 | 2.907.588 |

Les céréales occupent presque les 3/4 des terrains cultivés et ceci explique la part prédominante des céréales dans l'exportation. Avec l'augmentation des terrains mis en culture, la production annuelle augmente aussi dans la même mesure, en outre l'exportation des produits agricoles accuse une progression. En dehors de l'augmentation des terres cultivées une autre cause agit dans le même sens, c'est l'adoption des procédés plus rationnels dans l'agriculture.

Au point de vue de la propriété la superficie totale

est répartie en 1900 ainsi qu'il suit, sans compter les routes : en propriétés privées 3.977.557 hectares ; appartenant aux communes 2.291.156 ; à l'État 1.015.903 aux églises et écoles 129.131.

De ces 3,97 millions d'hectares appartenant à des particuliers il n'y en a que 0,59 qui appartiennent à des gens vivant hors de leurs terres. Ceci montre combien peu nombreux sont ceux qui ne s'occupent pas de l'exploitation de leurs terres.

Les grandes propriétés sont une rareté en Bulgarie c'est le morcellement des terres qui est le trait particulier. Ainsi pour la catégorie des terres dont les propriétaires les cultivent sans les louer on a pour les terres jusqu'à 50 ares, 65.870 propriétaires ; de 1 à 2 hectares, 59,735 propriétaires ; de 3 à 4 hectares, 49.637 propriétaires ; de 5 à 7,5 hectares, 85,177 propriétaires ; de 7,5 à 10 hectares, 53.418 propriétaires ; de 15 à 20 hectares, 21.108 propriétaires ; de 30 à 40 hectares, 4.017 propriétaires ; de 50 à 100 hectares, 1.591 propriétaires ; de 100 à 200 hectares, 428 propriétaires ; de 300 à 500 hectares, 56 propriétaires ; 500 hectares et au-dessus, 38 propriétaires.

Le labour des terres se fait avec des charrues, mais dans les régions montagneuses elles ne sont pas encore utilisées, car la population montagnarde est moins riche, les terrains sont moins grands et on préfère labourer avec les anciennes charrues en bois « araires ». D'ailleurs les charrues ordinaires sont

inutilisables dans les terrains où abondent les cailloux et les blocs de pierres.

Les instruments aratoires modernes, les machines agricoles commencent petit à petit à s'introduire en Bulgarie et la progression de leur emploi est très marquée.

*Nombre des machines et instruments dans les années :*

|                        | 1893   | 1897   | 1902   |
|------------------------|--------|--------|--------|
| Charrues. . . . .      | 18,710 | 32,399 | 38.925 |
| Herses . . . . .       | —      | 5,353  | 44.433 |
| Semoirs . . . . .      | 35     | 46     | 89     |
| Moissonneuses . . . .  | 128    | 731    | 1.385  |
| Batteuses . . . . .    | 17     | 94     | 125    |
| Faucheuses . . . . .   | 50     | 81     | 104    |
| Engraineuses de maïs . | 969    | 2.484  | 3.481  |
| Tarares . . . . .      | 6.425  | 14.233 | 30.177 |
| Trieurs . . . . .      | 423    | 1.748  | 3.319  |
| Pulvérisateurs . . . . | 66     | 1,320  | 10.782 |

En 1905 le nombre des charrues est de 53.815 et celui des batteuses de 252.

Il n'y a pas que les grands propriétaires terriens qui se servent et achètent de ces machines parfois assez chères ; les paysans des vallées du Danube et de la Maritza, plus entreprenants que les autres achètent collectivement les machines chères et les louent après s'en être servis à ceux qui ne font pas partie de leur groupe. En hiver les locomobiles des

batteuses leurs servent comme moteurs pour actionner les meules d'un moulin très sommairement construit.

L'introduction des machines agricoles est aidée par le gouvernement qui ne perçoit que de très faibles droits d'importation ou même les supprime. D'un autre côté la banque agricole prête pour cet objet à meilleures conditions aux agriculteurs.

Le paysan bulgare fume ses terres, mais d'une façon très primitive encore, l'engrais chimique lui est inconnu.

Le législateur ne s'est pas désintéressé de l'agriculture et par des dispositions diverses relatives à l'agriculture en général ou à certaines cultures spéciales, il a tâché de relever la production agricole qui à l'heure actuelle est la principale richesse du pays. En outre par l'établissement d'écoles d'agriculture qui donnent des notions théoriques et pratiques aux jeunes agriculteurs ; par les cours du dimanche et du soir faits par les inspecteurs d'agriculture et les instituteurs aux paysans ; par l'exemple donné dans les fermes modèles établies près des écoles d'agriculture et dans certains village près des écoles primaires ; par l'assurance obligatoire contre la grêle en ce qui concerne les récoltes sauf pour le tabac ; par la distribution gratuite ou à prix très bas des semences de bonne qualité et autres petites faveurs encore, le gouvernement secondé par les conseils

départementaux, municipaux et la Banque agricole amène peu à peu l'agriculture à une exploitation plus moderne.

En passant en revue les différents produits de l'agriculture bulgare, nous noterons les faveurs spéciales accordées à chacun d'eux, par la légation bulgare actuelle.

La *vigne* cultivée depuis un temps immémorial a été attaquée depuis 1890 par le phylloxera. Pour lutter contre cette maladie, on emploie les mêmes procédés qu'en France. Mais il serait difficile aux particuliers surtout pour les premiers essais d'entreprendre avec leurs seules ressources les travaux de plantation de plants américains, aussi le gouvernement a-t-il fait plusieurs pépinières livrant aux particuliers les plantes à un degré de culture assez avancé pour fournir dès la seconde année une récolte. Comme la culture des nouvelles vignes occasionne beaucoup de frais, pour décider les viticulteurs la loi a édicté l'exemption de tout impôt sur ces vignes pendant 7 années.

Le *tabac* est surtout cultivé dans les départements de la Bulgarie du Sud. La superficie occupée par cette culture est d'environ 3.000 hectares. Comme moyen d'encouragement de la production de cet article dont l'exportation n'est pas à négliger, la loi exempte de l'impôt foncier depuis 1890 les plantations de tabac. L'impôt de 40 centimes par kilo-

gramme qui avant était dû par le producteur est payé maintenant par l'acheteur. D'ailleurs on distribue gratuitement des graines de bonne qualité, on fait des rabais sur le tarif d'exportation et on autorise la Banque agricole à conserver des prêts sur warrants en faveur des cultivateurs pour leur permettre de placer leur stock à des prix avantageux.

Les *rosiers* sont cultivés comme plante industrielle dans 148 communes de la Bulgarie de Sud. Par la distillation des fleurs de roses on obtient l'essence renommée de rose vendue sur les marchés européens souvent après une savante falsification qu'elle subit en Allemagne. La fraude est encouragée par ce fait qu'il faut 2.500 à 3.500 kilogrammes de fleurs pour obtenir 1 kilogramme d'essence. Les terrains plantés de rosiers englobent 5.094 hectares et la récolte varie suivant la température pendant la période de floraison. Pour empêcher les fraudes de cet article dont la Bulgarie a en quelque sorte le monopole on a interdit l'importation de l'essence de géranium avec laquelle on peut falsifier et il y a des pénalités édictées et des confiscations en cas de fraude.

Les *prairies naturelles* diminuant, le gouvernement s'occupe de les remplacer par d'autres plantes fourragères (luzerne, vesce, millet sauvage) qui sont très rémunératrices et en même temps possèdent des

qualités nutritives reconnues. Les semences sont distribuées gratuitement et on a établi une exemption d'imposition foncière pendant 12 ans. Les résultats sont excellents et l'augmentation des prairies artificielles est rapide.

Le *chanvre* est surtout produit dans l'ouest de la Bulgarie, des semences de bonne qualité sont distribuées. La production qui n'est pas encore très grande est consommée entièrement dans le pays.

La *betterave à sucre* est cultivée aux environs de Sophia, depuis 1898 par suite de l'établissement d'une raffinerie de sucre à Sophia. En 1906 il y avait déjà 2.071 hectares plantés en betteraves.

Le *colza* cultivé en Bulgarie, mais exporté totalement, l'huile n'étant pas préparée en Bulgarie.

Le *riz* est cultivé dans les environs de Plovdiv et de Tatar-Pazardjik (Bulgarie de Sud), il est de très bonne qualité et très recherché en Turquie.

Les *arbres fruitiers* augmentent en nombre grâce aux exemptions d'impôt pendant les premières années et à la vente de belles espèces des pépinières de l'Etat. Il y a en outre des écoles d'arboriculture.

Les *forêts* en 1905 couvraient une superficie de 2.220.801 hectares. La moitié des forêts en Bulgarie est propriété des communes, presque un tiers appartient à l'Etat et le reste est partagé entre les particuliers, les écoles, les églises et les monastères. Les forêts appartenant aux particuliers sont surtout dis-

posées dans les plaines et très morcelées. Le fait que la plus grande partie des forêts appartient à l'Etat et aux communes nous donne à penser que les lois protectrices seront mieux respectées et que l'exploitation des forêts sera plus rationnelle. La Bulgarie possédait dans le temps beaucoup de forêts, mais elles ont disparu à la suite de la mauvaise exploitation, des incendies répétés causés par des particuliers ne comprenant pas le tort qu'ils occasionnaient, ou par le gouvernement turc qui croyait rendre impossible l'existence des insurgés (Komitadji) par la suppression des forêts servant de refuge. Cette diminution de la surface boisée a eu des répercussions sur le climat de certaines régions et sur le débit de plusieurs rivières. Dès les premiers jours de l'indépendance les mesures administratives et législatives ont été prises pour la réglementation de la coupe, pour la surveillance sévère de la contrebande, pour la canalisation des torrents dans les montagnes, pour l'amélioration des terrains boisés et du reboisement des forêts détruites. L'Etat est secondé dans cette œuvre par les conseils départementaux et les communes.

La *Sériciculture* prospère depuis longtemps en Bulgarie. Il y a 20 ou 25 ans, par suite de l'importation de mauvaise graine, cette culture avait été fortement en décadence, mais maintenant elle fait des progrès et est en bonne posture puisque l'importation de la

graine est sévèrement contrôlée et qu'on ne laisse passer que celle qui présente une capacité d'incubation certaine.

Afin de mieux conserver les cocons exportés en grande majorité on a établi dans les centres silviculteurs des fours appartenant à l'Etat qui sèchent bien les cocons.

Dernièrement il s'est formé des sociétés coopératives dans le but d'élever des cocons ou de produire de la graine.

La marque des mûriers pour la nourriture des vers se sent fortement et c'est à ceci que la loi tâche de remédier par l'exemption des droits et l'allocation des primes pour les terres où on les cultive.

Les *oiseaux de basse-cour* sont élevés par tout paysan bulgare en plus ou moins grand nombre ; ceux-ci ne coûtant en effet presque aucune nourriture, ni aucun soin particulier. Les oiseaux cherchent eux-mêmes leurs aliments, les poulaillers sont souvent inconnus et dans ces conditions le prix de la volaille est très peu élevé, circonstance qui favorise l'exportation des oiseaux et de leurs produits. Cette branche de la production domestique de l'agriculture bulgare promet un bon avenir, elle est l'objet des soins particuliers des inspections d'agriculture. Dans les écoles d'agriculture on fait couvrir des œufs d'espèces étrangères et on essaye la capacité d'adaptation de leurs produits aux conditions climatiques bulgares, ou

mieux encore on tâche, par le croisement d'espèces bulgares et étrangères, d'améliorer la race bulgare pour la viande et la ponte. Le nombre des oiseaux de basse-cour augmente sans cesse : il est de 3.326.657 en 1893, de 4.751.751 en 1900 et de 6.379.669 en 1905.

Les *bestiaux* par leur élevage sont une des plus importantes branches de l'économie rurale. Les chiffres ci-dessous nous donnent le nombre des bestiaux d'après les recensements des années 1893, 1900 et 1905.

|                     | 1893      | 1900      | 1905      |
|---------------------|-----------|-----------|-----------|
| Chevaux . . . . .   | 343.446   | 494.557   | 536.616   |
| Bœufs, vaches . . . | 1.425.781 | 1.596.267 | 1.692.995 |
| Buffles . . . . .   | 342.193   | 431.487   | 474.280   |
| Brebis, moutons . . | 6.868.291 | 7.015.385 | 8.081.816 |
| Chèvres . . . . .   | 1.263.772 | 1.405.190 | 1.310.210 |
| Porcs . . . . .     | 461.635   | 475.751   | 463.241   |

Cette augmentation en nombre des bestiaux et la diminution des prairies naturelles amènent le paysan bulgare à recourir aux plantes fourragères et prairies ensemencées.

On veille à l'amélioration des différentes races de chevaux, bœufs, moutons, porcs par voie de sélection et de croisement des races indigènes avec des races plus perfectionnées des autres pays. Dans le même but, l'Etat a plusieurs haras et donne comme

les départements des primes aux éleveurs qui se distinguent et leur facilite l'achat des bêtes de race. A plusieurs endroits, l'Etat a établi des laiteries modèles.

### *Industrie.*

L'industrie bulgare n'est que dans sa phase embryonnaire. Le gouvernement bulgare a adopté dès le début la politique protectionniste en vue du développement d'une industrie indigène et il n'est pas douteux que les progrès accomplis sont en grande partie la conséquence heureuse de cette politique.

*L'industrie textile* se référant à la laine est la plus ancienne et une des premières en importance. Sous la forme d'industrie domestique, elle existe depuis très longtemps et ses produits étaient vendus dans toutes les provinces de l'empire ottoman. Cette forme d'industrie à domicile n'existe presque plus et la production aujourd'hui a lieu par des usines mues dans la majorité des cas par la force hydraulique et situées aux environs de Stara-Planina. Leur production consiste en draps, cheviottes, aba (espèce de feutre), ganse, tapis. Pour alimenter les usines existantes, la laine bulgare ne suffit pas et on est obligé d'en importer.

A part l'industrie textile lainière, il faut noter d'autres industries moins importantes qui sont : fabrication des toiles de lin et chanvre, toile et étoffes

de coton, fil de coton à tisser, teinture d'étoffes, filatures de fil de soie, corderie.

*L'industrie des aliments et des boissons* occupe le plus grand capital et sa production annuelle présente la moitié de la production de l'industrie bulgare. Elle consiste en fabrication de farine, semoule, dunst, pâtes alimentaires, décortication du riz, sucre, chocolat, conserves, alcool, vin, bière et autres spiritueux, vinaigre.

*L'industrie des métaux* produit des coffres-forts, des machines, articles de fer et autres métaux, mais elle n'est pas très avancée.

*L'industrie céramique* donne des briques, des tuiles, des carreaux pour le pavage des rues, des poêles en faïence, des tuyaux pour canalisation.

*L'industrie chimique* fabrique des poudres et mèches, des allumettes, des savons et parfums, de l'encre, de la colle, de la cire à cacheter.

*L'industrie de la papeterie* fournit du carton et papier de mauvaise qualité.

*L'industrie minière* extrait du charbon, du cuivre, du zinc, du plomb, du fer.

*L'industrie du bois* fait marcher des scieries et prépare des meubles ordinaires et de la carrosserie.

*L'industrie des peaux* travaille une partie des peaux bulgares qui sont en majorité exportées à l'état brut.

Les autres industries sont la transformation des

forces hydrauliques en énergie électrique, les huiles végétales, le gaz carbonique liquide, la chapellerie.

L'état de la grande industrie bulgare, c'est-à-dire les usines occupant plus de 20 ouvriers ou engageant un capital de plus de 25.000 francs, est, d'après la dernière statistique de 1907, le suivant (1) :

|                | Nombre des établissements | Capital engagé | Valeur des produits par an | Nombre des ouvriers | Salaires  |
|----------------|---------------------------|----------------|----------------------------|---------------------|-----------|
| Alimentation . | 79                        | 22.049.523     | 24.649.400                 | 1.908               | 1.525.537 |
| Textiles . . . | 57                        | 12.498.385     | 9.218.939                  | 3.063               | 1.175.271 |
| Chimiques . .  | 14                        | 3.487.602      | 1.319.272                  | 191                 | 103.846   |
| Mines . . . .  | 4                         | 3.468.076      | 1.074.305                  | 212                 | 418.502   |
| Tanneries . .  | 20                        | 2.474.005      | 2.686.521                  | 467                 | 230.120   |
| Céramiques . . | 6                         | 2.330.734      | 892.152                    | 688                 | 318.094   |
| Bois . . . . . | 9                         | 2.014.274      | 739.986                    | 623                 | 284.189   |
| Métaux . . . . | 7                         | 649.612        | 527.250                    | 293                 | 146.556   |
| Papeteries . . | 2                         | 295.000        | 29.372                     | 36                  | 21.371    |
| Diverses . . . | 9                         | 4.676.699      | —                          | 165                 | —         |
| Total . . . .  | 207                       | 53.961.910     | —                          | 7.646               | —         |

Depuis 1907, il y a 12 à 15 établissements industriels nouvellement créés.

Il convient de remarquer que 75,25 0/0 du capital engagé dans l'industrie bulgare est propriété exclu-

(1) Recensement fait en 1907. Rapport du Conseil des ministres, pp. 507-508.

sive de citoyens bulgares et quant au reste la propriété est partagée entre capitalistes bulgares et étrangers (1).

Il y a 20 ou 25 ans l'industrie bulgare n'existait presque pas à l'exception de l'industrie textile qui n'avait pas encore l'aspect actuel. Le progrès très marqué fait par l'industrie bulgare dans le quart de siècle est dû d'une part aux conditions naturelles : matières premières à bon marché, forces naturelles comme la houille blanche, le charbon, bas salaires, par suite du bon marché de la vie, l'ouvrier bulgare touche en moyenne 560 francs par an et au développement économique rapide qu'on remarque au début de tous les pays neufs. Une autre cause agissant dans le même sens, c'est la protection légale se manifestant sous deux formes : d'abord barrière à l'importation de marchandises étrangères dont la fabrication peut être faite en Bulgarie, par des droits de douane élevés, ensuite par des faveurs et privilèges accordés à l'industrie indigène.

Dès 1894, on fait une loi sur l'encouragement de l'industrie et du commerce national. Elle est rema-

(1) La classe ouvrière proprement dite n'existe pas encore en Bulgarie. Les ouvriers sont des paysans ou de petits artisans ruinés qui essayent de reconquérir leur situation perdue en travaillant en sous-ordre dans la campagne ou dans les ateliers.

niée en 1896 et par une dernière loi du 25 janvier 1905.

Conformément à l'art. 1<sup>er</sup> de cette loi : « Toute entreprise industrielle qui de sa nature est utile au pays, laisse au pays une partie de ses frais généraux, par l'emploi de matières premières indigènes, travail, combustible, force motrice, etc., ou qui contribue au meilleur marché des produits jouira d'après l'utilité qu'elle présente des avantages prévus, etc. »

Ces avantages sont de deux sortes : avantages généraux dont bénéficie toute entreprise industrielle sans distinction et avantages spéciaux dont bénéficient seulement les industries limitativement déterminées par la loi. Pour ces dernières le délai de jouissance varie de 10 à 30 ans (V. annexe, n° 5).

*Législation industrielle.* — En Bulgarie, comme partout, l'introduction du machinisme a eu de fâcheuses répercussions pour la condition de l'ouvrier. Long travail, petit salaire, conditions hygiéniques détestables et finalement remplacement par les femmes et les enfants dont le travail est moins cher. Le législateur bulgare s'est préoccupé à temps du sort de l'ouvrier et n'a pas voulu le voir lui et sa progéniture dégénérer par suite d'un travail précoce et excessif. Aussi a-t-il édicté des lois limitant le travail des femmes et des enfants ; stipulant certaines dispositions concernant l'hygiène des ateliers et usines. Il n'y a pas encore de loi établissant l'assu-

rance contre la maladie, les accidents ou la vieillesse, mais la loi pour l'encouragement de l'industrie et du commerce oblige les bénéficiaires à créer des fonds d'assurance pour leurs ouvriers. Ces dispositions légales, strictement appliquées, pourraient améliorer la condition de l'ouvrier, mais il sera difficile d'y arriver à cause des difficultés pratiques d'application.

*Métiers.* Avant la libération de la Bulgarie, les artisans y vivaient et prospéraient relativement bien, la population se contentait de leurs produits et les objets fabriqués de l'Europe occidentale n'étant pas recherchés par leur clientèle la concurrence étrangère ne les inquiétait point. Les jours de liberté ont amené en Bulgarie la décadence des métiers, car la vie politique et administrative changeant, la vie sociale a évolué, d'où nouveaux besoins et augmentation de ceux qui existaient déjà, on fut obligé de faire appel alors à la production étrangère qui bientôt concurrença même les objets que les artisans bulgares préparaient. Le travail fini et à bon marché qu'on trouvait dans les marchandises importées rendait impossible toute concurrence de la part des artisans bulgares.

Le gouvernement s'efforce de remédier à cette décadence par des mesures législatives, mais ne paraissant pas appréciables et il faut s'attendre à voir certains métiers disparaître et d'autres se transformer.

Les mesures prises sont : ouverture d'écoles professionnelles, syndicats professionnels obligatoires, organisation du crédit.

*Chambres de commerce et d'industrie.* — En vue de développer le commerce et de permettre aux commerçants et industriels groupés de pouvoir défendre mieux leurs intérêts et entreprendre les négociations qui leur seront utiles, la loi de 20 décembre 1894 a créé les chambres de commerce et d'industrie qui sont actuellement au nombre de cinq dans les principales villes commerciales. Elles ont une grande importance puisque les ministres, et spécialement celui du commerce et de l'agriculture avant de prendre une mesure touchant à l'économie nationale, demandent leur avis. Chacune d'elles a ouvert un musée particulier, sauf celle de Sophia où il y a un musée d'Etat. Ces musées servent d'intermédiaires entre les producteurs et les commerçants, on y trouve des échantillons des marchandises, ils se chargent de l'exécution des commandes. Un autre rôle qu'ils jouent c'est d'inciter nos industriels à emprunter à l'industrie étrangère tout ce qu'il y a de bon. Ils leur livrent des échantillons des produits étrangers perfectionnés et tiennent à leur disposition des machines perfectionnées pour leur faire voir les améliorations à apporter à leurs établissements.

Un bureau d'informations existe auprès de chaque chambre qui donne des renseignements sur la situa-

tion des marchés intérieurs et extérieurs, sur l'état de la production de l'année courante, sur les prix et les demandes de nos articles d'exportation sur les marchés étrangers. En outre on y prend des renseignements sur la solvabilité et l'honnêteté des commerçants. Ces Chambres ont prêté leur secours pour l'élaboration du tarif général des douanes et ont fourni des renseignements précieux pour la préparation des traités de commerce actuels. Elles ont un caractère obligatoire, puisque d'après la loi tous les commerçants, industriels et artisans sont groupés de droit. Leurs frais d'entretien sont perçus par les agents de l'Etat en même temps que les patentes et d'après un pourcentage sur leur patente.

A la fin de 1907 se formèrent des associations de commerçants dans toutes les villes avec un bureau central à Sophia qui ont pour but d'aider et de compléter la tâche des chambres de commerce et d'industrie tout en restant indépendantes d'elles.

Pour finir cet exposé nous dirons un mot des dettes de la Bulgarie. Vers le milieu de 1907, la dette publique consolidée était de 446 millions, la dette flottante montait à 20 millions. Ces sommes ne paraissent pas bien considérables si on prend en considération le fait qu'elles ont été employées d'une façon utile et n'ont pas été gaspillées. Aussi à la même époque l'actif de l'Etat bulgare était (1) :

(1) Rapport du conseil des ministres, page 300.

|                                          |                 |
|------------------------------------------|-----------------|
| Chemin de fer et ports . . . . .         | 189.50 millions |
| Bâtiments . . . . .                      | 41.98 —         |
| Propriétés immobilières non bâties . . . | 19.71 —         |
| Matériel de guerre . . . . .             | 166.»» —        |
| Total . . . . .                          | 417.19 millions |

Ces sommes se sont accrues surtout depuis la fin de l'année dernière et elles croîtront probablement encore avec l'indemnité que la Turquie demande à la Bulgarie, mais malgré cela l'argent a été utilement employé et la dette n'est pas disproportionnée pour un pays qui a dans son actif les richesses de son sol et surtout la puissance remarquable de travail de ses membres.

*Richesses naturelles.* — La constitution géologique du sol bulgare facilite grandement le développement économique du pays. On y trouve des matières premières pour l'industrie et spécialement pour la métallurgie : charbon, minéral de fer, zinc, plomb, cuivre, nickel. Si l'industrie métallurgique n'est pas encore développée la cause en est dans le manque de capitaux pour l'exportation rationnelle et en grand.

Les carrières donnent aussi de précieux matériaux : calcaires argileux. Il y a déjà deux usines de chaux hydraulique. On y trouve aussi des argiles réfractaires qui alimentent deux fabriques, mais une bonne partie en est exportée en Roumanie.

Les régions montagneuses abondent en chutes

d'eau dont la force motrice n'est qu'en partie utilisée par les usines textiles, scieries, moulins, mais qui sont une richesse très grande et à l'état latent pour l'avenir.

Dans ces mêmes régions on trouve près de 200 sources thermales, sulfureuses, ferrugineuses. Une d'elles dans la Bulgarie du Sud est même analogue à celles de Karlsbad.

Donc étant donné l'état actuel de nos finances et les réconfortantes perspectives que nous laisse entrevoir la mise en exploitation d'une façon moderne des richesses de notre pays, nous croyons qu'un avenir des plus brillants s'annonce pour le peuple bulgare, si par des mesures sages et appropriées le gouvernement continue à ménager les forces du pays et à le guider dans ses tâtonnements vers une ère meilleure.



## PREMIÈRE PARTIE

### Le Commerce extérieur

---

#### *Généralités*

La Bulgarie étant un pays agricole, sa prospérité dépend presque uniquement de l'état de ses récoltes et le bilan de son commerce extérieur en est une fonction. Ainsi à une bonne récolte correspond une forte exportation et une non moins grande importation, de sorte que les statistiques du commerce extérieur permettent de juger de l'état de la récolte. La majorité de la population vivant dans les campagnes et s'occupant de la culture de la terre possède pendant les bonnes années un peu plus d'argent, ce qui augmente sa force de consommation et influe favorablement sur le commerce et l'industrie. La bonne récolte de 1896 par exemple s'est fait ressentir sur le chiffre total qui monte de 146,7 millions (1895) à 185,2 millions en 1896, elle a sa répercussion même en 1897 sur l'importation (83,9 millions) qui est supérieure à celle de 1896 de 76,5 millions, cela s'ex-

plique par le fait que la valeur des produits de la terre n'entre pas dans la bourse du cultivateur immédiatement, une partie de la récolte se vendant au printemps et lui fournissant les ressources pour les premiers mois de l'année suivante.

Par contre la mauvaise récolte atteint le commerce et on voit en 1900, après une récolte particulièrement faible, le total des affaires tomber à 100 millions, puis remonter l'année suivante à 152 millions et en 1904 à 287 millions. Une seconde conséquence de la situation presque exclusivement agricole du pays est la place prépondérante des produits du sol dans les chiffres de l'exportation ; ils constituent des  $\frac{3}{5}$  aux  $\frac{3}{4}$  de l'exportation totale, comme on peut le voir au tableau suivant, établi en milliers de francs.

|      | Importation | Exportation | Total   | Céréales |
|------|-------------|-------------|---------|----------|
| 1894 | 99.229      | 72.850      | 172.079 | 55.871   |
| 1896 | 76.530      | 108.739     | 185.270 | 94.089   |
| 1898 | 72.730      | 66.537      | 139.267 | 48.491   |
| 1900 | 46.342      | 53.982      | 100.324 | 27.128   |
| 1902 | 71.246      | 103.684     | 174.931 | 63.699   |
| 1904 | 129.689     | 157.618     | 287.308 | 122.204  |
| 1905 | 122.249     | 147.960     | 270.215 | 94.443   |
| 1906 | 108.474     | 114.573     | 223.047 | 63.560   |
| 1907 | 124.661     | 125.594     | 250.255 | 74.234   |

Malgré les oscillations assez fortes il y a une ten-

dance nette à l'augmentation du commerce total extérieur (voir le diagramme annexé). Cela résulte des chiffres suivants indiquant le taux de ce total, en milliers de francs :

| Années | Taux    | Années | Taux    |
|--------|---------|--------|---------|
| 1879   | 52.230  | 1895   | 146.705 |
| 1881   | 90.287  | 1897   | 143.784 |
| 1883   | 95.055  | 1899   | 113.645 |
| 1885   | 88.914  | 1901   | 152.813 |
| 1887   | 110.489 | 1903   | 189.876 |
| 1889   | 153.450 | 1905   | 270.215 |
| 1891   | 152.413 | 1907   | 250.255 |
| 1893   | 182.331 |        |         |

Il convient de remarquer que le commerce, jusqu'en 1885 inclusivement, ne se rapporte qu'à la Bulgarie du Nord.

Si nous comparons les résultats à 20 ans d'intervalle, en tenant compte de l'augmentation de la population, nous voyons que le chiffre du commerce extérieur par tête a augmenté.

En 1887, la Bulgarie comptait 3.154.375 habitants, ce qui faisait relativement au commerce extérieur 35 francs par tête d'habitant, en 1905 ce chiffre monte à 66 fr. 9, le chiffre de la population étant 4.035.623.

Les chiffres suivants nous montrent en quelle proportion ont varié l'importation, l'exportation et le

total ; il en résulte que l'exportation est supérieure.  
On a en milliers de francs :

| Années | Importation | Exportation | Total   |
|--------|-------------|-------------|---------|
| 1887   | 64.742      | 45.747      | 110.489 |
| 1905   | 122.249     | 147.960     | 270.210 |

Dans cette augmentation les ports maritimes entrent pour 53,43 0/0, les ports danubiens pour 23,76 0/0 et les postes douaniers pour 22,81 0/0.

L'augmentation de notre importation porte en premier lieu sur les matières textiles et les objets produits avec eux. L'augmentation est de 18,1 millions, c'est-à-dire 71,14 0/0 sur l'importation de 1887. Ensuite vient l'importation des machines, instruments métalliques : augmentation de 7,8 millions ou 655,15 0/0 sur celle de la première date. Ensuite les produits coloniaux avec 3,8 millions ou 73,33 0/0 de l'augmentation. Ensuite : cuirs, peaux : 3,7 millions ou 98,68 0/0 de l'augmentation ; métaux et les objets métalliques : 3,6 millions ou 51,34 0/0 de l'augmentation ; l'importation du sucre et du pétrole a augmenté aussi considérablement.

Si nous considérons l'exportation, nous voyons que l'augmentation la plus grande porte sur les céréales, le blé marque une différence de 48,2 millions en plus, c'est-à-dire 289,33 0/0 ; les autres céréales

nous donnent presque la même proportion : 21,2 millions, soit 251,41 0/0.

Les farines augmentent de 2,8 millions soit 321, 51 0/0; les feuilles de tabac montent de 2 millions de francs soit 1027,33 0/0 l'essence de rose montre une augmentation de 1, 6 million soit 79,95 0/0.

Si nous divisons ce laps de temps (de 1877 à 1905) en deux périodes, pour comparer le progrès réalisé par le commerce extérieur nous aurons des résultats encore plus frappants.

Pour la première période allant de 1886 à 1896 la moyenne de l'importation est de 77.055,851 francs ; la moyenne de l'exportation est de 69.968.771 francs le total est par conséquent de 147.024.622 francs.

Ces chiffres nous montrent que l'importation représente 51,41 0/0 du total et l'exportation 48,59 0/0. Ou bien nous voyons l'exportation annuelle de 7.087.080 moins élevée que l'importation ce qui fait 10,13 0/0 de l'exportation.

Les chiffres analogues pour la seconde période nous donnent des résultats qui marquent un progrès sensible à l'avantage de notre exportation. La moyenne de l'importation est de 81.480.761 fr. celle de l'exportation monte à 94.262.475 fr. le total est de 175.743.236. L'analyse de ces chiffres nous montre le total de la seconde période supérieur à celui de la première de 28.718.614 fr.; dont à l'importation

reviennent 4.424.910 fr. ou 15,14 0/0 et à l'exportation 24.293.704 fr. ou 84,86 0/0 de l'augmentation totale. Le montant de l'importation présente dans cette période 46,36 0/0 contre 51, 41 0/0 de la première période par conséquent une diminution de 5,05 0/0.

L'exportation nous présente un mouvement en sens contraire puisque de 48,59 dans la première période elle devient 53,64 0/0 du total du commerce extérieur d'où une augmentation de 5,05 0/0.

Voyons maintenant dans quelle proportion s'effectue le commerce extérieur de la Bulgarie par les 3 différentes portes : ports maritimes, ports danubiens et les voies de terre, et quelles directions sont prises de préférence par les marchandises.

Nous prendrons les années de 1890 à 1905 divisées en 3 périodes quinquennales les résultats étant en millions de francs.

*Importation*

|                    | 1890-94 | 1895-99 | 1900-1904 |
|--------------------|---------|---------|-----------|
| Par mer . . . . .  | 24,3    | 24,2    | 29,4      |
| — Danube . . . . . | 31,9    | 24,6    | 21,6      |
| — terre . . . . .  | 30,4    | 23,7    | 28,8      |
| Total . . . . .    | 86,6    | 72,5    | 79,8      |

*Exportation*

|                    |      |      |       |
|--------------------|------|------|-------|
| Par mer . . . . .  | 28,5 | 30,6 | 46,7  |
| — Danube . . . . . | 26,2 | 26,5 | 27,4  |
| — terre . . . . .  | 21,5 | 16,1 | 27,1  |
| Total . . . . .    | 72,2 | 73,2 | 101,2 |

| <i>Total</i>       |       |       |       |
|--------------------|-------|-------|-------|
| Par mer . . . . .  | 52,8  | 54,8  | 76,1  |
| — Danube . . . . . | 58,1  | 51,1  | 49,»  |
| — terre . . . . .  | 51,9  | 39,8  | 55,9  |
| Total . . . . .    | 162,8 | 145,7 | 181,» |

Ce qui frappe dans ces chiffres c'est l'importance croissante des ports maritimes dans les chiffres des affaires à l'importation comme à l'exportation. Il se produit un déplacement des affaires commerciales vers les ports maritimes et spécialement vers les deux grands ports : Varna et Bourgas. Ces chiffres nous montrent que par la mer Noire l'importation monte de 28, 08 0/0 pendant la première période à 36, 83 0/0 pour la troisième.

D'un autre côté l'exportation passe de 37, 39 0/0 dans la première période à 46, 11 0/0 pour la troisième.

Les ports danubiens ont presque à eux seuls perdu ce qui a été gagné par les ports maritimes. En effet l'importation par le Danube passe de 36, 86 0/0 dans la première période à 27, 06 0/0 pendant la dernière. De son côté, l'exportation par le Danube diminue de 34, 36 0/0 à 27, 14 0/0.

Les douanes de l'intérieur (1), malgré leurs oscilla-

(1) Ce sont les bureaux des douanes situés à l'intérieur du pays et qui reçoivent directement les marchandises étrangères sans que celles-ci soient arrêtées à la frontière.

tions, ne paraissent pas perdre le rang qu'elles avaient pendant la première période. Ainsi leur importation est de 35, 06 0/0 dans la première période elle est de 36, 05 pendant la dernière donc une légère augmentation, mais l'exportation par contre marque une petite diminution, elle descend de 28, 25 0/0 à 26 75 0/0.

L'examen des chiffres pour les principales douanes pour ces trois catégories de voies permet de remarquer qu'un nombre relativement petit de ports englobe la presque totalité de l'importation; l'exportation au contraire est plus morcelée. Ainsi l'importation par Varna pendant la première période est de 63,17 0/0 de l'importation par la mer Noire, pendant la 2<sup>e</sup> période de 62,59 0/0 et pendant la 3<sup>e</sup> de 74,77 0/0 et avec l'importation faite par Bourgas qui est de 34,12 0/0 pendant la 1<sup>e</sup> de 35,58 0/0 pendant la 2<sup>e</sup> de 23,90 0/0 pendant la 3<sup>e</sup> représente presque la totalité de l'importation par voie de mer. L'exportation au contraire est morcelée ainsi pour la dernière période seulement elle est pour Varna de 42,33 0/0 de l'exportation par mer, pour Bourgas 37,95 pour Baltchik de 19,25 0/0.

Pour les ports danubiens le même caractère se retrouve un peu moins net : l'importation s'effectuant par Roustchouk est pour la dernière période de 55,34 0/0 de l'importation par le Danube, celle par le port de Svistov est de 13,91 0/0 celle par Somovit est

de 8,32 0/0 de Vidine de 7,23 0/0 de Orehovo de 5,60 0/0 de l'importation par le Danube. L'exportation est bien autrement répartie et ici ce n'est plus Roustchouk qui a le premier rang car la plus grande part de l'exportation danubienne passe par le port d'Orehovo avec 15,62 0/0 de l'exploration totale (danubienne) ensuite Svistov 14,22 0/0 de l'exportation, Roustchouk 13,38 0/0 de l'exportation, Vidine, 13,30, etc.

La cause de ce fait est que les villes comme Varna, Roustchouk, Bourgas sont les plus grandes, où sont installés les plus riches commerçants achetant en grand à l'étranger et en Bulgarie et que là viennent s'approvisionner les petits commerçants et les détaillants des autres ports ou de l'intérieur du pays. Pour l'exportation c'est autre chose, les produits de l'exportation sont surtout les produits du sol, récoltés sur tout le territoire de la Bulgarie de sorte que l'exportation se fait un peu de tous les côtés.

Quant aux douanes intérieures il n'y en a que trois d'intéressantes, celles de Sophia, de Plovdiv et de Harmanly. Pendant la dernière période l'importation par Sophia a été de 51,90 0/0 de l'importation par terre, par Plovdiv de 37,92 0/0 et par Harmanly 6,24 0/0 de l'importation par terre. Il en est autrement de l'exportation qui est la plus forte par Harmanly et représente 32,21 0/0 de l'exportation par terre, viennent ensuite Sophia avec 28,53 0/0 et

Plovdiv avec 23,11 0/0, le reste est exporté par les postes douaniers se trouvant à la frontière turque. En effet les objets importés viennent en Bulgarie de l'Europe centrale ou occidentale par les chemins de fer et les droits sont payés à l'arrivée à Sophia ou Plovdiv deux grandes villes de la Bulgarie, d'où les marchandises rayonnent sur le reste du pays. L'exportation au contraire se fait surtout en Turquie et les marchandises bulgares partent par Harmanly situé à la frontière turque.

La tendance qui se manifeste dans le commerce extérieur de Bulgarie de prendre la voie de mer est très naturelle car la voie navigable est à meilleur marché que le transport par terre et donne moyen d'éviter le transit.

Les causes qui ont provoqué et favorisé ce déplacement sont en premier lieu l'union des deux principaux ports maritimes avec l'intérieur du pays par le chemin de fer avec des tarifs très avantageux. En second lieu l'établissement de communications régulières avec les principaux pays où les produits s'exportent (Gênes, Marseille, Anvers, Hambourg), l'aménagement des ports de Varna et Bourgas a facilité ce mouvement. La preuve de l'influence de chemin de fer sur la direction du commerce ressort des chiffres ci-dessous : en 1898 on réunit Bourgas à Yamboly par le chemin de fer et on voit que si avant cette date l'exportation par mer est de 34 0/0 de l'exportation

totale (1886) en 1890 elle monte à 42,50/0, cette différence est due surtout au port de Bourgas, Varna n'accusant pas de grand changement mais cette différence est compensée par la diminution de l'exportation par terre surtout à Harmanly qui tombe de 43,90/0 en 1886 à 23,70/0 en 1890 de l'exportation totale de ces années. En 1899 on relie Varna avec Sophia et les principales villes de la Bulgarie du Nord et on remarque une augmentation du trafic par les ports maritimes (surtout celui de Varna) aux dépens des ports danubiens. Les conséquences de ce changement sont bienfaisantes pour le pays car il est possible, maintenant, avec la vitesse, la facilité et le peu de dépenses d'exporter par la mer des produits des régions du centre de la Bulgarie qu'auparavant il était impossible de faire parvenir jusqu'aux ports maritimes par suite de la lenteur avec laquelle se font en Bulgarie les transports sur les routes par voitures attelées de bœufs, tout ceci accompagné de risques d'avaries pour les marchandises et des frais de transport dépassant souvent la valeur des marchandises. Certaines marchandises de la Bulgarie du Nord qui, avant l'ouverture du chemin de fer unissant Varna avec Sophia (1899), ont été dirigées vers les ports danubiens et de là exportées par le Danube et la mer sont à meilleur compte et plus vite envoyées par le chemin de fer à Varna et de là prennent le chemin qu'elles auraient suivies, si elles avaient

été exportées par le Danube. Dans le cas d'expédition par Varna on gagne du temps et le transport n'est pas plus cher par suite des bas tarifs d'une part et des dépenses très grandes nécessaires en cas de transport par le Danube où les exportateurs sont obligés de s'assurer le concours des compagnies s'occupant de la vente et du transbordement des marchandises (à Galatz, Braïla, ou à Soulina) — ce qui augmente les frais d'une façon très considérable. Enfin il ne faut pas oublier que la navigation sur le Danube est interrompue pendant 4 mois en hiver, les relations avec l'étranger continuent alors par la mer et les chemins de fer.

Un changement analogue se produisit aussi dans le commerce du sud de la Bulgarie. Avant l'établissement du chemin de fer reliant Bourgas avec les villes de la Bulgarie du Sud et finalement avec Sophia, le commerce de cette région se faisait par voie de terre par le chemin de fer de la compagnie orientale, par la douane de Harmanly et de là à Dédé-Agatch ou à Constantinople pour prendre la mer. Le chemin de fer de Yamboly-Bourgas a pris une partie du trafic, mais pas entièrement car le tarif différentiel ayant pour but de diriger les marchandises vers Harmanly avait été établi par la compagnie orientale et les commerçants pouvaient à meilleur compte envoyer et recevoir leurs marchandises par Harmanly, quoique la distance parcourue en chemin de

fer fût bien plus grande par cette voie. La cause de cette conduite réside dans le fait que la ligne Yamboly-Bourgas appartenait à l'Etat et que les marchandises dirigées vers Bourgas quittaient vite le réseau de la compagnie orientale qui possède toute la voie ferrée jusqu'à Constantinople et Dédé-Agatch.

Ainsi, pour le transport de 100 kilog. de marchandises de bord Dédé-Agatch à wagon Plovdiv, il fallait payer 4 fr. 10; de bord Bourgas à wagon-Plovdiv, 4 fr. 51. Le gouvernement bulgare pouvait lutter contre ce tarif différentiel, en diminuant le prix du transport sur son réseau, et en faisant une diminution des droits de douane pour les marchandises passant par le port de Bourgas, mais cela eût été une source de difficultés et de complications. Depuis trois ans cependant, le gouvernement a pris des mesures énergiques pour détourner le trafic bulgare, et cela n'était possible que par la construction du chemin de fer Sophia-Varna et du port de Varna. Elles consistent en une diminution du tarif du transport pour les marchandises entrées par le port de Varna et dirigées vers Plovdiv, qui ne payaient pas plus que de Dédé-Agatch à Plovdiv. D'un autre côté, la compagnie maritime française « Fraissinet » fut subventionnée par l'Etat pour que ses bateaux touchent régulièrement, deux fois par semaine, les ports de Bourgas et de Varna, et offrent de bonnes conditions de transport par Varna, aux marchandises destinées

à la Bulgarie. Ainsi, une bonne partie des marchandises était soustraite au chemin de fer de la compagnie orientale, mais cette situation était anormale, et depuis la fin de l'année 1908 elle a cessé pour permettre aux marchandises de suivre la voie la plus naturelle et la plus favorable au commerce du pays; ce chemin de fer étant depuis cette date, entre les mains de l'Etat bulgare.

## CHAPITRE PREMIER

### TRAFIC DE LA BULGARIE

#### *Importation*

Le total des marchandises importées de chaque pays étranger est, en milliers de francs, de :

|                    | 1890-1894 | 1895-1899 | 1900-1904 | 1905-1906 |
|--------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Autriche-Hongrie . | 32.544    | 20.933    | 21.802    | 30.409    |
| Angleterre . . .   | 18.847    | 17.255    | 14.070    | 19.900    |
| Turquie . . . .    | 10.687    | 8.432     | 11.029    | 17.460    |
| Allemagne . . .    | 8.247     | 9.181     | 10.978    | 18.660    |
| Italie . . . . .   | 1.849     | 2.727     | 5.386     | 6.206     |
| France. . . . .    | 3.684     | 3.603     | 4.988     | 6.320     |
| Russie. . . . .    | 4.406     | 3.451     | 4.121     | 3.900     |
| Roumanie. . . .    | 2.093     | 1.920     | 2.301     | 4.450     |
| Belgique . . . .   | 1.697     | 2.293     | 2.268     | 2.948     |
| Serbie . . . . .   | 1.067     | 1.008     | 868       | 1.253     |
| Suisse . . . . .   | 999       | 651       | 695       | 1.208     |
| Grèce . . . . .    | 195       | 474       | 340       | 257       |
| Etats-Unis . . .   | 102       | 256       | 329       | (1) 1.417 |
| Hollande . . . .   | 93        | 61        | 311       | 673       |
| Suède et Norvège . | 60        | 61        | 66        | 123       |
| Autres pays . . .  | 77        | 176       | 266       | —         |
| Total. . . . .     | 86.655    | 72.490    | 79.824    | 115.362   |

(1) Pour l'année 1905.

L'étude des chiffres se rapportant au commerce extérieur de la Bulgarie, pendant la période 1890-1906, nous montre qu'en ce qui concerne l'importation, l'Autriche-Hongrie a toujours tenu la première place, mais il faut remarquer aussi que son importation baisse progressivement. Ainsi, pendant la première période, elle représentait 37,5 0/0 de l'importation totale pour tomber successivement à 28,9 0/0, 27,3 0/0 et ne représenter finalement (1905-1906) que 26 0/0 de l'importation totale. La cause de cette baisse progressive qui, probablement, s'accentuera davantage, est que pendant les premières années des l'existence de la Bulgarie comme Etat indépendant, Autriche, pays industriel le plus proche, connaissait le mieux, les goûts et les besoins du marché bulgare, et les exportateurs autrichiens envoyaient très souvent des voyageurs de commerce prendre des commandes, même d'une faible importance et avaient des représentants établis dans les principales villes, faisant crédit aux acheteurs et livrant très vite les commandes. Mais la situation privilégiée que donnait au commerce autrichien, l'ensemble de ces conditions, ne pouvait pas se maintenir longtemps, et peu à peu, on voit les exportateurs des autres pays, adopter les procédés des commerçants autrichiens ; de là, augmentation de l'importation des autres pays en Bulgarie, tandis que celle de l'Autriche diminue.

L'importation anglaise, malgré une faible augmen-

tation pendant la deuxième période, 23,8 0/0 du total sur la première de 21,8 0/0, a cependant, pour les deux dernières périodes, une tendance vers la diminution ; cette importation, en effet, pour la troisième période, est de 17,6 0/0, et pendant la dernière, de 17,2 0/0 ; si le chiffre absolu est supérieur à ceux des périodes précédentes, cela s'explique par le fait que l'importation de la dernière période est plus élevée.

A part une faible diminution pendant la deuxième période, due à une forte et brusque élévation des droits d'entrée, l'importation turque montre une tendance à l'augmentation. Ainsi, elle est de 12,3 0/0, pendant la première période, 11,6 0/0 pendant la seconde, 13,8 0/0 pendant la troisième, et 15,1 0/0 pendant la dernière.

Une rapide et sûre augmentation se manifeste pour l'importation allemande qui passe successivement pendant les quatre périodes, de 9,5 0/0 à 12,7 0/0 ensuite à 13,8 0/0 et à la fin à 16,1 0/0.

La France et l'Italie présentent une augmentation pendant les trois premières périodes et par contre une diminution pendant la dernière, malgré l'augmentation des chiffres absolus, pour la France l'importation présente : 4,3 0/0, 5 0/0, 6,2 0/0 et finalement 5,4 0/0. De même pour l'Italie : 2,1 0/0 ; 3,8 0/0 ; 6,8 0/0 et ensuite 5,4 0/0.

L'importation russe présente des oscillations sans aucune tendance bien nette et de 5,1 0/0 pour la

première période elle descend à 4,8 0/0 pour la deuxième ; remonte à 5,2 0/0 pour la troisième et ne présente que 3,4 0/0 de l'importation totale pour la dernière période, avec en même temps une diminution du chiffre absolu.

L'importation de la Belgique en Bulgarie a plutôt un caractère d'augmentation. Elle présente 2 0/0, 3,2 0/0, 2,8 0/0 et 2,6 0/0 de l'importation totale pour les quatre périodes, on pourrait attendre une certaine augmentation par suite de la grande exportation que la Bulgarie fait ces dernières années en Belgique.

L'importation des autres pays en Bulgarie est moindre encore et présente un intérêt insignifiant sauf celle des Etats-Unis qui paraît être en augmentation.

### *Exportation*

Passant à l'exportation de la Bulgarie, nous devons remarquer la très grande progression qu'elle accuse pour le marché belge. Tandis que pendant la première période elle n'est que de 1,6 0/0 de l'exportation totale, elle monte ensuite à 8,4 0/0, 22,9 0/0 et 23 0/0 pour la dernière.

|                    | 1890-1894             | 1895-1899 | 1900-1904 | 1905-1906 |
|--------------------|-----------------------|-----------|-----------|-----------|
|                    | en milliers de francs |           |           |           |
| Belgique . . .     | 1.218                 | 6.169     | 23.121    | 30.287    |
| Turquie . . .      | 22.389                | 18.668    | 22.690    | 21.312    |
| Angleterre . . .   | 13.673                | 16.907    | 18.254    | 13.934    |
| Allemagne . . .    | 8.465                 | 10.508    | 9.333     | 13.558    |
| Autriche-Hongrie . | 3.444                 | 4.677     | 9.003     | 13.544    |
| France . . .       | 17.241                | 9.516     | 6.524     | 8.956     |
| Grèce . . .        | 399                   | 870       | 3.488     | 7.608     |
| Italie . . .       | 1.681                 | 1.419     | 2.975     | 4.198     |
| Roumanie . . .     | 800                   | 503       | 1.294     | 1.486     |
| États-Unis . . .   | 20                    | 181       | 660       | 1.391     |
| Serbie . . .       | 286                   | 274       | 627       | (1) 2.356 |
| Hollande . . .     | 79                    | 566       | 281       | —         |
| Russie . . .       | 42                    | 98        | 204       | —         |
| Suisse . . .       | 9                     | 6         | 199       | —         |
| Autres pays . . .  | 6.458                 | 2.874     | 2.565     | —         |
| Total . . .        | 76.214                | 73.244    | 101.225   | 131.267   |

(1) Pour l'année 1905.

Cette rapide augmentation représente pendant les dernières périodes presque le quart de l'exportation bulgare ; elle consiste, à de petites exceptions près, en céréales, et coïncide avec une diminution de l'exportation bulgare pour la France,

l'Angleterre et l'Allemagne ; cela s'explique parce que, tandis qu'avant on envoyait directement les céréales dans les pays de consommation, on prend l'habitude maintenant de les expédier en Belgique où elles attendent dans les entrepôts d'Anvers et autres villes le moment propice à la vente en France, Angleterre ou Allemagne. En effet, on remarque que l'exportation bulgare en France tombe successivement de 22,6 0/0 à 13 0/0, 6,5 0/0 et finalement elle est de 6,9 0/0. De même pour l'Allemagne, malgré l'augmentation de l'importation allemande en Bulgarie, l'exportation bulgare tend à la baisse, cela ressort des chiffres 11,1 0/0, 14,4 0/0, 9,2 0/0 et pour la dernière période 10,3 0/0, cependant le chiffre absolu de cette période est supérieur à celle des trois autres.

La Turquie a été pendant les deux premières périodes la principale cliente de la Bulgarie, mais pendant les deux dernières elle cède sa place à la Belgique. On remarque une certaine décroissance de l'exportation bulgare en Turquie sans oscillations ni interruptions. Aussi voyons-nous que de 29,4 0/0 de l'exportation totale, l'exportation bulgare en Turquie décroît progressivement en passant par 25,5 0/0, 22,4 0/0 arrivant dans la dernière période à 16,5 0/0. Après la Belgique, l'Angleterre achète le plus les céréales bulgares et l'exportation bulgare dans ce pays a été de 17,9 0/0 pendant la première période,

23,1 0/0 pendant la deuxième, 18 0/0 pendant la troisième et 10,6 0/0 seulement pendant la dernière. L'Autriche en ce qui concerne l'exportation présente le phénomène inverse de l'importation. Ainsi la voyons-nous devenir de plus en plus intéressante pour l'exportation bulgare qui progresse de 4,5 0/0 pendant la première, à 6,4 0/0 pour la deuxième, 8,9 0/0 pour la troisième et 10,3 0/0 pour la dernière. Il y a une augmentation nette quoique représentant une faible partie de l'exportation totale dans l'exportation bulgare aux Etats-Unis qui de 0 passe à 1 0/0. Cette augmentation est due presque exclusivement à la plus grande quantité d'essence de rose envoyée aux Etats-Unis.

Pour l'exportation en Grèce, on remarque aussi une bonne augmentation allant de 0,5 0/0 à 1,2 0/0 puis à 3, 4 et finalement à 5,8 0/0 de l'exportation totale. Le tableau suivant met en lumière d'une façon plus claire encore les tendances du commerce extérieur bulgare pour l'exportation et l'importation par rapport à un même pays, En regard de chaque pays on a, pour les 4 périodes indiquées, l'exportation en francs correspondant à 100 francs d'importation de ce pays.

*Exportation pour 100 fr. d'importation*

|                    | 1890-1894 | 1895-1899 | 1900-1904 | 1905 1906 |
|--------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Autriche-Hongrie . | 10,6      | 22,3      | 41,3      | 44,5      |
| Angleterre . . .   | 72,5      | 98,0      | 129,7     | 70,0      |
| Turquie . . . .    | 209,5     | 221,4     | 205,7     | 123,2     |
| Allemagne . . .    | 102,6     | 114,5     | 85,0      | 72,6      |
| Italie . . . . .   | 90,9      | 52,0      | 52,2      | 67,7      |
| France. . . . .    | 467,9     | 264,1     | 130,8     | 140,0     |
| Russie. . . . .    | 1,0       | 2,9       | 5,0       | —         |
| Roumanie . . .     | 38,2      | 26,2      | 56,3      | 34,0      |
| Belgique . . . .   | 71,7      | 269,0     | 1.019,4   | 1.027,3   |
| Serbie. . . . .    | 26,8      | 27,2      | 72,3      | 80,0      |
| Suisse . . . . .   | 0,9       | 1,0       | 28,8      | —         |
| Grèce . . . . .    | 204,6     | 183,2     | 1.025,6   | 2.960,3   |
| États-Unis . . .   | 19,6      | 70,7      | 200,1     | (1) 99,0  |
| Hollande . . . .   | 84,4      | 928,6     | 90,3      | —         |
| Total. . . . .     | 88,0      | 101,0     | 126,8     | 113,9     |

(1) Pour l'année 1905.

Les chiffres marquant le rapport entre le total de l'exportation et celui de l'importation montrent que l'exportation a progressé plus que l'importation ; en effet à partir de la 2<sup>e</sup> période, l'exportation dépasse l'importation. On voit que l'exportation bulgare pour 100 francs d'importation n'a jamais dépassé 100 francs pour les pays suivants : Autriche, Italie, Russie, Serbie, Suisse. Pour d'autres, l'exportation a été toujours supérieure à 100 francs : Turquie,

France, Grèce. Enfin il y a d'autres pays pour lesquels l'exportation bulgare a oscillé autour de cette limite. C'est le cas de l'Angleterre qui nous donne une augmentation qui, partant de 72,5 0/0 atteint 129,7 0/0 et retombe de nouveau à 70 0/0. Pour l'Allemagne l'exportation bulgare part à plus de 100 francs et s'arrête pendant la dernière période à 72,6 0/0.

Des progressions remarquables se manifestent dans l'exportation pour la Grèce et la Belgique. Il résulte de la comparaison pour la dernière période que la Bulgarie exporte pour la Belgique 10 fois plus et pour la Grèce 30 fois plus qu'elle n'en importe.

### *Articles d'importation*

La Bulgarie étant surtout un pays agricole présente dans son commerce extérieur le caractère propre à de tels Etats : son exportation consiste surtout en des produits de la terre. L'importation est constituée en grande partie par des produits fabriqués. L'étude des marchandises importées en Bulgarie donne les résultats suivants en milliers de francs.

|                                                                                             | 1890-1894 | 1895-1899 | 1900-1904 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Animaux vivants . . . . .                                                                   | 512       | 490       | 489       |
| Produits alimentaires d'animaux . . . . .                                                   | 1.370     | 1.345     | 1.283     |
| Céréales et divers produits des blés . . . . .                                              | 1.739     | 1.159     | 917       |
| Fruits, légumes, graines et végétaux . . . . .                                              | 551       | 604       | 1.145     |
| Denrées coloniales . . . . .                                                                | 8.193     | 5.304     | 5.244     |
| Boissons spiritueux . . . . .                                                               | 3.944     | 1.080     | 477       |
| Conserves et confitures . . . . .                                                           | 894       | 591       | 1.100     |
| Engrais et déchets . . . . .                                                                | 139       | 152       | 192       |
| Combustibles . . . . .                                                                      | 739       | 747       | 761       |
| Produits chimiques . . . . .                                                                | 520       | 613       | 1.026     |
| Tanins et matières tinctoriales, couleurs et vernis . . . . .                               | 1.130     | 1.193     | 1.412     |
| Résines, huiles minérales. . . . .                                                          | 2.833     | 2.324     | 3.219     |
| Huiles, graisses, cire et leurs produits . . . . .                                          | 3.349     | 2.889     | 3.349     |
| Médicaments. . . . .                                                                        | 539       | 503       | 470       |
| Parfumerie . . . . .                                                                        | 153       | 115       | 161       |
| Pierres, terres, verres et leurs produits . . . . .                                         | 2.456     | 2.536     | 1.998     |
| Métaux et produits en métal. . . . .                                                        | 7.701     | 8.454     | 7.536     |
| Matières brutes et produits de l'industrie du bois, de la sculpture et du tressage. . . . . | 4.051     | 3.794     | 2.260     |
| Produits de la papeterie . . . . .                                                          | 1.854     | 1.777     | 2.060     |
| Peaux et objets de la peausserie. . . . .                                                   | 4.474     | 3.945     | 5.071     |

|                                                              | 1890-1894 | 1895-1899 | 1900-1904 |
|--------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Matières et produits textiles .                              | 25.871    | 24.743    | 28.485    |
| Caoutchouc, gutta-percha .                                   | 291       | 362       | 417       |
| Wagons de chemins de fer,<br>voitures et bateaux . . .       | 810       | 536       | 815       |
| Machines, instruments et ap-<br>pareils . . . . .            | 6.695     | 4.264     | 5.612     |
| Quincaillerie, bimbeloterie et<br>menus articles de luxe . . | 664       | 528       | 476       |
| Littérature et art plastique .                               | 221       | 233       | 306       |
| Articles non dénommés dans<br>les autres catégories. . .     | 4.953     | 2.195     | 3.529     |
| Total . . . . .                                              | 86.655    | 72.490    | 79.824    |

*Nota :* La statistique commerciale de Bulgarie divise les marchandises en 27 catégories embrassant 890 espèces.

Les matières et les produits textiles sont toujours en majorité dans l'importation bulgare. Elles représentaient pendant la première période 39,8 0/0 de l'importation totale, 34 0/0 pendant la 2<sup>e</sup>; 35,7 0/0 pendant la 3<sup>e</sup> et 36 0/0 pendant les années 1905-1906 avec un chiffre absolu de 41 millions.

D'après la valeur des produits en second lieu, vient la catégorie « des métaux et produits de l'industrie métallique » avec une part dans l'importation totale de 8,9 0/0 pendant la première période; de 11,7 0/0 pendant la deuxième; 9,5 0/0 pendant la

troisième, et de 10,4 0/0 pendant les 2 années qui le suivent avec un chiffre absolu de 12 millions. Les principaux lieux de provenance sont l'Allemagne, l'Autriche et l'Angleterre.

La catégorie des « machines, appareils et instruments » présente un pourcentage de 7,7 0/0 ; 5,9 0/0 ; 7 0/0 pendant les 3 périodes, avec 6 0/0 pour les années 1905-1906 et avec un chiffre de 7,2 millions. Les principaux lieux de provenance sont l'Allemagne, l'Autriche. Viennent ensuite les « denrées coloniales » avec 9,4 0/0 ; 7,3 0/0 ; 6,6 0/0 et 5,3 0/0 pour les années 1905-1906 de l'importation totale ; la grande importation de ces denrées pendant la première période est explicable car on était à la veille de l'introduction de l'accise (1894) en Bulgarie et on voulait constituer les stocks.

Les peaux, cuirs et leurs produits présentent une participation de 5,2 0/0 ; 5,5 0/0 ; 6,4 0/0 et enfin 6,3 0/0 de l'importation. La catégorie du bois et ses produits présente 4,7 0/0 ; 5,2 0/0 ; 2,8 0/0 et pour la dernière période 4,5 0/0 avec une notable augmentation du chiffre absolu : 5,1 millions de francs. Ils proviennent surtout d'Autriche et de Roumanie.

La catégorie des huiles minérales, résines, etc., présente une variation de 3,3 0/0 ; 3,2 0/0 ; 4 0/0 et finalement 3,4 0/0, avec une augmentation du chiffre absolu : 4 millions de francs. Provenance : Russie, Roumanie, Etats-Unis, Autriche.

Les animaux vivants (chevaux) nous viennent ordinairement de l'Autriche et un peu de Russie ; ils sont surtout destinés à l'armée. Le poisson frais ou salé vient principalement de la Turquie, de la Russie et un peu de Roumanie. Le riz provient surtout de Gênes et Trieste. Les fruits frais du Midi, presque exclusivement de Turquie. Les épices de Gênes, Trieste. Le café cru de Gênes, Trieste, Londres. Les olives et huiles d'olive, presque exclusivement de Turquie. Le sucre raffiné, surtout d'Autriche et un peu de Russie. Le savon ordinaire, surtout de Turquie et un peu de France et de Grèce. Les combustibles, de Turquie, d'Angleterre, de Serbie et d'Autriche. Le tanin et les matières tinctoriales, d'Allemagne, d'Autriche. Le sel gemme, d'Autriche, de Roumanie. Le sel marin, de Turquie. La verrerie, de Belgique, d'Autriche, d'Allemagne. La papeterie, surtout d'Autriche et d'Allemagne. Les peaux de bœufs séchées ou salées, de France, d'Autriche, de Roumanie, de Russie. Le cuir à semelles, de Turquie, d'Autriche, de France. Les peaux tannées, d'Autriche, de France et d'Allemagne.

Les chaussures en caoutchouc, d'Autriche et de Russie.

#### *Articles d'exportation*

En milliers de francs, les chiffres donnés par l'exportation sont les suivants :

|                                                                                              | 1890-1894 | 1894-1899 | 1900-1904 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Froment et blé tendre . . .                                                                  | 43.201    | 43.405    | 35.138    |
| Maïs . . . . .                                                                               | 10.228    | 7.601     | 15.803    |
| OEufs . . . . .                                                                              | 548       | 1.226     | 5.673     |
| Orge . . . . .                                                                               | 1.479     | 1.598     | 5.671     |
| Seigle . . . . .                                                                             | 2.696     | 1.815     | 3.377     |
| Essence de rose . . . . .                                                                    | 569       | 2.114     | 2.986     |
| Moutons, brebis, agneaux . .                                                                 | 3.024     | 2.340     | 2.897     |
| Farine de froment . . . . .                                                                  | 601       | 1.040     | 2.961     |
| Avoine . . . . .                                                                             | 307       | 196       | 2.864     |
| Cocons de vers à soie . . .                                                                  | 516       | 922       | 2.170     |
| Kachkaval (sorte de fromage). .                                                              | 1.113     | 1.057     | 2.054     |
| Colza . . . . .                                                                              | 311       | 105       | 1.865     |
| Draps et étoffes de laine, gros<br>draps dits « aba » et draps<br>du pays dits « chayek ». . | 1.753     | 1.339     | 1.777     |
| Bœufs, vaches, veaux . . .                                                                   | 1.378     | 709       | 1.640     |
| Peaux de mouton et d'agneau<br>brutes . . . . .                                              | 888       | 1.108     | 1.489     |
| Peaux de chèvre et de che-<br>vreau brutés . . . . .                                         | 313       | 571       | 1.276     |
| Tabac en feuilles. . . . .                                                                   | 254       | 206       | 1.114     |
| Haricots, fèves, pois, etc. . .                                                              | 234       | 403       | 1.014     |
| Passementerie de laine « gaï-<br>tan ». . . . .                                              | 858       | 732       | 807       |
| Bois préparé (douves, plan-<br>ches, etc.) . . . . .                                         | 566       | 219       | 699       |
| Chev <sup>x</sup> , juments, poulains, etc.                                                  | 393       | 314       | 597       |
| Buffles . . . . .                                                                            | 492       | 169       | 590       |
| Millet . . . . .                                                                             | 42        | 90        | 548       |
| Peaux de mouton tannées et<br>toutes sortes de peaux pré-<br>parées . . . . .                | 194       | 196       | 537       |
| Son et dragée pour la nour-<br>riture du bétail . . . . .                                    | 26        | 91        | 441       |

|                                                          | 1890-1894 | 1894-1899 | 1900-1904 |
|----------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Bois brut et équarri. . . .                              | 152       | 462       | 365       |
| Fromage ordinaire . . . .                                | 398       | 315       | 333       |
| Oiseaux de basse-cour . . .                              | 298       | 181       | 301       |
| Beurre frais et beurre fondu .                           | 75        | 57        | 265       |
| Anis et rézéné . . . . .                                 | 62        | 216       | 223       |
| Cuivre brut et vieux morceaux.                           | 1         | 62        | 195       |
| Soie écrue, bourre et rebuts<br>de soie . . . . .        | 105       | 77        | 173       |
| Saucisses et viande salée sèche<br>(pastourma) . . . . . | 143       | 102       | 164       |
| Mulets . . . . .                                         | 203       | 121       | 160       |
| Bois à brûler et charbon de<br>bois . . . . .            | 83        | 105       | 158       |
| Riz . . . . .                                            | 6         | 49        | 155       |
| Boucs, chèvres et chevreaux .                            | 191       | 45        | 150       |
| Foin, paille et vesce . . . .                            | 13        | 5         | 135       |
| Membranes, vessies et boyaux.                            | 62        | 99        | 132       |
| Semences potagères et autres.                            | 166       | 61        | 132       |
| Peaux de buffles, bœufs, veaux,<br>brutes . . . . .      | 228       | 158       | 121       |
| Noix, noisettes et châtaignes .                          | 6         | 11        | 115       |
| Tapis fins et tapis gros de<br>laine. . . . .            | 53        | 40        | 113       |
| Redoul . . . . .                                         | 113       | 79        | 96        |
| Anes et ânesses . . . . .                                | 130       | 67        | 81        |
| Os et sabots . . . . .                                   | 31        | 51        | 72        |
| Légumes frais et secs . . . .                            | 82        | 64        | 60        |
| Laine lavée et en suint. . . .                           | 92        | 34        | 56        |
| Épéautre et blé mêlé . . . .                             | 450       | 131       | 44        |
| Vin ordinaire. . . . .                                   | 7         | 22        | 21        |
| Autres marchandises . . . .                              | 1.056     | 1.040     | 1.573     |
| Total . . . . .                                          | 76.214    | 73.244    | 101.225   |

Comme nous l'avons vu au commencement de ce

chapitre, l'exportation de la Bulgarie est caractérisée par la prédominance des céréales qui représentent à peu près 75 0/0 du total (1). Parmi les céréales, le blé vient en première ligne, représentant les 2/3 de la quantité des céréales exportées ou 50 0/0 de l'exportation totale, ensuite vient le maïs avec 10 à 12 0/0 de l'exportation totale. Le seigle, l'avoine, le millet, etc., sont exportés en plus faibles quantités. A part ces céréales, il y a encore d'autres produits du sol, comme les fruits, légumes, graines oléagineuses, tabac ou produits se rattachant à l'agriculture : le bétail, les oiseaux de basse-cour, les œufs, etc., qui, réunis aux céréales, présentent une proportion de 80 à 85 0/0 de l'exportation bulgare. Le reste de l'exportation est composé surtout de déchets d'animaux à demi-préparés et de certaines matières premières, comme le bois et les pierres.

(1) Malgré l'exportation intensive de céréales, la Bulgarie ne risque pas la famine, étant donné que le paysan bulgare, en général propriétaire des terres qu'il cultive, ne vend que le superflu et, pendant les années de mauvaise récolte, il n'hésite pas à emprunter de l'argent à des intérêts très élevés, 12 0/0 au moins, escomptant les récoltes à venir.

## CHAPITRE II

### COMMERCE DE CERTAINES MARCHANDISES

Les produits constituant en majeure partie l'exportation bulgare sont les céréales, il nous reste très peu à ajouter à ce que nous avons dit à ce sujet. Le froment et le blé tendre sont surtout envoyés en Belgique et en Angleterre. La Grèce et la Turquie achètent les blés durs. D'après l'importance des quantités de blé reçues de Bulgarie les pays se classent dans l'ordre suivant : Belgique, Angleterre, Allemagne, Turquie, Grèce, France. Le maïs est surtout envoyé en Angleterre, en Belgique, en Allemagne et en Turquie. Le seigle surtout en Allemagne et Belgique. L'orge en Belgique, en Turquie, en Allemagne, en Angleterre. L'avoine en France et en Allemagne. Le riz (exportation moyenne de 150.000 francs) surtout en Turquie et en Serbie. Le colza en France, en Angleterre, en Belgique et en Allemagne.

#### *Cocons de vers à soie.*

L'élevage des vers à soie abandonné il y a 20 ans

reprend son ancienne importance et ne fait que progresser d'où contre coup sur l'exportation; voici les résultats en milliers de francs.

EXPORTATION DES COCONS ET SOIE GRÈGE

|      |     |      |       |
|------|-----|------|-------|
| 1887 | 973 | 1898 | 1,025 |
| 1888 | 443 | 1900 | 1,746 |
| 1889 | 643 | 1902 | 2,371 |
| 1890 | 378 | 1904 | 3,219 |
| 1892 | 639 | 1905 | 3,881 |
| 1894 | 748 | 1906 | 2,665 |
| 1896 | 765 | 1907 | 3,278 |

Une maladie qui avait atteint en 1887 les graines et les vers avaient diminué la production et l'exportation. Depuis, les mesures prises par le gouvernement pour l'importation des graines ont donné de bons résultats. La production et l'exportation des cocons a une grande marge encore. Les  $\frac{3}{4}$  des cocons produits sont exportés. L'exportation est composée en grande partie de cocons et un peu de soie grège. D'abord l'exportation des cocons se faisait surtout pour la France, maintenant les marchés préférés de ces produits bulgares sont l'Italie, la Turquie et ensuite la France et l'Autriche.

*Produits alimentaires d'origine animale.*

La viande préparée dans de l'eau salée est exportée presque exclusivement en Allemagne (depuis 1902). L'exportation n'a pas dépassé 60.000 francs et ne

présente actuellement aucune importance ; cependant cet article aura un bon avenir, si la Bulgarie n'arrive pas à obtenir de l'Autriche une convention vétérinaire pour pouvoir y envoyer son bétail vivant. On exporte aussi des saucissons, « pastourma » (viande de buffles, chèvres ou brebis salée et séchée). Cet article est dirigé presque exclusivement sur la Turquie. Il en est de même du lait, du beurre ou du fromage frais dont l'exportation (de 1900 à 1906) a atteint 65.000 fr. Une certaine partie de ces produits est reexportée de la Turquie en Grèce et en Egypte. L'exportation de « kachkaval » sorte de fromage sec qui avant 1900 était de 1 million, dépasse actuellement 2 millions.

#### *Commerce du bois.*

La Bulgarie exporte toutes espèces de bois dur ou flexible, sous forme brute ou ouvragée. Dans la période de 1898 à 1905 l'exportation de bois a progressé passant de 1 à 1 million 1/2 par an. En même temps l'importation descend de 3,5 à 1,3 million. C'est surtout le bois flexible qui est importé en Bulgarie. L'exportation bulgare consiste surtout en bois de conifères (50 0/0 de l'exportation totale).

Les clients de la Bulgarie sont surtout : la Turquie où est dirigé 85 0/0 de l'exportation totale consistant en bois flexible naturel ou ouvragé, charbon de bois, bois de chauffage ; la Serbie avec 3 0/0 comprenant  
Schterbanoff.

surtout le bois de chauffage; la Roumanie avec 1 0/0 surtout en bois de chauffage et charbon de bois; et l'Autriche avec 0,7 0/0. Le reste est réparti entre la Grèce, l'Egypte (planches) l'Allemagne, la France, la Belgique où l'on exporte surtout le bois dur non travaillé.

Les pays qui fournissent la Bulgarie sont : l'Autriche (bois travaillé : meubles ou bois pour construction), 80 0/0 de l'importation totale; la Roumanie (bois de chauffage, bois travaillé, articles de menuiserie, carrosserie), 10 0/0; la Serbie (bois de chauffage) 5 à 6 0/0; ensuite la Turquie, la France, l'Allemagne (meubles, articles de tonnellerie).

Cette forte importation de bois en Bulgarie, s'explique car tout en étant un des pays des plus riches en forêts, elle ne possède presque pas d'industrie travaillant le bois, sauf dans quelques établissements à petite production. On est obligé d'aller chercher ces produits en France, en Autriche et en Allemagne.

Il y a une autre cause encore c'est la mauvaise situation des forêts qui sont toutes dans une seule région de l'Etat, ceci est aggravé par le mauvais état de voies de communications et rend préférable les achats à l'étranger.

#### *Matières textiles.*

Nous ne dirons que quelques mots de l'importation de ces matières, formant en grande partie l'im-

portation des pays industriels, celle de l'Angleterre se compose surtout des cotonades; celle de France, de laine et de soie; celle de l'Italie, de soie; celle de l'Allemagne, de laine; celle de l'Autriche, de laine et de lin.

L'exportation bulgare des matières textiles de laine qui intéresse de près l'industrie depuis longtemps pratiquée en Bulgarie est appelée à progresser dans l'avenir. La laine du pays est insuffisante pour alimenter l'industrie lainière et on importe de la laine de Roumanie (non lavée), d'Autriche, de France, d'Allemagne, de Belgique (lavée). Cette importation augmente continuellement et on peut en conclure à une plus grande production nationale, manifestée d'autre part par une plus grande exportation. Voici les chiffres de l'exportation bulgare en milliers de francs.

|      | Cheviottes | Draps et étoffes<br>teints | Ganse | Draps<br>grossiers |
|------|------------|----------------------------|-------|--------------------|
| 1894 | 1.126      | 32                         | 804   | 409                |
| 1896 | 800        | 40                         | 635   | 180                |
| 1898 | 1.330      | 67                         | 847   | 200                |
| 1900 | 1.376      | 50                         | 680   | 143                |
| 1902 | 1.601      | 78                         | 923   | 161                |
| 1903 | 1.630      | 48                         | 701   | 133                |
| 1906 | 2.192      | 74                         | 796   | 138                |
|      | Total      |                            |       |                    |
| 1894 | 2.371      |                            | 1900  | 2.249              |
| 1896 | 1.655      |                            | 1902  | 2.763              |
| 1898 | 2.444      |                            | 1903  | 2.512              |
|      |            |                            | 1906  | 3.200              |

Les principaux débouchés de la Bulgarie pour ces produits sont : la Turquie, la Serbie, l'Autriche (principalement la Bosnie et Herzégovine) et la Roumanie, la Grèce et l'Egypte achètent des quantités insignifiantes.

Voici les chiffres à ce sujet indiquant en milliers de francs ce que fournit la Bulgarie, à chacun de ces pays.

|                | Cheviottes | Draps teints | Draps grossiers |
|----------------|------------|--------------|-----------------|
| 1894. Autriche | 0,43       | —            | 25,4            |
| Roumanie       | 27,5       | 2,9          | 14,1            |
| Serbie         | 9,3        | 29,1         | 65,8            |
| Turquie        | 988,1      | 0,32         | 283,9           |
| Total.         | 1.035,33   | 32,32        | 389,2           |
| 1897. Autriche | —          | —            | 24,1            |
| Roumanie       | 3,5        | —            | 25,2            |
| Serbie         | 7,2        | 59,2         | 56,6            |
| Turquie        | 906,9      | 1,2          | 103,5           |
| Total.         | 917,6      | 60,4         | 209,4           |
| 1901. Autriche | 2,1        | 0,06         | 15,7            |
| Roumanie       | 4,7        | 0,4          | 25,8            |
| Serbie         | 19,1       | 75,5         | 49,2            |
| Turquie        | 1.532,3    | 0,8          | 82,6            |
| Total.         | 1.558,2    | 76,76        | 173,3           |
| 1903. Autriche | —          | —            | 29,3            |
| Roumanie       | 2,1        | 1,1          | 4,8             |
| Serbie         | 26,6       | 45,5         | 43,0            |
| Turquie        | 1.651,8    | 0,3          | 56,8            |
| Total.         | 1.680,5    | 46,9         | 133,9           |

|                |         |       |       |
|----------------|---------|-------|-------|
| 1905. Autriche | 0,06    | —     | 35,6  |
| Roumanie       | 2,6     | —     | 0,3   |
| Serbie         | 45,7    | 1,08  | 42,5  |
| Turquie        | 1.575,9 | 51,06 | 53,1  |
| Total.         | 1.644,8 | 52,14 | 131,5 |
| 1907. Autriche | 3,5     | —     | 52,7  |
| Roumanie       | 5,3     | 2,5   | 2,8   |
| Serbie         | 41,8    | 18,5  | 12,2  |
| Turquie        | 2.215,2 | 116,8 | 54,9  |
| Total.         | 2.265,8 | 137,8 | 122,6 |

Il ressort de ces chiffres que la Turquie est la meilleure cliente de la Bulgarie pour ces marchandises malheureusement il n'est pas sûr que cette situation dure longtemps car l'industrie autrichienne commence à imiter les produits bulgares et leur fait une sérieuse concurrence.

Le montant de l'exportation de ces produits présente 30-35 0/0 de la production totale de l'industrie lainière bulgare.

### *Œufs et oiseaux de basse-cour*

C'est un article dont l'exportation a pris un développement considérable ces dernières années et qui présente 8 à 9 % de l'exportation de la Bulgarie. La marche de l'exportation en milliers de francs est la suivante :

|      | Oufs  | Oiseaux |      | Oufs   | Oiseaux |
|------|-------|---------|------|--------|---------|
| 1887 | 378   | 612     | 1900 | 2.443  | 229     |
| 1889 | 477   | 366     | 1902 | 6.592  | 302     |
| 1892 | 294   | 165     | 1904 | 8.507  | 363     |
| 1895 | 906   | 270     | 1906 | 10.648 | 589     |
| 1898 | 1.725 | 131     | 1907 | 11.482 | 541     |

Nous voyons qu'en 1905 l'Autriche recevait encore la moitié des œufs bulgares exportés, l'Allemagne n'en achetait qu'un tiers. Depuis 3 ans les œufs bulgares prennent pour la plus grande partie le chemin de Berlin et les positions ont changé c'est l'Allemagne qui achète 55 0/0 des œufs bulgares et l'Autriche n'en reçoit qu'un quart. Les autres pays qui achètent les œufs bulgares et pour lesquels l'exportation en général a augmenté sont la France, la Belgique, la Suisse la Turquie, la Grèce. Quant aux oiseaux de basse-cour bulgares ils sont peu recherchés sur le marché étranger à cause de la qualité médiocre de leur chair aussi leur exportation présente-t-elle une importance inférieure à celle des œufs.

Les 3/4 de ces oiseaux sont achetés par l'Autriche-Hongrie, malgré les grandes difficultés de l'exportation dans ce pays, où notamment sous prétexte des maladies les oiseaux sont arrêtés à la frontière souvent pendant plusieurs jours, et durant ce temps mal soignés meurent en grand nombre.

C'est là une des raisons pour lesquelles l'exporta-

tion de ces oiseaux est relativement réduite. Les autres Etats qui en achètent sont surtout : la Turquie la Serbie, la Roumanie, la Grèce et dans une faible mesure la France et l'Allemagne.

### *Légumes secs*

L'exportation de ces produits il y a 10 ans était insignifiante et ne se faisait que pour les pays voisins, surtout en Turquie, elle peut actuellement être placée au premier rang. Les haricots représentent à eux seuls 95 0/0 de cette exportation. La marche de l'exportation des légumes pendant les dernières années a été, en milliers de francs de :

|      |       |      |       |
|------|-------|------|-------|
| 1894 | 563   | 1902 | 915   |
| 1896 | 118   | 1903 | 2.495 |
| 1898 | 1.204 | 1904 | 846   |
| 1900 | 335   | 1905 | 2.430 |
| 1901 | 1.012 | 1906 | 4.485 |
|      |       | 1907 | 2.615 |

On remarque ici les mêmes oscillations que pour l'exportation des céréales, résultant de l'Etat des récoltes. Si nous cherchons les lieux de destination nous trouverons que 50 0/0 de l'exportation vont en Turquie, 20 à 24 0/0 en France, 10 0/0 en Belgique, 6 0/0 en Allemagne, 7 0/0 en Grèce ; et le reste en Angleterre, en Italie, en Roumanie et en Serbie.

### *Commerce du bétail*

Ce commerce prospérait quand la Bulgarie faisait partie de l'empire ottoman, car on pouvait expédier le bétail en Autriche, en profitant des conventions conclues avec la Turquie, où les prix étaient assez élevés, en outre les pâturages n'étaient pas réduits comme ils le sont actuellement. Tout en baissant, ce commerce présente néanmoins une moyenne annuelle de 5 millions. Le maximum de l'exportation (6,8 millions) fut atteint en 1901, le minimum en 1897. La cause de ces grandes variations est dans les récoltes. Une mauvaise récolte comme celles de 1900 ou 1901 réduit les ressources du paysan qui recourt à la vente d'une partie de son bétail pour équilibrer dans une certaine mesure son budget. Il y est d'autant plus obligé que le peu par lui récolté ne lui suffira pas pour pouvoir nourrir plusieurs têtes de bétail inutilisées pendant l'hiver. Le résultat inverse se produit à la suite d'une bonne récolte. Ceci prouve que l'élevage du bétail n'est pas fait en Bulgarie en vue de l'exportation. La presque totalité de l'exportation du bétail est dirigée vers la Turquie surtout à Constantinople, une petite partie seulement est envoyée en Grèce, en Egypte, Serbie et Roumanie. L'Autriche Hongrie, voulant aider au développement de l'élevage chez elle, a fermé ses frontières au bétail bulgare et roumain prétextant de l'inefficacité du service sanitaire vétérinaire dans ces pays, et elle décore ses

intentions du nom des mesures de protection contre les épizooties.

La Turquie et la Grèce achètent la totalité des moutons, brebis, bœufs, vaches et buffles ; les chevaux et les mulets vont exclusivement en Turquie, les porcs et les chèvres en Turquie, Grèce et Roumanie.

Les trois quarts de ces marchandises passent par la frontière terrestre et le reste par les ports maritimes.

L'exportation par terre du bétail se fait en chemin de fer pour le bétail gras, c'est là la moins considérable, mais elle augmente tous les ans ; pour l'autre bétail elle se fait à pied c'est là un moyen d'autant plus économique qu'en route on se sert des pâturages publics.

Dans les dernières années il se manifeste une diminution de l'exportation du gros bétail, qui représente seulement le tiers de l'exportation totale du bétail, on note une stabilité relative pour l'exportation des moutons, brebis, chèvres qui présentent presque les deux tiers, et il y a une certaine augmentation dans l'exportation des porcs. Les peaux brutes, os, sabots, cornes, etc., méritent d'être mentionnés aussi, ils atteignent un total de 2,8 millions pour la période 1900-06.

Les peaux tannées et autrement préparées montrent pour la première période une exportation d'un demi-million. Les lieux de ces divers produits, sont les

suivants : peaux de bœufs et de buffles, Turquie ; de moutons et agneaux, Autriche, Allemagne, France : peaux de chèvres, chevreaux, France, Etats-Unis, Allemagne ; laine, Roumanie, Serbie, Autriche, Allemagne ; boyaux, os, sabots, Autriche.

### *Farines*

Pour les pays agricoles comme la Bulgarie, l'exportation des farines est d'une importance capitale ; si au lieu d'exporter le blé, la Bulgarie pouvait exporter la farine elle profiterait de tous les revenus que prélèvent actuellement les intermédiaires.

En 1900, l'exportation de la farine représentait 30 0/0 de sa production.

La production nationale suffit pour alimenter le marché intérieur bulgare, ne laissant pas de place pour l'importation qui est insignifiante et consiste en certaines farines de luxe provenant d'Autriche et de Russie.

En 1886, l'exportation de la farine de froment est, en millions, de 0,55 en 1895 de 0,95 en 1898 de 1,4 en 1901 de 2,4 en 1903 de 3,6 en 1907 de 3,4.

La moyenne de l'exportation pour les dernières années représente 3 0/0 de l'exportation totale du pays. Les 90 0/0 de cette exportation se font par mer. Les pays de destination sont en premier lieu : la Turquie avec 95 0/0 de l'exportation totale, ensuite la

Grèce, l'Egypte, l'Angleterre, l'Allemagne. Il faut mentionner aussi l'exportation de son et de la dragée qui se fait principalement en Autriche, néanmoins la France, la Belgique et l'Allemagne en achètent un peu.

### *Tabac*

Malgré la bonne qualité du tabac bulgare très apprécié à l'étranger, on n'en fait pas une grande exportation par suite de la mauvaise organisation de la production et de l'exportation. Pendant les années 1890 et 1900 l'exportation s'est maintenue à 230.000 francs par an pour la période de 1900 à 1906 à plus de 1 million par an, (exactement 1,86 millions en 1902). L'Autriche est le pays qui achète le plus de tabac bulgare, ensuite viennent la Turquie, l'Egypte, la Grèce, l'Allemagne et l'Angleterre.

L'exportation porte sur le tabac en feuilles.

### *Essence de rose*

L'exportation de ce produit national augmente d'une façon continue aussi bien en chiffre absolu que proportionnellement à l'exportation totale du pays.

Ainsi en 1899-94 on exporte en moyenne 570.000 francs ou 0,80 de l'exportation totale et en 1894-99 pour 2.115.000 francs ou 2,9 0/0 de l'exportation to-

tale ; en 1900-04 pour 2.986.000 francs ou 3 0/0 de l'exportation totale et en 1905-07 pour 4.200.000 fr. ou 3, 1 0/0 de l'exportation totale.

L'acheteur principal est toujours la France, qui prend un tiers de l'exportation.

Les dernières années viennent ensuite les Etats-Unis qui achètent des quantités considérables, et même commencent à dépasser la France, notamment en 1905 sur les 3,7 millions d'exportation totale les Etats-Unis figurent pour 1,15 millions et la France pour 0,9 million ; en 1906 sur 4,5 millions la France prend 1,65 million, les Etats-Unis 0,98 millions, mais malgré ces brusques variations c'est la France qui peut être considérée comme le meilleur acheteur de ce produit.

Les autres pays achètent tous une certaine quantité de ce produit dont la Bulgarie a presque le monopole, mais seules l'Angleterre, la Turquie, l'Allemagne, la Russie font des achats assez importants pour figurer séparément dans les statistiques.

## CHAPITRE III

### COMMERCE DE BULGARIE AVEC LES PRINCIPAUX PAYS

Avant d'entreprendre ce court exposé du commerce extérieur de la Bulgarie avec les autres pays nous devons faire une petite remarque :

En ce qui concerne les articles échangés et l'importance des affaires ces pays peuvent être divisés en deux grands groupes : d'un côté les pays voisins de la Bulgarie (Turquie, Roumanie, Serbie, Grèce) qui sauf quelques réserves pour la Turquie sont comme la Bulgarie des pays agricoles avec la même production et exportation, ayant une faible industrie nationale incapable de satisfaire le marché intérieur et par suite ne faisant aucune exportation industrielle. Ces pays, à part la Turquie, font de très faibles échanges avec la Bulgarie, cette dernière ayant besoin surtout des produits fabriqués et ils ne peuvent pas lui en donner, car eux aussi les reçoivent du dehors.

Une faible partie du commerce extérieur de la Bulgarie est réservée aux pays voisins ; elle comprend

surtout des produits du sol n'existant pas en Bulgarie. Il faut placer à part la Turquie avec laquelle nos relations commerciales sont très développées. La Bulgarie peut être considérée comme un pays plus développé industriellement que la Turquie et elle se trouve par rapport à cette dernière dans la même situation que les pays de l'Europe occidentale envers elle. Beaucoup des produits bulgares trouvent une clientèle en Turquie, d'autant mieux qu'étant destinés à l'usage de la population pauvre, ils sont grossiers mais solides et par suite difficilement imités par les industries des pays de l'Occident. De plus, il ne faut pas oublier qu'il y a 30 ans la Bulgarie faisait partie de l'empire ottoman et les relations économiques entre les Bulgares et les habitants de la Turquie, souvent eux-mêmes d'origine bulgare, ne peuvent cesser si rapidement ; d'ailleurs la situation géographique des 2 pays ne peut que faciliter ces relations. Enfin la dernière raison est l'existence en Turquie d'un détestable régime politique qui empêche même le développement d'une agriculture rationnelle permettant d'approvisionner une grande ville comme Constantinople. Quant à l'importation bulgare elle est activée par la différence des conditions climatiques qui interdisent la culture de certains produits en Bulgarie alors qu'on en trouve en abondance dans les îles de l'Archipel, et aussi par le fait qu'une importante population

turque est fixée en Bulgarie et commerce très volontiers avec la Turquie.

Un second groupe est formé par les Etats de grande industrie, ils produisent toutes les marchandises manquant à la Bulgarie, et souvent ce ne sont que les matières premières envoyées par la Bulgarie qu'ils lui renvoient après transformation. Ces pays manquent des matières premières pour leur industrie ou d'objets alimentaires, la Bulgarie leur en fournit. Ses relations commerciales avec ces pays sont beaucoup plus actives qu'avec les Etats du premier groupe.

#### Turquie.

Par la diversité des produits échangés et l'importance du commerce, la Turquie tient la première place parmi les Etats du premier groupe. Voici quelques chiffres (en milliers de francs) sur les échanges :

| Années | Exportation | Importation | Total  | Exportation ± |
|--------|-------------|-------------|--------|---------------|
| 1901   | 24.428      | 10.061      | 34.489 | + 14.367      |
| 1902   | 22.211      | 11.077      | 33.288 | + 11.134      |
| 1903   | 23.165      | 12.324      | 35.489 | + 10.841      |
| 1904   | 25.645      | 17.025      | 42.660 | + 8.620       |
| 1905   | 21.310      | 16.872      | 37.182 | + 4.438       |
| 1906   | 21.699      | 18.052      | 39.751 | + 3.647       |

Il résulte des chiffres ci-dessus que le maximum a été atteint pendant l'année 1904. La balance du commerce a été pendant tout le temps en faveur de l'exportation, mais avec une tendance de baisse continue ; en 1901, elle est de 14 millions, en 1906 de 3 millions seulement.

Parmi les articles d'importation, il y a beaucoup d'objets fabriqués, mais pour la plupart ils ne sont pas d'origine ottomane. Ce sont des marchandises étrangères apportées à Constantinople, où les achètent les commerçants bulgares. Il y a cependant des articles fabriqués en Turquie et importés en Bulgarie annuellement pour près de 700.000 francs, ce sont des : cuir pour semelles, objets en cuir, savons ordinaires (400.000 francs). Le reste consiste en : huiles d'olives (2 millions) olives (600.000 francs) poisson salé (700.000 à 800.000 francs) fruits, légumes, graines et autres produits alimentaires, ensuite laine non lavée, sel marin, vins, charbon (250.000 à 300.000 francs).

Pour les articles d'exportation, l'exportation bulgare en Turquie a presque le même caractère : les produits de l'agriculture de l'élevage y sont en majorité, cependant on y trouve aussi des objets fabriqués d'origine bulgare, comme par exemple le « chayek » espèce d'étoffe en laine grossière que portent les gens du peuple et avec laquelle on habille l'armée turque ; et la cheviotte pour 1,6 millions par an, la

gaïton (ganse) pour 760.000 francs, etc., tapis et couvertures pour 100.000 francs, essence de rose pour 300.000 francs, farine de froment pour 3 millions.

Le reste de l'exportation est donné par les céréales (plus de 4 millions); le kachkaval (sorte de fromage) qui atteint les dernières années 3 millions, le gros bétail 2,5 millions, et le petit bétail 3,1 millions. En outre, on exporte en Turquie des cocons de soie, du bois travaillé ou non, des légumes, fruits et de nombreux objets alimentaires, du tabac en feuilles, de peaux non travaillées, des graines oléagineuses, des fourrages, etc. Donc le commerce turc présente une importance particulière pour la Bulgarie, les articles importés ne se produisent pas en Bulgarie et par conséquent l'augmentation de cette importation ne fait pas concurrence à la production nationale. D'un autre côté, la majeure partie de l'exportation bulgare (chayek, ganse, tapis, kachkaval, gros et petit bétail) ne pourrait être exportée dans les mêmes proportions dans un autre pays, sauf depuis quelque temps en Egypte. Ceci est d'autant plus important que l'exportation bulgare dépasse l'importation turque, cela prouve combien il est profitable pour la Bulgarie de conserver des rapports de bon voisinage avec la Turquie, et combien aussi la Bulgarie gagne à un traité de commerce qui, comme le dernier traité conclu par les

deux puissances, abaisse ou supprime le plus possible les barrières douanières.

### **Egypte.**

Ce pays est un nouveau débouché pour les produits bulgares. Avant 1901, les statistiques officielles ne le mentionnaient pas séparément, le plaçant dans le groupe : « autres pays » à cause de la faible importance que représentait son commerce. En 1901 donc, l'Egypte est notée pour la première fois comme cliente pour 57.338 francs. Depuis l'exportation bulgare en Egypte augmente ; ainsi en 1902 elle est de 247.400 francs, en 1904 de 335.850 francs, en 1905 elle dépasse déjà 1 million. Ce pays, nouveau pour le commerce bulgare, a attiré l'attention des Chambres de commerce bulgares qui ont demandé au gouvernement en 1903 de conclure un traité de commerce avec ce pays. Ce vœu a été réalisé au mois de février 1906 et, en vertu de la convention passée, les produits bulgares sont traités en Egypte suivant la clause de la nation la plus favorisée, de plus la Bulgarie a le droit, dont elle a immédiatement usé, d'avoir des agents consulaires dans ce pays. Etant donné le niveau de développement de l'Egypte, sa population ayant des goûts et besoins semblables à ceux des turcs, le marché égyptien paraît aussi approprié à l'exportation bulgare que le marché turc. Ce fait est très important pour les exportateurs bul-

gares, car ils auront ainsi le choix des deux marchés, ce qui leur permettra d'envoyer les marchandises au plus offrant. La position que la Bulgarie occupe dans cette question lui permettra d'être un peu plus exigeante par rapport à la Turquie, quand il s'agira de négocier les conventions de commerce, car elle tiendra compte du débouché de l'Egypte. Enfin dans le cas de représailles si, par suite de complications politiques, la Turquie tentait d'empêcher l'exportation bulgare par des moyens dont elle a usé parfois (recherche des bombes et dynamite dans les marchandises bulgares entraînant un retard considérable et parfois la perte même des objets; déclaration de maladie de tout le bétail bulgare), ces mesures se feront moins ressentir, puisque les exportateurs pourront porter leur activité vers le marché égyptien.

Les causes qui, jusqu'à présent, ont retardé le développement du commerce entre la Bulgarie et l'Egypte sont entre autres le manque des représentants de commerce bulgare en Egypte et surtout l'insuffisance de communications directes, rapides et régulières entre les ports bulgares et l'Egypte. Pour assurer ces communications, la société bulgare de navigation reçoit de fortes primes mais elle ne peut par suite du petit nombre de ses bateaux transporter toutes les marchandises bulgares dans le temps voulu. On est obligé de confier les marchandises

aux compagnies grecques qui font encore les communications régulières entre Bulgarie et Egypte, mais souvent recourent à des pratiques trop désavantageuses pour le commerce bulgare. Les articles exportés par la Bulgarie sont, par rang d'importance, le tabac en feuille, les farines et le son, les céréales, le kachkaval, viande salée et sèche. Les produits bulgares qui pourraient encore se placer en Egypte sont : les céréales, le riz, les légumes secs, les pommes de terre, les fruits secs, le beurre, le fromage, le miel, le bois de chauffage, le charbon de bois, les objets en bois travaillé et les produits textiles.

#### Grèce

Parmi les pays voisins, après la Turquie, la Grèce paraît actuellement devoir le plus attirer l'attention au point de vue de l'augmentation de l'exportation ; voici les chiffres à cet égard, en milliers de francs :

| Années | Exportation | Importation | Total | Exportat. ± |
|--------|-------------|-------------|-------|-------------|
| 1901   | 3.224       | 319         | 3.543 | + 2.905     |
| 1902   | 3.551       | 473         | 4.024 | + 3.078     |
| 1903   | 4.911       | 321         | 5.232 | + 4.590     |
| 1904   | 3.700       | 337         | 4.037 | + 3 363     |
| 1905   | 5.456       | 283         | 5.739 | + 5.173     |
| 1906   | 9.721       | 224         | 9.945 | + 9.497     |

Il résulte de ces chiffres que le total du commerce avec la grèce a atteint le maximum en 1906. La balance du commerce se montre en faveur de l'exportation bulgare et marque une rapide augmentation, partant de 2, 9 millions elle atteint en 1906 le chiffre de 9, 4 millions. La cause de cette augmentation, représentée presque en totalité par les céréales, peut être trouvée dans les difficultés politiques et commerciales survenues ces dernières années entre la Roumanie et la Grèce, et qui ont déterminé les commerçants grecs à s'approvisionner de préférence en Bulgarie.

La différence très grande entre l'exportation bulgare et l'importation grecque en Bulgarie s'explique par la différence des marchandises envoyées et demandées à la Grèce. Ce pays a besoin des céréales, son sol en produit fort peu, or la Bulgarie en a toujours en excès. Quant aux articles grecs importés en Bulgarie, il faut remarquer qu'ils auraient pu présenter un chiffre de beaucoup supérieur à celui qu'on a actuellement sans la concurrence turque. Ces articles sont les suivants : huiles, graisses, cires, qui présentent 35 0/0 de l'importation grecque.

Viennent ensuite les boissons et spiritueux dans la proportion 25 0/0 à 30 0/0, ces articles ont une tendance à la diminution.

Les denrées coloniales présentent 10 0/0 de l'importation ; conserves et confitures 6 0/0 ; matières

textiles 7 0/0, ensuite : fruits, légumes, produits chimiques, résines, savons, métaux et produits métalliques.

Les articles d'exportation sont : froment et blé tendre qui présentent 50 à 78 0/0 de l'export-bulgare ; maïs, 7 0/0 ; farine de froment 3 0/0 ; légumes secs, 3 0/0 ; gros bétail 1 0/0 ; tabac en feuilles, 2 — 5 0/0 ; oiseaux de basse-cour ; kachkaval, beurre, peaux brutes, fourrages.

#### Roumanie et Serbie

Ces deux pays agricoles, se trouvent au point de vue de leur production agricole et industrielle presque au même niveau que la Bulgarie, aussi leurs échanges sont-ils minimes si on prend en considération leur voisinage, une frontière de grande étendue et les facilités de communication. Ce qui manque dans un de ces pays manque également dans les 2 autres et tous ils font appel aux pays à industrie développée pour se les procurer.

*Roumanie.* — L'interprétation des chiffres ci-dessous nous indique un commerce insignifiant entre les deux pays avec une oscillation sensible dans le chiffre des affaires. Leur maximum est atteint en 1905 ; la balance du commerce est toujours en faveur de l'importation. Voici les chiffres, en question, en milliers de francs :

| Années | Exportation | Importation | Total | Exportat. ± |
|--------|-------------|-------------|-------|-------------|
| 1901   | 697         | 2.290       | 2.987 | — 1.593     |
| 1902   | 1.209       | 1.484       | 2.693 | — 275       |
| 1903   | 1.510       | 2.181       | 3.691 | — 671       |
| 1904   | 1.753       | 3.712       | 5.467 | — 1.957     |
| 1905   | 1.870       | 5.519       | 7.389 | — 3.649     |
| 1906   | 1.121       | 3.364       | 4.485 | — 2.243     |

Si l'importation dépasse l'exportation pour la Roumanie, la différence réside dans le fait que la Roumanie possède des mines de sels gemme et de puits de pétrole qui manquent à la Bulgarie, ce besoin est satisfait tout au moins en partie par l'importation roumaine. Une autre cause est l'importation du sucre roumain, favorisée jusqu'en 1906 par de fortes primes de la part du gouvernement roumain.

Enfin, les forêts bulgares sont disposées surtout au sud du pays, et ne peuvent satisfaire aux besoins de la Bulgarie du nord, à cause de la difficulté des communications, aussi cette région est-elle obligée de faire appel à l'importation roumaine et autrichienne, disposant de la voie d'eau la plus facile et la moins chère. Ce sont les rivières descendant des Karpates qui portent le bois coupé jusqu'au Danube, de là il est distribué dans les ports danubiens bulgares, d'où il est transporté dans l'intérieur de la Bulgarie du nord.

Comme articles d'importation roumains, le bois et les objets en bois présentent le plus grand pourcentage, 20-24 0/0 de l'importation totale. Ensuite viennent les résines, huiles minérales, etc., 10-12 0/0 ; le sel gemme 9 0/0, les peaux et produits de la peausserie, 9 0/0 ; les denrées coloniales 6 0/0. Ce sont là des articles étrangers que les petits commerçants bulgares des ports danubiens vont chercher à Galatz. Il y a ensuite des articles de moindre importance comme : animaux vivants, produits alimentaires, combustibles, matières tinctoriales, métaux, matières textiles, machines, appareils etc...

Comme articles d'exportation : il y a les céréales (maïs, froment, blé tendre, seigle, orge) représentant 20-40 0/0, de l'exportation totale, ce sont des marchandises qui ne restent probablement pas en Roumanie, elles sont ensuite exportées dans d'autres pays. Les autres marchandises sont : légumes secs, 8 0/0 ; colza, 6 0/0 ; ganse, 3-7 0/0 ; chevaux 2 0/0 ; redoul, 4 0/0. Ensuite viennent : raisin frais, poisson frais, pierre à bâtir, laine, produits de l'industrie textile etc...

*Serbie.* — En ce qui concerne le commerce de Bulgarie avec la Serbie il est encore plus faible que son commerce avec la Roumanie. L'activité commerciale a été la plus forte en 1905. Voici les chiffres à ce sujet ; en milliers de francs :

| Années | Exportation | Importation | Total | Exportat. ± |
|--------|-------------|-------------|-------|-------------|
| 1901   | 312         | 1.078       | 1.390 | — 766       |
| 1902   | 319         | 939         | 1.258 | — 620       |
| 1903   | 358         | 727         | 1.085 | — 369       |
| 1904   | 1.745       | 1.100       | 2.845 | + 645       |
| 1905   | 2.356       | 1.080       | 3.436 | + 1.276     |
| 1906   | 583         | 1.400       | 1.983 | — 817       |

La balance marque des variations en faveur de l'importation sauf les années 1905-1906 donnant un résultat favorable à l'exportation ce qui est dû à l'augmentation de l'exportation du maïs provoquée par une mauvaise récolte en Serbie.

Les articles d'importation sont : matières et produits textiles, cordes, cordages, ceintures en lin ou chanvre pour 50 à 60 0/0 de l'importation totale ; combustibles 15 0/0, bois scié et bois travaillé, 10 0/0 ; les fruits, légumes, graines, 2 0/0 ; les pierres, terres, verres 2,6 0/0 et ensuite animaux vivants, produits alimentaires, boissons, spiritueux, peaux et produits de la peausserie.

Les articles de l'exportation : draps, ganse, 15 à 20 0/0 ; laine, 65 0/0 ; maïs, 20 à 40 0/0 et ensuite le riz, bois bruts, tabac en feuilles, peaux brutes, etc.

### Belgique

Si maintenant nous passons au groupe des pays industriels, nous trouvons un commerce beaucoup

plus actif caractérisé par l'importation des produits fabriqués et l'exportation des produits de la terre et autres matières premières. Le pays le plus intéressant au point de vue de l'exportation bulgare est la Belgique, mais il faut remarquer que ce pays sert d'intermédiaire car il renvoie nos céréales sur les marchés de consommation de l'Europe occidentale. Voici quelques chiffres à ce sujet, (en milliers de francs).

| Années | Exportation | Importation | Total  | Exportation ± |
|--------|-------------|-------------|--------|---------------|
| 1901   | 10.974      | 2.391       | 13.364 | + 8.583       |
| 1902   | 19.107      | 1.987       | 21.094 | + 17.120      |
| 1903   | 25.948      | 2.102       | 28.050 | + 23.846      |
| 1904   | 52.987      | 2.496       | 55.483 | + 50.491      |
| 1905   | 42.415      | 2.849       | 45.264 | + 32.566      |
| 1906   | 20.141      | 3.078       | 23.219 | + 17.063      |

La plus grande importation de la Belgique en Bulgarie eut lieu en 1906 et la plus grande exportation bulgare vers la Belgique en 1904, année d'excellente récolte. Par contre 1901 a donné une faible exportation par suite d'une mauvaise récolte. La balance du commerce est en faveur de l'exportation et l'écart le plus fort est de 50.491.000 en 1904.

Les articles d'importation sont : les métaux et produits de l'industrie métallique qui représentent 32 à 35 0/0 ; les matières et produits textiles 15 à

17 0/0, la verrerie 12 à 14 0/0 les machines et instruments 10 0/0; les bougies 4 0/0, les produits chimiques, les peaux et peausserie, les denrées coloniales et les matières tinctoriales fournissent le reste.

Les articles d'exportation sont les produits agricoles, avec en première place, le blé tendre. Presque 60 0/0 des blés tendres exportés de la Bulgarie sont dirigés vers la Belgique. Le blé tendre et le froment représentent 65 à 75 0/0 de l'exportation bulgare en Belgique, le maïs 5 à 6 0/0; viennent ensuite : l'avoine, le seigle, le colza, les légumes secs, les œufs, les peaux de chèvres brutes, les fourrages.

#### Angleterre

L'exportation bulgare en Angleterre, vient comme importance après celle qui a lieu vers la Belgique. Voici les chiffres en milliers de francs :

| Années | Exportation | Importation | Total  | Exportation ± |
|--------|-------------|-------------|--------|---------------|
| 1901   | 15.875      | 13.916      | 29.791 | + 1.959       |
| 1902   | 24.499      | 15.215      | 39.714 | + 9.284       |
| 1903   | 20.179      | 14.839      | 35.018 | + 5.340       |
| 1904   | 24.728      | 18.849      | 43.577 | + 5.879       |
| 1905   | 18.887      | 20.182      | 39.069 | — 1.295       |
| 1906   | 14.985      | 19.600      | 34.585 | — 4.615       |

Le commerce de six dernières années atteint son

maximum en 1904 ; l'importation anglaise en Bulgarie progresse, cela découle du changement dans la balance du commerce pour les 2 dernières années.

Les articles d'importation sont les matières et produits textiles (surtout en coton) représentant 60 à 70 0/0 de toute l'importation anglaise ; les métaux et produits de l'industrie métallique formant 15 0/0 de l'importation ; machines et instruments, 3 0/0 ; denrées coloniales 4 0/0 ; ensuite viennent les articles de moindre importance ; conserves, combustibles, produits chimiques, huiles et graisses, produits de la peausserie.

Les articles d'exportation sont le maïs qui de toutes les céréales est le plus demandé par l'Angleterre, il présente 32 0/0 du total de l'exportation bulgare et l'Angleterre ; quant au blé tendre et froment ils présentent 45 0/0 ; l'orge 6 à 7 0/0 ; l'avoine, le colza, l'essence de rose, 2 0/0, les œufs, tabac en feuilles, légumes secs.

#### **Autriche-Hongrie**

Pour le commerce extérieur de la Bulgarie, l'Autriche-Hongrie est le pays le plus intéressant au point de vue de la variété des articles échangés. Voici les chiffres en milliers de francs relatifs au commerce de ces deux pays.

| Années | Exportation | Importation | Total  | Exportation ± |
|--------|-------------|-------------|--------|---------------|
| 1901   | 7.524       | 17.227      | 24.751 | — 9.703       |
| 1902   | 8.245       | 18.142      | 26.387 | — 9.897       |
| 1903   | 9.696       | 22.830      | 32.526 | — 13.134      |
| 1904   | 14.089      | 38.169      | 52.258 | — 2.408       |
| 1905   | 18.887      | 33.036      | 51.923 | — 14.149      |
| 1906   | 8.200       | 27.802      | 35.002 | — 19.602      |

Le chiffre du commerce total a été le plus élevé en 1904, il en fut de même de l'importation autrichienne.

L'exportation bulgare la plus forte a eu lieu l'année suivante, la raison paraît en être dans les médiocres récoltes de cette année et de l'année précédente (en Autriche) et aussi dans la concentration de l'exportation des œufs pour ce pays provoquée par les trafiquants qui ont accaparé ce commerce en organisant une sorte de cartelle. La balance du commerce est en faveur de l'importation avec augmentation pour les dernières années.

Les articles d'importation sont : matières et produits textiles qui forment 22 0/0 de l'importation autrichienne ; les denrées coloniales 14 0/0, les machines et instruments 9 0/0 ; les métaux et articles de l'industrie métallique 18 0/0 ; produits de la papeterie 6 0/0 ; le bois et produits en bois 7 0/0 ; les peaux et produits de la peausserie 4,5 0/0 ; les animaux vivants 1,5 0/0 ; les matières tinctoriales 2 0/0,

les pierres, terres, verres 4 0/0 ; on note en outre : produits alimentaires, fruits, boissons, spiritueuses, conserves, combustibles, produits chimiques, résines, huiles, minérales, graisses, cires, parfumerie, caoutchouc, quincaillerie, bimbeloterie.

Les articles d'exportation sont les œufs 30 à 32 0/0 ; les peaux de moutons et agneaux brutes, 16 0/0 ; le maïs, 10 0/0 ; le blé, 7 à 9 0/0 ; le tabac en feuilles, 7 0/0 ; l'orge, 3 0/0 ; les oiseaux de basse-cour 1 0/0 ; les cocons de vers à soie, 1,4 0/0 ; les boyaux de bestiaux, 1,5 0/0 et ensuite : fourrages, fruits, légumes secs, essence de rose, produits textiles, os, sabots, soies de porc, laine etc.

#### Allemagne

Le commerce avec ce pays prend de l'extension d'année en année. Voici les chiffres en milliers de francs :

| Années | Exportation | Importation | Total  | Exportation ± |
|--------|-------------|-------------|--------|---------------|
| 1901   | 8.798       | 9.800       | 18.598 | — 1.002       |
| 1902   | 10.608      | 8.500       | 19.108 | + 2.108       |
| 1903   | 9.277       | 10.917      | 20.194 | — 1.640       |
| 1904   | 12.216      | —           | 32.192 | — 7.760       |
| 1905   | 11.708      | 21.030      | 32.738 | — 9.322       |
| 1906   | 15.409      | 16.224      | 31.633 | — 815         |

Il résulte de ces chiffres que l'échange le plus actif a eu lieu en 1905.

L'exportation bulgare comme on devait s'y attendre a été la plus forte en 1904 par suite de la très bonne récolte en Bulgarie pendant cette année et circonstance secondaire, applicable du reste pour tous les autres Etats pour l'année 1904, parce qu'à la suite de la sécheresse de l'été de 1904 les récoltes de l'Europe, en général, ont été au-dessous de la moyenne et de ce fait ont provoqué un déficit dans le stock et ont fait hausser le prix des céréales qui, à la sortie de Bulgarie, figuraient avec des prix assez élevés.

L'augmentation de l'exportation pour l'Allemagne en 1906 s'explique par le fait que les œufs bulgares ont pris cette année le chemin direct pour Berlin sans s'arrêter à Vienne ; l'augmentation de l'exportation des œufs pour l'Allemagne est exactement de 3 849.339 francs pour 1906 et pendant la même année il y a eu une diminution corrélative de l'exportation des œufs pour l'Autriche exactement de 3.968.321 francs. La forte importation pendant les années 1904, 1905 de l'Allemagne de même que de l'Autriche et de la France peut être mise au compte des commandes de l'Etat (armes, poudre, munition de guerre, équipement). La balance du commerce sauf pour l'année 1902 est en faveur de l'importation.

Les articles importés sont : matières et produits textiles présentant 25 0/0 du total de l'importation ;

les métaux et produits de l'industrie métallique ; 20 0/0, les machines et les instruments, 20 0/0, les peaux et articles de peausserie, 6 0/0, les matières tinctoriales, couleurs, vernis 3 0/0 ; les produits chimiques 2 0/0, la papeterie 1, 5 0/0 : les verrerie, pierre et terre 3 0/0, et ensuite denrées coloniales, boissons spiritueuses, parfumerie, résines, huiles minérales, combustibles, médicaments, parfumerie, objets de bois, caoutchouc, wagons de chemin de fer, quincaillerie, etc.

Les articles exportés sont : blé tendre 30 à 60 0/0 du total ; œufs de 20 à 25 0/0, seigle 12 0/0, maïs 14 0/0, orge 4 0/0 ; essence de rose 3 0/0 ; ensuite : millet, colza, tabac en feuilles, son et dragée, peaux de moutons et agneaux, légumes secs ; viandes fraîches ou salées.

#### France.

Pour avoir une idée exacte du commerce de la Bulgarie avec la France il ne faut pas oublier qu'une partie des céréales envoyées par cette dernière en Belgique est ensuite exportée en France, il en est de même des œufs envoyés en Autriche. Si la France ne fait pas plus d'affaires directement avec la Bulgarie, malgré la bonne renommée dont jouissent les articles français, c'est par suite de la faible activité des exportateurs français, qui ne veulent pas adopter les procédés des commerçants autrichiens et alle-

mands, ayant de nombreux agents représentants, toujours en contact avec les consommateurs pour leur offrir leurs produits et faire connaître aux producteurs les goûts et les exigences du marché bulgare : Voici les chiffres pour le commerce entre France et Bulgarie, en milliers de francs.

|      | Exportation | Importation | Total  | Exportat. ± |
|------|-------------|-------------|--------|-------------|
| 1901 | 4.868       | 3.800       | 8.668  | + 1.068     |
| 1902 | 7.652       | 3.900       | 11.552 | + 3.752     |
| 1903 | 7.506       | 3.367       | 10.873 | + 4.139     |
| 1904 | 7.605       | 10.693      | 18.298 | — 3.088     |
| 1905 | 9.916       | 7.318       | 16.234 | + 1.598     |
| 1906 | 8.977       | 5.373       | 14.350 | + 3.604     |

Le maximum d'affaires a été atteint en 1904, l'importation française a été la plus grande cette année par suite des achats de l'Etat pour l'armée et la balance fut en faveur de l'importation.

Pour les autres années la balance est favorable à l'exportation.

L'élévation de l'exportation pour la France depuis 1902 est due à une augmentation de presque tous les articles mais surtout du blé, de l'essence de rose et du colza.

Le maïs seul fait exception à cette marche générale et accuse une diminution par rapport à l'année 1901.

Les articles importés sont : les produits et matières textiles, laine, soie 24 0/0 du total, c'est l'article qui est le plus importé par la France, peaux de chevreaux travaillées, 15 0/0, huiles, graisses ; savons, bougies, 8 à 10 0/0 ; métaux et articles métalliques 6 à 7 0/0 ; machines et appareils 5 à 7 0/0 ; pierres, terres, verres 6 0/0 ; denrées coloniales, 4 à 6 0/0, spiritueux 2 0/0 (cet article est en diminution pendant les dernières années) ; matières tinctoriales 3 0/0 parfumerie 1 0/0, papeterie 2 0/0 ; conserves et confitures 2 à 3 0/0 ; fruits graines 1 0/0, médicaments 1, 5 0/0 ; produits en bois 1 0/0 ; viennent ensuite engrais et déchets chimiques, résines et huiles minérales, caoutchouc et ses produits, bijouterie. quincaillerie, bimbeloterie, articles de littérature et d'art plastique.

Les articles exportés sont : froment et blé tendre formant 50 à 70 0/0 de l'exportation bulgare pour la France, néanmoins ces dernières années il se manifeste une certaine diminution dans l'exportation de ces articles ils ne représentent plus que 32 0/0 du total ; par contre les articles suivants sont en augmentation ; colza (en graines), 14, 5 0/0 ; peaux de chèvres et chevreaux brutes 13 0/0, essence de rose 13 0/0 ; maïs 9 0/0 ; cocons de vers à soie, 4 0/0 ; légumes secs, 3 4 0/0 ; œufs, 1, 7 0/0 ; oiseaux de basse-cour 1, 6 0/0 ; orge 1, 2 0/0 ; ensuite ; avoine, seigle, bois brut, peaux de moutons, os, sabots, poils de chèvres,

moutarde en graines, soie écrue, beurre, rebuts de soie, etc.

Italie.

Ces dernières années le commerce avec l'Italie s'est un peu animé en comparaison de ce qu'il présentait avant 1900, quand son total atteignait à peine 4 millions voici les chiffres à ce sujet en milliers de francs :

| Années | Exportation | Importation | Total  | Export ± |
|--------|-------------|-------------|--------|----------|
| 1901   | 3.133       | 4.400       | 7.533  | — 1.267  |
| 1902   | 2.765       | 5.000       | 7.765  | — 2.235  |
| 1903   | 2.835       | 6.147       | 8.982  | — 3.312  |
| 1904   | 4.762       | 8.318       | 13.080 | — 3.556  |
| 1905   | 4.437       | 6.780       | 11.217 | — 2.343  |
| 1906   | 3.905       | 5.543       | 9.448  | — 1.638  |

Le total du commerce a été le plus élevé en 1904. La balance est en faveur de l'importation.

Les articles importées à l'importation en Italie une augmentation surtout pour les matières et produits textiles, qui représentaient 16 0/0 du total en 1894 et 40 0/0 en 1900 ensuite 70 0/0 en 1905. Les articles de peausserie au contraire diminuent dans l'importation et tombent de 31 0/0 en 1894 à 7 0/0 en 1905, de même les denrées coloniales sont en baisse et ne représentent que 10 0/0; les métaux et produits métal-

liques à 2 0/0, les huiles grasses 1 0/0 ; les engrais et déchets chimiques 1,6 0/0 le reste (moins de 1 0/0) est composé de produits alimentaires pour les animaux ; spiritueux (très en baisse) produits chimiques pierre, verrerie, articles de l'industrie du bois, papeterie, machines et instruments, quincaillerie etc.

Pour les articles exportés, l'augmentation est visible surtout en ce qui concerne les cocons de vers à soie, qui représentent 6 0/0 du total de l'exportation en 1894 et 28 0/0 en 1900 et ensuite 40 0/0 en 1905. Le froment et le blé tendre représentent 36 0/0 pour les dernières années et accusent une certaine baisse ; le maïs 15 0/0, les autres céréales comme l'avoine, l'orge, le millet présentent de 1 à 3 0/0. L'essence de roses quoique en augmentation ne représente que 0,5 0/0 ; viennent ensuite os, sabots, cuivre vieux, etc.

#### Russie

Ce pays n'étant pas encore industrialisé. peu de ses articles peuvent être utiles à la Bulgarie. Il en est de même de la Bulgarie envers la Russie aussi l'échange des produits entre les deux pays ne dépasse-t-il guère 4 ou 5 millions, et on pourrait peut être sans inconvénients classer la Russie dans le premier groupe de pays presque exclusivement agricoles.

L'importation russe en Bulgarie étant en moyenne

de 3,5 à 4,5 millions de francs est représentée pour 55 0/0 par les huiles minérales, poissons salés ou fumées et caviar, 10 0/0 ; les produits de la peausserie et les matières textiles présentent chacun 6 0/0 de l'importation : des animaux vivants 1 à 2 0/0, chaussures en caoutchouc 3 0/0 et le reste est constitué des denrées coloniales (qui sont reexportées de l'Odessa) spiritueux métaux et produits métalliques.

L'exportation bulgare en Russie est insignifiante elle fut de 45.000 francs en 1890 de 100.000 en 1900 et de 200.000 francs en 1905 elle est représentée en grande partie (56 0/0 du total) par l'essence de roses ; les bœufs, les vaches et veaux 10 0/0 et ensuite les produits en bois.

#### États-Unis

Ce pays ne fait un commerce sérieux avec la Bulgarie que depuis 4 ou 5 ans, jusqu'en 1902 le total du commerce entre les deux pays ne dépassait guère 500.000 francs. Depuis, le chiffre des affaires a augmenté et en 1905 il représentait 2,8 millions, avec une importation presque égale à l'exportation 90 0/0 de l'exportation bulgare sont représentés par l'essence de rose ; 6 à 7 0/0 par les peaux de chèvres et chevreaux brutes.

L'importation des États-Unis est représentée par les machines (agricoles, à coudre, à tricoter) et instruments atteignant 65 0/0 du total, les métaux et

produits métalliques 20 0/0, les matières textiles 70 0/0 les articles de peausserie 5 à 6 0/0 les denrées coloniales 1 0/0, etc.

#### Suisse

Le commerce avec ce pays a donné les dernières années, une somme de plus de 1 million avec une exportation très inférieure par rapport à l'importation.

Les produits suisses importés en Bulgarie sont surtout les matières textiles (soieries) 60 à 70 0/0 de l'importation totale ensuite machines et instruments 25 0/0, chocolat, confitures, métaux, etc.

L'exportation bulgare ne consiste qu'en fruits secs (pruneaux) œufs, oiseaux de basse-cours etc...

#### Hollande

Le commerce avec ce pays n'a pas dépassé encore 1 million. La Hollande reçoit de Bulgarie du blé, du maïs, du colza, de l'orge et lui fournit des matières textiles formant 50 0/0 de son importation, cuir et objets en cuir, 16 0/0, bougies 16-30 0/0.

#### Espagne

Pendant les années de mauvaises récoltes, l'Espagne achète des céréales bulgares ; ainsi en 1905 ses achats ont atteint 6 millions.

**Suède et Norvège**

La Bulgarie n'envoie pas directement ses produits dans ces pays, quant à leur importation en Bulgarie elle consiste presque exclusivement en fer brut.

En résumé, les principaux fournisseurs de la Bulgarie sont : la Turquie, l'Autriche, l'Angleterre, l'Allemagne.

La Bulgarie trouve des acheteurs pour ses produits surtout : en Belgique, en Turquie, en Angleterre, en Allemagne et en Autriche.



## DEUXIÈME PARTIE

---

### **Politique douanière**

#### *Généralités.*

La Bulgarie n'a une politique douanière indépendante, déterminée et consciente que depuis 1897 quand pour la première fois on a donné aux conventions de commerce conclues à côté de leur caractère fiscal un caractère de protection de la production nationale contre la forte concurrence étrangère. Les causes de la tardive apparition des droits protecteurs en Bulgarie malgré le peu d'opposition à la politique protectionniste sont multiples. Il ne pouvait être question d'une telle politique avant 1889, car le traité de Berlin avait imposé un régime libre-échangiste, mais même sans compter cette obligation les premières années de son indépendance, la Bulgarie ne pouvait songer à protéger son industrie par des droits d'entrée élevés, car l'industrie n'existait presque pas, aussi les droits de douane ne

pouvaient-ils avoir qu'un caractère purement fiscal. Les quelques établissements industriels qui existaient à cette époque étaient incapables de produire suffisamment pour pouvoir essayer d'arrêter l'importation. Il aurait été par conséquent inopportun d'adopter dans de pareilles conditions ce moyen de protection et on pouvait recourir à d'autres procédés comme celui des primes par exemple.

Les grandes puissances ayant intérêt à ce que le nouveau pays reste ouvert à leurs produits ne voulaient pas consentir à conclure les traités stipulant des tarifs empêchant leur commerce d'exportation et il a fallu longtemps pour avoir leur assentiment à cet égard.

Les événements politiques pendant cette période absorbaient toute l'activité du gouvernement, enfin la situation politique de la Bulgarie restait indéterminée, le gouvernement bulgare avant d'aller chercher le consentement des puissances pour les droits protecteurs, voulait s'assurer la reconnaissance de la part des autres puissances du droit de pouvoir percevoir certaines taxes intérieures (accise, octroi), ayant par là une sorte de reconnaissance de son indépendance en matière de finances, commerce et douane. D'ailleurs, la question du tarif protectionniste n'était pas étudiée et préparée.

Le caractère protectionniste des droits de douane apparaît très nettement avec la mise en vigueur du

tarif général des douanes de 1904 et des traités conclus depuis.

La Bulgarie a suivi sur ce point l'évolution générale des pays civilisés qui met des barrières, en établissant des droits de douane très élevés, à l'importation étrangère des produits ayant subi des transformations les rendant plus ou moins aptes à être consommés directement, quand ces produits sont faits ou faciles à faire dans le pays même. En élevant les droits d'importation, on met dans de meilleures conditions la production nationale car l'infériorité de l'industrie nationale naissante est compensée par les droits de douane que les marchandises importées ont à payer, et par suite, leurs prix augmentant, ils seront vendus dans les mêmes conditions que les produits nationaux. Ces mesures ont été reconnues utiles pour les industries nationales des pays bien plus avancés industriellement que la Bulgarie, elles sont et seront indispensables pour les industries bulgares luttant contre les industries développées des pays occidentaux, disposant de gros capitaux, bien outillées et possédant des travailleurs habiles. Il ne semble pas que la Bulgarie doive abandonner cette politique, et elle aura raison de protéger son industrie nationale, car comme le dit l'éminent professeur Cauwès : « Les mesures  
« douanières ont pour but de consolider les forces  
« productives, de les adopter avant tout au marché

« intérieur, de mieux régler la production, de la  
« protéger contre les reflux de marchandises causés  
« par les crises de surproduction, de les soustraire  
« ainsi à l'étreinte trop forte des concurrents pré-  
« parés depuis plus de temps ou mis hors de pair  
« par quelque autre raison. » (*Economie politique*,  
tome II, p. 698).

## CHAPITRE PREMIER

### HISTORIQUE

#### *Droit d'importation.*

De 1878 à 1890, la Bulgarie a été soumise au régime douanier en vigueur en Turquie avant la guerre russo-turque de 1877-78. La Turquie avait conclu en 1861 et 1862 des conventions commerciales pour une longue période et après la libération ces conventions furent imposées à la Bulgarie par l'article 8 du traité de Berlin, les puissances contractantes avec la Turquie (1) jugeant avoir des droits acquis sur les taxes payées par leurs produits importés dans tout le territoire de l'empire ottoman. Reconnaissant le nouvel Etat qui venait d'être créé, on lui imposa cet article 8 d'après lequel tous les objets importés en Bulgarie devaient payer 8 0/0 *ad valorem*. Pour éviter les difficultés à propos de l'estimation des marchan-

(1) Russie, France, Angleterre, Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie, Belgique, Suisse.

dises, la Turquie appliquait, d'accord avec les puissances contractantes, un tarif dans lequel la valeur de certaines marchandises a été déterminée d'avance. Ce même tarif servait aux douaniers bulgares pour la détermination du prix des marchandises et des droits à payer pour eux. De sorte que le système *ad valorem* applicable jusqu'en 1890 était réellement remplacé par le système spécifique. Quant aux marchandises non comprises dans le tarif turc, elles devaient aussi payer 8 0/0 *ad valorem*, mais leur estimation se faisait en prenant pour base le prix courant en gros sur le marché bulgare et en déduisant 10 0/0 de ce prix. L'application de l'article 8 du traité de Berlin a été faite sans interruption jusqu'à 1890, sauf pour la période du 23 février 1886 au 15 avril 1887, pendant laquelle les marchandises importées par les puissances en Roumanie orientale ne payaient rien si elles avaient déjà payé à une douane de l'empire ottoman. Cette tarification était pour les Etats qui avaient conclu des conventions commerciales avec la Turquie avant 1878, et qui bénéficiaient de la clause de la nation la plus favorisée. Mais il y avait d'autres Etats hors de ce régime dont le traité de Berlin ne parlait point. Trois de ces Etats, surtout la Serbie, la Roumanie et la Turquie elle-même y compris la Roumélie orientale, avaient des relations commerciales importantes avec la Bulgarie ; avec eux, elle était libre dans son choix, aussi

a-t-elle appliqué un autre tarif que nous verrons en détail par la suite.

Les conventions turques applicables à la Bulgarie, contenaient beaucoup de clauses restrictives et ne pouvaient s'accorder avec le système des impôts que la Bulgarie voulait établir; aussi le terme de ces conventions 1889-1890 fut-il accueilli avec soulagement en Bulgarie et le gouvernement bulgare en a profité pour conclure avec l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, la Suisse et l'Autriche-Hongrie des conventions de commerce qui marquent le début d'une politique douanière indépendante et propre à la Bulgarie. Dans la conclusion de ces conventions, on ne poursuivait pas un but protectionniste ni même fiscal. La Bulgarie a gagné par ces conventions et c'était le but principal d'être reconnue formellement, par les grandes puissances européennes, comme ayant le droit de traiter les questions concernant son commerce sans aucun intermédiaire et sans l'intervention de la Turquie. Un autre avantage non moins capital que la Bulgarie en a retiré, c'est le droit de pouvoir établir des impôts intérieurs (octroi, accise) sur les objets importés en Bulgarie par les puissances contractantes avec la Turquie avant 1878. Ce droit était contesté et on n'en usait pas avant 1890. Ainsi par exemple, on avait établi en Bulgarie en 1885 un droit de fabrication des spiritueux (de 10 0/0 de la valeur du produit)

applicable même aux produits importés. Or devant les protestations des puissances, la Bulgarie s'est abstenue de le percevoir (1). Par les mêmes conventions, la Bulgarie a pu encore faire admettre que la clause de la nation la plus favorisée ne soit pas sous-entendue, mais qu'elle fasse l'objet d'une stipulation expresse.

En 1889, la Bulgarie conclut un traité de commerce avec l'Angleterre pour un an et applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1890. L'ancien système d'évaluation des marchandises par le tarif établi d'avance, mécontentait également les deux pays et avait soulevé des contestations par suite de l'insuffisance des objets prévus et du manque de clarté dans les indications. Le traité admettait le système *ad valorem*, avec le droit de 8 0/0 du prix courant des marchandises en gros sur le marché bulgare, sans toutefois en rien infirmer la clause de la nation la plus favorisée expressément stipulée. A part ces 8 0/0, il était convenu que les marchandises devaient payer la taxe de 1/2 0/0, et en plus les impositions communales légalement établies. Pour le sel, le tabac, la poudre, les spiritueux et autres marchandises imposées en Bulgarie par l'accise ou monopolisées, on devait

(1) Les puissances ayant contracté avec la Turquie prétendaient que la Bulgarie n'avait le droit de percevoir aucune taxe autre que celles fixées dans les conventions passées entre elles et la Turquie et applicables à la Bulgarie.

payer les droits particuliers correspondants. Les marchandises bulgares devaient payer à leur entrée en Angleterre les mêmes droits d'importation et autres taxes établies, payés par les marchandises similaires de la nation la plus favorisée. La convention devait prendre fin le 31 décembre 1890, toutefois si elle n'était pas dénoncée au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 1890, elle restait en vigueur jusqu'au 31 décembre 1891.

Ce traité a servi de base aux arrangements commerciaux avec les autres puissances (Allemagne, Belgique, France, Italie, Suisse). En 1890, il était convenu que les produits de ces pays importés en Bulgarie seraient taxés suivant le traité anglo-bulgare qui venait d'être conclu. D'autre part, les produits bulgares dans ces pays seront traités d'après la clause de la nation la plus favorisée. Avec l'Autriche-Hongrie existait un arrangement, entré en vigueur le 25 juin 1890, il contenait tout simplement la clause de la nation la plus favorisée. Quoique avec la Russie et la Grèce il n'y ait eu de conventions de commerce, on appliquait à leurs marchandises en Bulgarie la clause de la nation la plus favorisée qui était accordée aux marchandises bulgares dans ces pays.

Jusqu'à 1894, les puissances ne consentant pas à un remaniement des conventions commerciales de 1890, on a renouvelé chaque année ces conventions sans y rien changer. Les résultats économiques et les résultats fiscaux surtout n'étaient pas du tout sa-

tisfaisants. Les recettes des douanes étaient inférieures depuis 1890, et cette diminution était d'autant plus sensible, qu'à cette époque l'impôt foncier avait été diminué et le budget ne s'équilibrait plus. Dans la période de 1883 à 1889, quand on appliquait encore le tarif turc à 100 kilogrammes de marchandises importées, il revenait en moyenne 5 fr. 40 de droits perçus. Dans la période suivante, avec le système purement *ad valorem*, admis dans les conventions, la moyenne des droits perçus sur 100 kilogrammes de marchandises n'était que de 3 fr. 90, ce qui donne une diminution de 27 0/0 dans le rendement de cet impôt.

On ne pouvait cependant pas dénoncer immédiatement les conventions de 1890 et adopter le système spécifique, puisqu'on n'avait pas bien étudié la question, et d'autre part on ne s'était pas assuré du consentement des puissances en vue de ce changement. Alors on proposa en 1894, aux Etats contractants avec la Bulgarie, une prorogation des traités de deux ans en augmentant les droits de 8 0/0 à 15 0/0, et d'entamer pendant ce temps des pourparlers pour la conclusion de traités sur une autre base, meilleurs et plus durables. La proposition du gouvernement bulgare n'a été acceptée qu'en partie. On consentit à la prorogation pour une durée de deux ans, (jusqu'au 31 décembre 1896) et les droits ont été élevés à 10 0/0 plus la taxe de 1/2 0/0. Les puissances qui y ont

consenti sont l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la France, l'Italie, la Suisse et la Roumanie.

Dans ces traités, on faisait la distinction, comme dans les traités précédents, entre les marchandises ne payant que 10 1/2 0/0 (y compris la taxe de 1/2 0/0) et les autres moins nombreuses payant en plus de ce droit le droit d'accise établi pour ces mêmes marchandises de provenance bulgare, telles que le sel, pétrole, tabac, poudre, spiritueux. Pour les produits bulgares entrant dans le territoire des Etats contractants, on avait stipulé la clause de la nation la plus favorisée. Avec la Russie, on stipula simplement cette dernière clause.

En 1896, on a commencé à négocier pour la conclusion de nouvelles conventions et on a abouti à leur conclusion avec l'Autriche, l'Angleterre, la France, l'Italie, la Russie et la Serbie. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1897 jusqu'à la conclusion et la mise en vigueur des nouvelles conventions, on percevait en Bulgarie les droits d'entrée sur la base *ad valorem* au taux de 14 0/0 (loi bulgare du 12 décembre 1896).

Ces conventions de 1897 contenaient des dispositions générales sur le commerce réciproque ; on les retrouvera les mêmes plus loin au sujet des conventions de 1906. La clause de la nation la plus favorisée s'y retrouve. La manière de tarification des marchandises importées en Bulgarie prouve le caractère pro-

tectionniste qu'on donne dans ces traités aux droits d'importation.

Le principe est l'établissement du système *ad valorem*, mais il y a des exceptions et pour certains articles on établit les droits spécifiques (v. annexe I).

Plusieurs catégories de marchandises peuvent être distinguées d'après leur taxation en dehors des marchandises qu'on taxe d'après la base du système spécifique.

Tout d'abord, il y a des marchandises acceptées en franchise de droit d'entrée : samovars, coke, graine de vers à soie. Ce sont des objets utiles qui, étant affranchis des droits, n'apportent qu'une faible perte pour le fix, sans compromettre la production bulgare et on a fait ces concessions pour contenter la Russie, l'Angleterre et la France, d'où venaient principalement ces articles.

Les marchandises taxées à 8 0/0 sont ou bien des matières premières utiles à l'industrie, ou bien des objets nécessaires à l'agriculture, aux métiers ou à l'industrie (v. annexe I).

Sont taxées à 10 0/0 et 10 1/2 0/0 les matières premières ayant déjà subi une certaine transformation, ou bien les objets produits en Bulgarie, mais pour lesquels la concurrence étrangère n'est pas à craindre (v. annexe I).

Sont taxés à 12 0/0 une série de produits plus ou moins travaillés, qui présentent en général une lé-

gère augmentation de droit (environ 2 0/0 sur l'ancien tarif (v. annexe I).

Les droits de 16 0/0, 18 0/0, 20 0/0 et 25 0/0 ont un caractère nettement protectionniste. Ils pèsent sur des produits pour la fabrication desquels il y a déjà des établissements en Bulgarie qu'on voudrait voir prospérer ou bien pour la production desquels les conditions favorables ne manquent pas (v. annexe I).

Une comparaison entre la taxation des différents produits fera mieux ressortir ce caractère protectionniste.

Les cuirs à semelles, plus faciles à fabriquer et étant produits en Bulgarie, payent 16 0/0, tandis que les peaux travaillées fines, comme le chevreau, ne paient que 12 0/0. Les étoffes en laine dépassant 400 grammes au mètre carré, paient 18 0/0, tandis que les plus fines, ne dépassant pas 400 grammes, ne paient que 14 0/0. Les savons ordinaires paient 18 0/0 tandis que ceux de toilette ne paient que 12 0/0.

En ce qui concerne les marchandises non dénommées dans les conventions, la taxation est de 14 0/0.

Les résultats de l'application de ces conventions, au point de vue fiscal, ont été satisfaisants, car si pour la période antérieure on avait 3 fr. 50 de droits pour 100 kilogrammes de marchandises importées, à partir de 1897, cette proportion monte à 4 fr. 15.

En ce qui concerne le côté protectionniste, les ré-

sultats n'ont pas été moins bons, étant donnée la diminution sensible de l'importation de l'alcool et des boissons alcooliques, des chaussures confectionnées et des habits confectionnés. Ainsi le total de l'importation a baissé (en moyenne pendant la période de 1897-1900) de 28 0/0 sur celle de la période de 1891-1897, par suite des mauvaises récoltes et de la crise financière que le pays a traversée pendant les années 1898-1900.

Mais l'importation des différents articles que le gouvernement voulait restreindre diminua de plus de 28 0/0. Ainsi l'importation de l'alcool, pendant la seconde période, diminua de 98 0/0 par rapport à la première, soit 70 0/0 de diminution en plus de la diminution du chiffre total de l'importation. L'importation des boissons alcooliques diminue pendant la deuxième période de 36 0/0, soit une diminution de 8 0/0 attribuée au nouveau tarif. L'importation des chaussures confectionnées a diminué, pendant la deuxième période, de 78 0/0, soit 50 0/0 de diminution à attribuer aux droits élevés. L'importation des étoffes en laine a diminué de 19 0/0, soit une augmentation par rapport à la diminution générale de l'importation, mais par contre l'importation des vêtements confectionnés a baissé de 63 0/0, d'où l'augmentation de l'importation des étoffes. Enfin l'importation du savon ordinaire a diminué de 48 0/0 et celle des articles de corderie de 43 0/0. D'un autre

côté, l'industrie nationale a augmenté sa production dans la deuxième période, ce qui ressort de la plus grande quantité des matières premières employées, de l'augmentation du nombre des établissements industriels et le remplacement des machines anciennes par d'autres plus perfectionnées.

Cette réglementation concernait les Etats avec lesquels la Bulgarie avait conclu, en 1897, des traités de commerce, et aussi ceux qui ont eu auparavant des conventions commerciales avec la Turquie et qui jouissaient de la clause de la nation la plus favorisée, stipulée par des notes diplomatiques (Allemagne, Belgique, Grèce, Etats-Unis, Roumanie, Suisse). Dans cette catégorie était rangée la Turquie elle-même. Les autres Etats formaient un groupe spécial payant les droits d'importation prévus par les conventions de 1897, sans que toutefois ces droits puissent être inférieurs à 14 0/0 (1) (*ad valorem*).

Malgré les indications assez précises des traités sur la détermination des prix et le règlement des difficultés possible, malgré les circulaires du ministre des finances interprétant et complétant les règles admises dans les traités, il y a eu toujours des contestations entre les importateurs et les douanes. Les commerçants indiquaient toujours des prix très bas

(1) *Décision du Conseil des ministres*, du 6 octobre 1897 (n° 13).

et présentaient parfois des factures fausses ; les douanes étaient portées à une évaluation plus élevée.

Ces traités devaient prendre fin le 31 décembre 1903, mais ils furent prorogés jusqu'à 1906, date à laquelle sont entrées en vigueur les nouvelles conventions adoptant le système spécifique et basées sur le tarif général des douanes bulgares du 21 décembre 1904. Elles existent jusqu'à présent entre la Bulgarie et Angleterre, Allemagne, France, Italie, Turquie, Russie et Roumanie. D'après la décision du parlement du 20 décembre 1905, les relations commerciales entre la Bulgarie et l'Autriche-Hongrie, la Grèce, la Serbie, la Belgique, les Etats-Unis, la Hollande, la Suède et la Norvège seront, jusqu'à la conclusion des nouvelles conventions, conformes au tarif général des douanes du 31 décembre 1904, réglées par la clause de la nation la plus favorisée.

En terminant cet historique, il serait intéressant de connaître les recettes que le droit d'importation a donné (en milliers de francs) :

|      |       |      |        |      |        |
|------|-------|------|--------|------|--------|
| 1887 | 3.806 | 1893 | 6.477  | 1900 | 5.534  |
| 1888 | 4.511 | 1894 | 7.094  | 1901 | 7.392  |
| 1889 | 5.494 | 1895 | 6.607  | 1902 | 7.919  |
| 1890 | 6.113 | 1896 | 7.574  | 1903 | 8.335  |
| 1891 | 5.319 | 1897 | 10.957 | 1904 | 11.364 |
| 1892 | 5.333 | 1898 | 9.270  | 1905 | 12.864 |
|      |       | 1899 | 7.472  | 1906 | 15.157 |

*Droit d'exportation*

D'après l'article 8 du traité de Berlin, la Bulgarie avait droit de percevoir une taxe d'exportation de 1 0/0 sur les marchandises, dont le prix était fixé dans un tarif arrêté entre la Turquie et les autres puissances en 1861. Les marchandises non prévues dans le tarif étaient taxées d'après les prix en gros établis sur le marché indigène. Ce tarif était resté totalement en vigueur sans aucune retouche, ce qui n'était équitable, vu que les prix des marchandises avaient subi de grandes variations durant cette longue période de temps. Les céréales principalement ont causé des plaintes continuelles, surtout pendant les années de bas prix, de la part des exportateurs, car leurs prix ont baissé par suite de l'exportation croissante et de la concurrence des mêmes produits américains; en les imposant suivant l'ancien tarif, on les obligeait à payer plus de 1 0/0.

Certaines matières premières ont vu leur prix augmenter, ce qui faisait qu'elles payaient moins de 1 0/0. Souvent le ministre des finances modifiait le tarif et remplaçait ses évaluations par les prix courants du marché, sans cependant déroger aux conventions, car les changements ne consistaient que dans des abaissements ou dans des annulations complètes des taxes à payer. A part ce tarif turc, le droit d'exportation avait été réglé par une loi de 1885 qui libéra de ce droit les produits dont on vou-

lait favoriser la sortie : 1° tissus, comme aba, chaïek, ganse ; peaux travaillées ; coutellerie et certains autres produits fabriqués ; 2° tabac en feuilles ; 3° boissons alcooliques ; 4° raisins, fruits, légumes. La loi du 19 février 1906 sur les douanes vint remplacer celle de 1885 et elle contient une formule générale d'après laquelle peuvent sortir de Bulgarie, sans avoir à payer, tous les produits de provenance bulgare, sauf ceux dont l'énumération suit : essence et eau de rose, céréales, graines légumineuses, semences, fruits, animaux vivants, matières de provenance animale, bois de construction et de chauffage, déchets et matières premières utilisées dans l'industrie.

Ce droit d'exportation existe encore, bien que les conventions turques de 1881 l'établissant, aient pris fin en 1890. On aurait mieux fait de supprimer ce droit gênant l'exportation, mais la raison supérieure des besoins budgétaires a empêché sa suppression et, chaque année, une partie du budget est alimentée par des recettes de ce chef, ainsi comme il suit (les chiffres sont en milliers de francs) :

|      |         |      |         |
|------|---------|------|---------|
| 1887 | 416,2   | 1900 | 642,6   |
| 1889 | 746,7   | 1901 | 954,6   |
| 1891 | 642,9   | 1902 | 1.228,9 |
| 1893 | 879,4   | 1903 | 1.260,4 |
| 1895 | 1.100,6 | 1904 | 1.862,1 |
| 1897 | 837,3   | 1905 | 1.674,5 |
| 1899 | 623,9   | 1906 | 1.353,7 |

Ces recettes provenant pour la plus grande partie de l'exportation des céréales, leur montant s'élève pendant les années de bonne récolte.

En outre de cette taxe on perçoit en faveur des municipalités des céréales exportées une taxe de 2 centimes par 20 litres.

*Taxe de 1/2 0/0.*

L'origine de cette taxe est un peu spéciale. En 1878 les autorités locales administratives avaient ordonné la perception, par les douanes des ports, d'une taxe de 1/2 0/0 sur les marchandises importées et exportées et les revenus étaient employés à la construction et à la réparation des dépôts où l'on conservait les marchandises aussi bien qu'à l'aménagement des ports et du littoral pour faciliter l'embarquement et le débarquement des marchandises, tout cela devant profiter aux commerçants. Le droit perçu par l'administration des douanes était versé dans les caisses des municipalités chargées des travaux sus-indiqués. En 1879 le ministre des finances décida la transmission du revenu par les douanes aux receveurs de l'Etat et les dépenses à faire devaient être décidées par le ministre lui-même. En 1880 le ministre prescrivit aux douanes des villes de l'intérieur du pays, la perception du même droit de 1/2 0/0 et les sommes perçues devaient être employées à l'amélioration des locaux des

douanes et des autres constructions utiles aux commerçants. Un ukaze princier de 1885 donne les indications concernant les règles à suivre dans la perception de cette taxe. D'après les art. 1 et 4 de ce règlement, la construction ou la réparation des ports et des quais de douanes donneront lieu à la perception d'une taxe de 1/2 0/0 sur le prix des marchandises importées ou exportées ; les sommes ainsi obtenues seront employées exclusivement dans ce but, chaque dépense devra toujours être sanctionnée par l'autorisation du prince ». On fixait les prix des marchandises de la façon suivante : Pour celles taxées *ad valorem* on prenait 1/2 0/0 du prix déterminé pour la perception du droit d'importation. Quant aux marchandises auxquelles on appliquait le système spécifique on avait un tarif les évaluant en vue de ce droit de 1/2 0/0. Les recettes de ce chef font un paragraphe spécial dans le budget et ne se confondent pas avec les autres revenus de l'Etat. Dans les traités que la Bulgarie avait passés avec les puissances en 1889-1890 ce droit est consolidé, mais c'est une taxe toujours spéciale. Quand en 1895 les conventions commerciales ont été prorogées et qu'en même temps on a élevé le droit d'importation de 8 0/0 à 10 0/0, on y a incorporé cette taxe de 1/2 0/0 — tout était consolidé par une taxe unique de 10 1/2 0/0, ce qui entraînait la disparition du paragraphe spécial du budget alimenté par la taxe de 1/2 0/0. Les

marchandises exportées devaient payer un droit total de 1 1/2 00 dont 1 0/0 taxe d'exportation et 1/2 0/0 la taxe que nous venons d'étudier. Dans les traités de 1897 cette taxe de 1/2 0/0 était également incorporée aux droits d'importation et d'exportation ; on l'a conservé seule pour les marchandises exemptées des droits d'entrée ou de sortie.

En vertu de la nouvelle loi de 1906 la taxe de 1/2 0/0 sera perçue uniquement sur les marchandises importées affranchies des droits de douanes tandis qu'elle sera payée par toutes les marchandises exportées payant ou non le droit de 1 0/0. Cette situation a été adoptée par les dernières conventions commerciales. Le mode de perception de cette taxe qui correspondait au système *ad valorem* n'est plus en accord avec le régime actuel du système spécifique et introduit forcément des complications dans les opérations douanières.

Les recettes de ce droit ont été en milliers de francs :

|      |       |      |       |
|------|-------|------|-------|
| 1887 | 607,2 | 1891 | 761,4 |
| 1888 | 700,4 | 1892 | 779,1 |
| 1889 | 806,4 | 1893 | 951,5 |
| 1890 | 786,5 | 1894 | 879,1 |

#### *Droit de statistique.*

Le 28 décembre 1896 le Sobranié a voté une loi instituant une nouvelle taxe à percevoir sur toutes

les marchandises entrant, sortant ou traversant le pays et destinée à couvrir les dépenses faites pour les recherches des renseignements relatifs à notre commerce extérieur et leur publication. Ce droit porte le nom de droit de statistique et son montant est de 0 fr. 10 par colis ou 0 fr. 15 par 1.000 kilogrammes de marchandise non emballée (charbon, blé, sable, etc.). Il a été consolidé dans les traités de 1897, mais ce droit ne devait pas être perçu sur des marchandises traversant le pays en wagons plombés. La consolidation de ce droit se trouve aussi dans les dernières conventions.

Ne voulant pas, par l'introduction de cette taxe embarrasser le commerce extérieur les ministres des finances ont toujours donné une interprétation très large au mot colis qu'on a eu parfois des difficultés à interpréter. La perception de ce droit a donné les résultats suivants, en milliers de francs.

|      |       |      |       |
|------|-------|------|-------|
| 1897 | 283,9 | 1902 | 307,4 |
| 1898 | 267,7 | 1903 | 340,7 |
| 1899 | 211,8 | 1904 | 467,7 |
| 1900 | 199,2 | 1905 | 413,9 |
| 1901 | 281,1 | 1906 | 396,9 |

Outre ces principales taxes les douanes bulgares perçoivent d'autres petites taxes comme celles de plantage, magasinage et autres dont le montant général est de 66.030 francs en 1887 : de 101.891 francs en 1890 ; de 124.041 francs en 1894 ; de 180.074 en 1898 ;

de 125.579 en 1900; de 139.075 en 1903 et de 239.142 en 1906.

### *Droit d'octroi.*

C'est une taxe qu'on a établi pour la première fois en 1882 sur les objets de consommation et de construction. Elle avait un caractère facultatif pour les municipalités urbaines, les villages n'y avaient pas droit. On ne le percevait pas sur les marchandises importées en Bulgarie par les puissances ayant conclu des conventions commerciales avec la Turquie avant 1878 qui soutenaient que la Bulgarie jusqu'à l'expiration des traités turcs lui étant applicables d'après l'art. 8 du traité de Berlin n'avait pas le droit d'imposer leurs marchandises avec des taxes non prévues dans ces traités. Le droit de percevoir des taxes intérieures (entre autres l'octroi) a été reconnu à la Bulgarie en 1889 pour la première fois dans le traité de commerce passé entre la Bulgarie et l'Angleterre et depuis il ne lui a jamais été contesté.

Jusqu'à 1895 l'octroi a été perçu exclusivement par les municipalités. Depuis cette date la taxe est perçue en ce qui concerne les objets indigènes par les municipalités et pour les objets importés par les douanes. Les sommes provenant de l'octroi étaient réparties entre les communes. Cette loi de 1895 introduisit une innovation. Avant elle les objets énumérés dans la loi étaient seul taxés suivant un tarif, les autres

marchandises étaient exemptes de l'octroi. La loi de 1895 dispose que les marchandises non dénommées payeront 20/0 *ad valorem* comme taxe d'octroi. Cette même loi affranchissait de l'octroi les marchandises importées exemptes du droit d'entrée. Une loi de 1897 modifiant celle de 1895, affranchit de l'octroi encore les marchandises étrangères ne payant pas le droit d'importation en vertu de la loi sur l'encouragement de l'industrie et du commerce. Depuis cette dernière loi, l'octroi du sucre était perçu par les agents du ministère des finances. Cependant le changement le plus important de cette loi fut celui de rendre l'octroi obligatoire pour toutes les communes urbaines et rurales. La loi du 30 novembre 1900 institue un seul impôt communal à la place de l'octroi et du « batch » (1) et dispose qu'on ne percevra plus ce nouvel impôt sur les marchandises indigènes à l'exception du vin, de la bière, de l'alcool, du tabac et du sucre. L'impôt communal sur les marchandises importées était perçu à leur entrée par les douanes d'après les règles suivantes : les marchandises devaient payer 20/0 *ad valorem*, mais par les produits alimentaires et les boissons la taxe était perçue spécifiquement soit par kilogramme en centimes : pétrole 4,5 ; sucre, bonbons, biscuits 6 ; café 24 ; oranges, citrons

(1) Taxe municipale perçue à raison de 20 centimètres par chaque voiture chargée entrant dans une ville.

12; huile 12; bougie, savon ordinaire 12; olives 6; conserves 24; vin 6; poissons 24; thé 120.

Une loi du 30 décembre 1903 vint augmenter à 30/0 cet impôt communal. La loi du 21 décembre 1904 remplaçant le système ad valorem par le système spécifique nécessita un remaniement de la loi sur l'impôt municipal et elle décide que les marchandises étrangères non dénommées dans la loi de 1900 doivent payer comme taxe municipale 20 0/0 du droit d'importation supporté par elles, les autres payeront les taxes déterminées par la loi de 1900. Le montant des taxes municipales sur l'alcool, les boissons, le sucre, le tabac et autres depuis 1900 sont (en milliers de francs).

|      |       |      |       |
|------|-------|------|-------|
| 1900 | 1.818 | 1904 | 4.404 |
| 1901 | 2.445 | 1905 | 4.602 |
| 1902 | 2.166 | 1906 | 4.292 |
| 1903 | 2.477 |      |       |

La liberté du commerce extérieur de la Bulgarie est entravée dans une certaine mesure par l'existence des monopoles d'Etat portant sur le sel, les allumettes, le papier à cigarettes, les cartes à jouer depuis le commencement de 1906.

## CHAPITRE II

### LE TARIF GÉNÉRAL DES DOUANES (1)

#### *Dispositifs*

Ce tarif promulgué le 21 décembre 1904 adopte le système spécifique qui en théorie pourrait être considéré comme inférieur au système *ad valorem*, étant donné que celui-ci pèse proportionnellement sur la valeur des objets importés tandis que le système spécifique pèse plus lourdement sur les marchandises les moins chères, mais l'application pratique du système *ad valorem* présente des difficultés et des

(1) Le tarif général est accompagné de quelques dispositions générales relatives au mode de perception des droits. Nous citons les principales : Art. 1. Les droits de douane seront perçus sur les marchandises importées ; il n'est fait aucune réduction en cas d'avarie. — Art. 2. Les droits spécifiques seront perçus sur le poids net des marchandises et sur le poids brut dans les cas indiqués exprès par le tarif. — Art. 3. L'emballage pourra être taxé comme une marchandise à part lorsqu'il ne répond pas aux usages établis dans le commerce et ne correspond pas aux marchandises. — Art. 6. Les marchandises dont la taxation n'est déterminée ni dans le tarif général, ni dans les observations y annexées, ni dans le répertoire al-

conflits continuels entre l'administration des douanes et les importateurs pour l'évaluation des marchandises.

Un moyen de remédier aux inconvénients du système spécifique c'est avoir un tarif très détaillé, contenant un grand nombre de numéros prévoyant et taxant séparément les différentes marchandises en prenant en considération les variations qui existent dans les prix, de cette façon on se rapprocherait du système *ad valorem*. Sur ce point le tarif bulgare est assez rudimentaire il contient à peine 562 numéros. Il est vrai que certains sont suivis de notes explicatives

phabétique seront assimilées par décision du ministre des finances, après l'avis de la commission d'expertise, aux articles du tarif qui ont le plus d'analogie. L'assimilation doit être approuvée par ukaze princier. — Art. 10. Si, dans un ou plusieurs colis déclarés par une personne avec différentes déclarations se trouvent des marchandises qui, réunies ensemble, forment un objet expressément dénommé dans le tarif, le droit à appliquer sur ces marchandises est celui de l'objet qu'elles forment. — Art. 12. Toutes les marchandises importées, taxées ou non de droit d'entrée d'après le tarif, sont assujetties au paiement de toutes les autres taxes dues conformément aux lois et règlements en vigueur dans le pays. — Art. 13. Le ministre des finances a la faculté de restreindre l'introduction, par certaines douanes déterminées, des marchandises dont la visite douanière présente des difficultés spéciales. — Art. 14. Les marchandises provenant des pays où les marchandises et les navires bulgares sont soumis à des droits différentiels ou moins favorables que ceux des autres pays peuvent être taxées par ordonnance du ministre des finances d'un droit double de

indiquant les autres marchandises rentrant dans la catégorie mais elles sont insuffisantes.

Des traces du système *ad valorem* existent dans le tarif à propos des n<sup>os</sup> 494 et 495 du tarif relatifs aux locomotives, tenders, fourgons, wagons de toutes sortes, voitures de tramway et qui sont taxés à leur entrée en Bulgarie à 15 0/0 de leur valeur.

Le but poursuivi par l'application du nouveau tarif est double : fiscal et protectioniste. Il est fiscal et ceci ressort du fait que d'après l'ancien système la moyenne des droits d'entrée a été de 14 0/0 tandis que d'après le tarif de 1904 elle est de 22 0/0. Les dé-

celui prévu par le tarif, droit qui peut même atteindre jusqu'à 100 0/0 *ad valorem*. Les marchandises exemptes de droit de douane peuvent être imposées à raison de 50 0/0 *ad valorem* sur le prix de vente en gros sur le marché indigène. Ces ordonnances doivent être approuvées par ukaze princier et publiées dans le *Journal Officiel*. Elles seront soumises à l'approbation de l'Assemblée nationale.

D'après l'art. 5 de la loi des douanes, le ministre des finances a le droit, en cas d'extrême nécessité, de diminuer ou supprimer complètement les droits de douane des articles suivants : 1° Tous produits nécessaires pour l'alimentation des hommes ou des bestiaux ; 2° Toutes espèces de bétail ; 3° Médicaments, appareils et autres objets nécessaires pour la limitation ou empêchement des maladies contagieuses ou des épizooties, ainsi que pour lutter contre des insectes nuisibles aux plantes de culture ; 4° Objets destinés à la population de certaines régions ayant subi des désastres (incendie, inondation, etc.) ; 5° Les effets meubles et bestiaux des personnes qui à la suite de certains désastres cherchent abri en Bulgarie.

penses de l'Etat augmentant chaque année, on a dû augmenter les impôts et cette augmentation a été appliquée aux droits d'entrée aussi. Le résultat à ce point de vue, comme on le verra plus loin est satisfaisant. En second lieu le tarif est protectionniste dans le but d'arriver à une plus forte production nationale et pour cela on a pris les différentes mesures suivantes.

1° On a admis en franchise certaines marchandises, sous la réserve d'un droit de 1/2 0/0 : certains animaux utiles, des produits alimentaires pour l'homme ou pour le bétail, des semences et des plantes développées, des engrais et certains produits chimiques comme le sulfate de cuivre, les combustibles pour la métallurgie ou l'industrie, des matières premières servant à l'industrie, aux arts et métiers, des objets utiles à la littérature et aux sciences ou enfin pour l'encouragement du commerce de la navigation (voir l'annexe II). Le but des auteurs du tarif en déclarant exempts de droit d'entrée ces produits a été de ne pas nuire au commerce inutilement quand il s'agit des objets pour lesquels la concurrence n'est pas à craindre et de fournir à l'industrie bulgare les matières premières à bon marché ainsi que les objets et machines qu'on ne peut actuellement produire en Bulgarie pour des raisons économiques ou techniques mais qui sont utiles aux industries qui existent à l'heure actuelle ou pourront se créer en Bulgarie.

En outre de ces exemptions générales il y en a d'autres accordées en vertu de la loi sur l'encouragement du commerce et de l'industrie.

2° Il y a d'autres marchandises qui tout en étant taxées le sont relativement moins que les autres.

*a)* Ce sont des objets de consommation qui ne sont pas produits en Bulgarie et pour lesquels certaines chambres de commerce ont demandé avant l'élaboration du tarif de diminuer encore le taux d'imposition, tels citrons, oranges, olives, huiles d'olive, sel, pétrole.

*b)* Ce sont encore des matières premières qui ont déjà subi une certaine transformation dans la production (pierres, bois, chaux et autres matières de construction, combustibles, huiles industrielles, produits chimiques employés dans l'industrie de la tannerie, fil à tisser de soie, laine, lin, chanvre, métaux non travaillés, meules).

*c)* Ce sont aussi des objets fabriqués mais utiles pour le relèvement économique du pays comme certaines machines agricoles et industrielles ou leurs pièces, des outils pour les métiers, des bâtiments pour le transport par voie fluviale.

*d)* Enfin ce sont des marchandises produites en Bulgarie, mais pour lesquelles la concurrence étrangère n'est pas à craindre tels : la farine de froment, certains fruits, le cuir pour opinky (sorte de sandales).

3° Par contre une troisième catégorie de marchandises est lourdement imposée de façon à arrêter ou

diminuer leur importation pour conserver le marché intérieur aux produits bulgares. Ce sont des marchandises produites en Bulgarie ou qu'on voudrait faire produire dans le pays, les conditions de production y étant particulièrement favorables. Ici on remarque que plus les marchandises sont achevées et capables à servir à la consommation directement, plus elles sont imposées en dehors de la valeur réelle qu'elles représentent par la plus grande quantité de travail qu'elles renferment. Dans cette catégorie il y a des marchandises qui sont plus facilement produites en Bulgarie que d'autres du même genre mais plus fines. Dans ces cas ce sont toujours les marchandises de la première catégorie qui sont relativement plus imposées. (Les droits indiqués ci-dessous sont pour 100 kilogrammes). Un exemple typique qu'on trouve dans la taxation des produits de la chaussure. Les pièces découpées pour faire les chaussures paient 350 francs; parties de chaussures (pièces déjà réunies ensemble) paient 450 francs; chaussures ordinaires de peau grossière et sandales achevées paient 250 francs; chaussures de toute autre peau 400 francs; chaussures de chevreau, d'étoffe de soie 900 francs.

Ces chiffres peuvent paraître contradictoires avec le but à atteindre par la taxation des produits grossiers. Si cependant on prend en considération le prix des chaussures grossières de 6 à 8 francs en moyenne la paire et leur poids de 1 kilogramme qui

est presque deux fois plus grand que celui des chaussures fines, 500-600 grammes, dont le prix est en moyenne 20 à 22 francs, on voit qu'en définitive la taxation des produits grossiers est plus élevée. D'ailleurs le résultat a confirmé les prévisions et depuis 1906 l'importation des chaussures grossières a considérablement diminué jusqu'à devenir presque nulle.

De même les confections en étoffe de laine paient le double de ce qu'aurait dû payer l'étoffe; les confections en étoffe de coton, lin, chanvre et autres matières textiles paient la taxe quadruple; les confections en étoffe de soie paient la taxe double. Cravates de toutes sortes d'étoffe, la taxe triple. Le tabac fabriqué ou les cigarettes 2980 francs. Le sucre raffiné est imposé de 27 fr. 50, les fruits sucrés et les sirops de 50 francs, produits farineux fins au sucre de 75 francs, chocolat au sucre de 100 francs.

Les produits en fourrure ordinaire découpés mais non confectionnés ne paient que 100 francs tandis que les mêmes confectionnés paient 300 francs.

De même le fil de coton simple « soulan » écru et non teint jusqu'à n° 14 (anglais) paie 25 francs; le fil de coton retors non blanchi, et non teint paie 30 fr.; le même blanchi, 35 francs; le fil de coton retors teint ou bigarré 45 francs. Même manière de taxation du fil de lin et de chanvre. Les voitures de luxe et diligences contenant moins de 8 places paient 100 fr.

(la pièce) les voitures non suspendues, non couvertes, non tapissées, la pièce 50 francs. Les voitures non suspendues étant d'une fabrication facile et la production nationale pouvant suffire aux besoins du pays on les taxe plus lourdement que les voitures de luxe.

4° Les autres marchandises sont taxées par des droits moyens entre la série 2 et la série 3, mais encore ici la taxation n'est pas la même, elle varie suivant que les marchandises sont plus ou moins utiles, plus ou moins travaillées, produites en Bulgarie en plus ou moins grande quantité, plus ou moins hygiéniques ou de bonne qualité. Ainsi les viandes, poissons, légumes préparés sont plus imposés que les frais; les animaux de luxe paient plus que ceux de trait; le bois ordinaire non travaillé est taxé comme les bois exotiques et odorants de toutes sortes (50 cent. les 100 kilogr.) ce qui donne une imposition plus faible pour les seconds produits si on prend en considération la différence des prix.

On pourrait adresser certaines critiques à quelques dispositions du tarif. Ainsi par exemple le fait que les principaux articles de l'exportation bulgare sont taxés de droit d'importation ne pourrait pas avoir un bon résultat pour le commerce du pays car ces marchandises même admises en franchise de droit n'auraient pu faire concurrence aux produits bulgares et d'un autre côté cette exemption pourrait profiter au commerce bulgare s'il trouvait à meilleur

compte de les importer d'un pays voisin pour les ré-exporter ensuite ou bien pour remplacer les marchandises similaires bulgares qu'on exporterait. Il y a d'autres marchandises qui sont taxées moins qu'elles ne devaient l'être par exemple la bijouterie qui est même moins taxée qu'avant le tarif. A notre avis il aurait fallu taxer lourdement ces articles de luxe qu'on peut sans remords faire payer cher par les gens riches et l'argument d'après lequel on évite la contrebande nous paraît dénué de fondement ; exemple : 1 kilogramme de vraies perles ne paie que 100 francs.

Un autre exemple du même genre et qui montre en outre la défectuosité du système spécifique quand on ne prévoit pas beaucoup de numéros dans le tarif c'est le numéro 234 du tarif bulgare de 1904 qui met ensemble les diamants, les saphires, le quartz, la tourmaline, le malachite et qui tous paient 75 francs pour 1 kilogramme. D'autres exemples d'une trop faible taxation sont retrouvés dans les n<sup>os</sup> 261-259 qui énumèrent les produits et objets en faïence et porcelaine ; dans les n<sup>os</sup> 415-418 et 421 en ce qui concerne les objets en métaux précieux avec ou sans pierres fines, dans ces numéros l'imitation est relativement trop imposée. Enfin un dernier exemple de même nature se rencontre dans le numéro 505 du tarif qui impose les automobiles de 250 francs par pièce sans aucune distinction, on aurait pu surtout pour les

voitures de luxes mettre un droit d'entrée plus élevé.

Par contre on a taxé les faux n° 479, à 25 francs les 100 kilogrammes. C'est pourtant un instrument de première utilité de l'agriculteur et quoique ne coutant pas bien cher on pourrait les exempter de droit d'entrée, car cet article n'est pas encore fabriqué en Bulgarie et sa qualité dépend dans une certaine mesure de son poids, or avec cette taxation on provoquera l'importation des faux d'un poids inférieur.

Il y a certaines marchandises pour lesquelles l'importation en Bulgarie est prohibée d'une façon absolue, pour d'autres la prohibition n'est que relative et l'introduction n'a lieu que sous certaines conditions. La prohibition a été édictée pour des raisons d'hygiène et de santé, d'ordre public, pour éviter les épizooties ou le transport d'insectes nuisibles aux plantes utiles ou enfin par suite de l'établissement des monopoles publics.

#### *Résultats.*

Les résultats fiscaux ont été satisfaisants, et n'ont pas trompé les espérances du gouvernement puisque les droits d'importation ont monté de 12 à 15 millions dès la première année. Ces recettes ne sont pas à négliger puisque par exemple pour l'année 1906 sur l'ensemble du budget de 130 millions les droits d'importation et les autres droits de douane donnent

une somme de 17 millions, donc les recettes des douanes fournissent 13 0/0 des besoins budgétaires. Mais si ces résultats sont favorables au fisc ils ne le sont pas pour la large masse des consommateurs qui doivent supporter ce nouvel impôt causant un renchérissement de la vie dans le pays.

Depuis 4 à 5 ans on remarque en Bulgarie un renchérissement du coût de la vie qui va de 35 à 40 0/0. Cette augmentation du prix des objets ne peut évidemment pas être attribuée exclusivement au nouveau tarif qui n'est en vigueur que depuis 3 ans et d'autre part est seulement en augmentation sur le tarif ancien de 10 0/0 ; la cause prépondérante en est dans le développement économique du pays, la preuve en est que dans les grandes villes et les centres les plus actifs le renchérissement est plus marqué. Néanmoins l'influence du tarif est indéniable. Ainsi d'après les renseignements pris chez les commerçants on peut attribuer presque exclusivement au tarif la hausse du prix des marchandises ci-dessous.

Les étoffes en soie ne sont pas taxées plus lourdement depuis le tarif et leur prix est le même qu'au-paravant, mais les étoffes de mélange de laine et soie ont augmenté de 1 franc par mètre (25 0/0) les étoffes en laine ont augmenté de 0 fr. 50 par mètre (18 0/0), les étoffes de coton ont une légère augmentation de 5 0/0, les dentelles et les tulles de 25 0/0, la peluche

de 25 0/0. Le prix des étoffes de laine pour costumes d'hommes est inégalement, mais sensiblement, augmenté suivant que ce sont des étoffes qu'on peut ou non produire en Bulgarie. Le prix des doublures a augmenté d'au moins 25 0/0, celui des habits confectionnés encore plus. Les cravates ont augmenté de 40 0/0: les parapluies et les cannes de 35 à 40 0/0 les chaussures fines d'au moins 25 0/0: les chaussures grossières 30 0/0; les articles en peau ou cuir (valises, articles de sellerie) ont vu leur prix augmenté de 30 à 50 0/0 de même que certaines peaux ont augmenté de 30 0/0. Les objets de papeterie, registres, encre etc., produits en Bulgarie ne sont pas importés de dehors à la suite des droits élevés et une augmentation dans leur prix s'en est suivie. Le prix du fer brut n'a pas été augmenté à la suite du tarif, mais celui des articles de fer, comme pelles, pioches, chaînes, fils etc., a augmenté de 20 à 30 0/0. Le bois travaillé a atteint une hausse de 50 0/0. Le sucre a augmenté de 40 0/0, le riz de 12 à 15 0/0 l'huile pour l'alimentation de 5 à 6 0/0 le pétrole de 15 à 20 0/0.

Le renchérissement de ces objets et de beaucoup d'autres ajouté à celui du pain et de la viande provoqué par la grande exportation de ces derniers articles et les hauts prix que ceux-ci trouvent sur les marchés extérieurs ont eu pour résultat d'amener une hausse dans les salaires des ouvriers des cam-

pagnes et de l'industrie qui concoure encore à élever les prix des marchandises produites. Cette hausse des salaires trouve en partie son explication dans l'émigration d'une partie de la population déshéritée surtout en Amérique, phénomène qui devient très inquiétant étant donné qu'il est chaque année plus marqué.

Quant aux résultats relatifs à la production nationale et au développement de l'industrie indigène il serait trop tôt pour en juger. Les renseignements complets et précis font défaut, toutefois on remarque que l'exportation de certains produits de l'industrie bulgare a augmenté. Par exemple les cheviottes exportées pour 1,6 millions en 1905 le sont en 1906 pour 2,1 millions. Sans doute il y a eu d'autres causes déterminantes de cette augmentation, mais on pourrait soutenir que le nouveau régime protégeant cette branche de l'industrie bulgare par l'exemption de droit d'entrée pour les matières premières et par les droits élevés des produits fabriqués lui a permis de mieux se développer, de prospérer et par là de pouvoir exporter une plus grande partie de ses fabricats.

Mais ce point n'est pas le plus intéressant, car cette exportation ne présente pas une somme élevée. Ce qui est plus significatif, c'est que l'importation des produits lourdement imposés a diminué, ce qui doit impliquer une augmentation de la production de ces

articles dans le pays. Néanmoins, il faut tenir compte de la restriction de la consommation possible dans de pareilles circonstances ou le remplacement de ces marchandises par leurs succédanés. Le marché intérieur est toujours plus important que l'extérieur et l'industrie bulgare gagnerait beaucoup si elle arrivait à pouvoir suffire aux besoins du pays, même sans chercher des débouchés à l'étranger.

Avant de voir la baisse de l'importation de certaines marchandises, il faut remarquer que l'importation totale de l'année 1906, première année de l'application du nouveau régime, accuse une diminution de 11,2 0/0 sur celle de l'année 1905 et cela pourrait avoir d'autres causes que les droits élevés du tarif. Par conséquent, les produits imposés lourdement pour présenter une diminution qu'on serait porté à attribuer au tarif, doivent accuser une diminution dans l'importation pendant l'année 1906, de plus de 11,2 0/0 sur l'année 1905. Ainsi, l'importation du sucre raffiné en 1906 (2.063 tonnes pour 656.000 francs) a baissé brusquement de 88 0/0 sur 1905 (15.907 tonnes pour 5,4 millions) soit une baisse de 76,8 0/0 attribuable au nouveau tarif. L'explication de cette énorme baisse est dans le fait que les commerçants ont constitué, à la veille de l'application du tarif, un stock (12.381 tonnes en 1904 et 15.907 tonnes en 1905, la moyenne normale de l'importation étant de 10.000 tonnes) qui leur a permis

d'éviter les droits élevés. Il n'en est pas de même pour l'année 1907, pendant laquelle l'importation du sucre a été de 8,492 tonnes pour 2,8 millions. Ces derniers chiffres prouvent qu'il y a une sensible diminution dans l'importation de cet article, et ils correspondent avec une augmentation de l'activité de la raffinerie bulgare, en même temps qu'on construit deux autres grandes raffineries.

L'importation des tissus de laine mélangée d'autres matières, mais où elle prédomine, accuse pendant 1906 une diminution de 60 0/0 par rapport à 1905, soit une diminution de 48,8 0/0 qui pourrait, en grande partie, être attribuée aux droits protecteurs. Les draps et tissus de laine présentent une diminution dans leur importation pendant 1906 de 27,9 0/0, la diminution attribuée au nouveau régime douanier est par conséquent de 16,7 0/0. Les toiles, coutils, treillis diminuent de 18,2 0/0, et la part attribuée au nouveau tarif est de 7 0/0. Les toiles de coton blanchies ou teintées diminuent de 14 0/0, la part revenant aux droits élevés serait de 2,8 0/0. L'importation des cordes, ficelles et articles de corderie baissent pendant 1906 de 31,3 0/0 et déduction faite de la baisse de l'importation en général, il reste encore une baisse de 20,1 0/0. Les articles de lingerie importés en 1906 sont en diminution de 55,2 0/0, dont 44 0/0 attribuables aux droits élevés. Les vêtements confectionnés présentent une diminution de

22,7 0/0, dont 11,5 0/0 reviennent aux droits protecteurs. Les articles de papeterie donnent une diminution de 26 0/0 dont 14,8 0/0 pour le compte des droits élevés. Les articles en bois accusent une diminution de 20,7 0/0 ou autrement 9,5 0/0 de diminution due au nouveau régime douanier, en même temps le bois de chauffage et de construction présente une légère augmentation dans l'importation.

A côté de la diminution de l'importation de ces produits, d'autres présentent, malgré la baisse de l'importation générale, une augmentation dans l'importation et ce sont précisément les machines et les matières premières nécessaires à l'industrie bulgare qui doit par sa production combler le déficit. En 1906, les machines et instruments importés en Bulgarie présentent une somme supérieure de 70 0,0 à celle de 1905, d'où augmentation de 81,2 0/0 en tenant compte de la diminution de l'importation totale pendant la même année. Les fils de laine à tisser accusent une augmentation de 28,5 0/0 qui cadre bien avec la diminution de l'importation des draps étrangers et l'augmentation de l'exportation des draps bulgares. Le « coton en laine » présente aussi une augmentation dans l'importation de 22,1 0/0. Les grandes peaux de bœufs, veaux, ont été importées en Bulgarie avec une augmentation de 31,3 0/0. Ces changements pour cette première année de l'application du nouveau régime douanier ne sont pas dus

exclusivement à celui-ci, il pourra y avoir des modifications. Ce que la spéculation a fait pour le sucre s'est produit pour d'autres marchandises aussi, mais malgré cela on est autorisé, semble-t-il, à conclure que ce nouveau tarif a influé de la façon voulue, sur ces changements.

Enfin, le nombre des établissements industriels a augmenté depuis le 31 décembre 1904, savoir (1) :

|                                | Nombre<br>des établis-<br>sements | Capital<br>engagé | Ouvriers<br>occupés | Production<br>annuelle |
|--------------------------------|-----------------------------------|-------------------|---------------------|------------------------|
|                                |                                   | francs            |                     | francs                 |
| 31 déc. 1904                   | 166                               | 30.697.284        | 6.149               | 32.776.975             |
| 30 juil. 1907                  | 207                               | 53.961.910        | 7.646               | 41.552.020             |
| Augmen-<br>ta-<br>tion p. 100. | 24                                | 76                | 26                  | 26,5                   |

Cette augmentation saurait au moins en partie être attribuée au nouveau régime douanier qui, combiné avec les mesures directes prises pour l'encouragement de l'industrie et du commerce, a pu donner des résultats désirables. L'augmentation de l'activité industrielle de la Bulgarie depuis 1904 se manifeste aussi par le fait que l'importation du charbon, employé là où les forces hydrauliques manquent ou

(1) Rapport adressé par le conseil des ministres au prince, en 1907, pages 506-508.

sont insuffisantes, a plus que doublé depuis cette époque. En effet, en 1904 on en a importé pour 0,87 million de francs, en 1905 pour 0,98 million, en 1906 pour 1,01 million et en 1907 pour 2,13 millions.

## CHAPITRE III

### TRAITÉS DE COMMERCE

#### *Stipulations communes aux derniers traités (1)*

Ces stipulations donnent une idée des plus nettes des principes qui dirigent la politique bulgare en cette matière.

Liberté pleine et entière est reconnue aux nationaux des pays contractants en ce qui concerne le commerce, l'industrie et la navigation.

Les parties contractantes s'engagent à n'entraver en aucune façon leur commerce réciproque par des prohibitions à l'importation à l'exportation ou au transit sauf certains cas prévus limitativement dans lesquels la prohibition doit s'appliquer à tous les pays étrangers ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques par suite de :

(1) Dans certains des traités passés il y a parfois des clauses qui manquent, mais le pays contractant peut toujours s'en prévaloir grâce aux termes assez larges dans lesquels est stipulée la clause de la nation la plus favorisée.

1° Circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre.

2° Raison de sûreté publique.

3° Exercice de la police sanitaire et de la protection des animaux ou des plantes utiles contre des maladies, insectes, parasites nuisibles.

4° Extension aux marchandises étrangères similaires des prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production, de la vente ou du transport des marchandises indigènes.

5° Monopole d'État.

Cette liberté des relations commerciales est garantie d'une façon évidente par les dispositions de ces traités d'après lesquelles les ressortissants de chacune des parties contractantes ne seront pas soumis à raison de leur commerce et industrie dans les villes, ports ou lieux quelconques des États respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des taxes, impôts ou patentes sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée. Les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent, en matière de commerce et d'industrie, les nationaux de l'une des parties contractantes seront communs à ceux de l'autre.

Les sujets de la nation amie auront en se conformant aux lois du pays le libre et facile accès auprès

des tribunaux aussi bien comme demandeurs que comme défendeurs. A cet égard ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux, le traité franco-bulgare prévoit même qu'ils pourront invoquer respectivement le bénéfice de l'assistance judiciaire dans les mêmes conditions que les nationaux.

Les dispositions relatives au libre exercice des professions ne sont pas applicables en Bulgarie aux cabaretiers de village, aux pharmaciens, aux courtiers, aux colporteurs et aux marchands ambulants. Ces restrictions édictées par le législateur bulgare dans les différentes lois ont pour fondement des raisons publiques en politiques.

La clause de la nation la plus favorisée est stipulée dans des termes très précis en ce qui concerne les droits à payer pour les marchandises de provenance d'un des pays dans l'autre. Chacune des parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre immédiatement et sans compensation ni formalité, de toutes faveurs, privilèges ou abaissements dans les droits de douane, d'accise d'octroi, et de tous droits accessoires et locaux à l'importation, l'exportation, réexportation, transit, entreposage, transbordement des marchandises, transport des marchandises par chemin de fer, formalités de douane, etc., des articles mentionnés ou non dans le traité et de provenance du territoire de l'autre que l'une d'elles a accordé ou pourrait accorder à une tierce puissance.

De même les produits de l'une des parties contractantes exportés vers l'autre ne doivent pas être taxés plus que si ces mêmes produits devaient être dirigés vers la nation la plus favorisée.

Les droits inscrits dans les traités ne peuvent pendant leur durée être accrus. Si cependant les objets qu'ils concernaient venaient à être frappés d'un nouvel impôt intérieur comme l'accise ou l'octroi ou un impôt plus élevé dans le pays producteur le droit à l'importation pourrait être accru du montant de cet impôt.

Il y a deux cas prévus dans lesquels la clause ci-dessus mentionnée ne s'applique point, C'est : 1° en ce qui concerne les faveurs accordées ou qui pourraient l'être ultérieurement aux États limitrophes pour faciliter le trafic local dans une zone n'excédant pas 15 kilomètres de largeur de chaque côté de la frontière et 2° en cas de concessions faites par l'une des parties contractantes à un État avec lequel elle est entrée en union douanière.

Le gouvernement bulgare tout en voulant faciliter le commerce d'importation par l'existence de commis-voyageurs qui viendront offrir en Bulgarie les produits étrangers dont on a besoin et à meilleur compte en facilitant la concurrence a voulu réglementer de près cette pratique commerciale qui a donné lieu à des abus et fraudes et a été préjudiciable aussi bien aux commerçants qu'aux consommateurs bul-

gares. Les dispositions essentielles sont les suivantes  
Les négociants et fabricants de l'une des parties prouvant qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils acquittent les taxes et les impôts prévus par la loi auront le droit soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service de faire des achats dans le territoire de l'autre partie contractante chez des négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publics. Ils pourront également prendre des commandes sur échantillons chez les négociants mais non chez des particuliers. Les commis-voyageurs doivent être munis d'une carte de légitimation, ils ne peuvent avoir avec eux que des échantillons et non des marchandises. Ces échantillons sont admis en franchise des droits de douane, à condition, que sans avoir été vendus ces objets soient réexportés dans un délai d'un an et que leur identité soit bien établie.

Une disposition qui est de nature à faciliter le commerce entre le pays contractant est celle qui reconnaît l'existence légale aux sociétés commerciales industrielles ou financières domiciliées dans l'un des pays et y étant valablement constituées. La conséquence pratique de cette reconnaissance est le droit qu'elles ont à ester en justice, mais cette simple reconnaissance ne leur donne pas le droit d'y exercer leur commerce ou industrie, cette faculté restant

soumise aux prescriptions présentes ou à venir réglant la matière dans ce pays.

Une large part est réservée dans les traités au commerce maritime et ce n'est pas tant l'intérêt de notre marine qu'on a stipulé les différentes clauses, car elle est insignifiante et n'effectue que de petites courses. La question de la marine marchande est d'une grande importance pour les pays comme la France, l'Angleterre, l'Allemagne et cela explique les soins particuliers avec lesquels on a établi les clauses ci-dessous.

Remarquons tout d'abord que les dispositions qui suivent ne s'appliquent : 1° aux avantages dont la pêche nationale et ses produits sont ou pourront être objet ; 2° aux faveurs accordées ou qui pourraient l'être à la marine marchande nationale.

Les navires d'un des pays contractant à leur arrivée dans l'autre, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays et quel que soit la provenance ou le lieu de destination de leur cargaison, jouiront sous tous les rapports, droits, obligations, formalités et taxes à payer, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Tout privilège et franchise accordés à cet égard à une tierce personne par l'une des parties seront accordés à l'instant même et sans conditions ni formalités à l'autre. Donc les bâtiments des pays contractant doivent être traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Les navires de l'une des parties entrant dans un port de l'autre pour compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison pourront, en se conformant aux lois des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison destinée à un autre port sans être astreints à payer pour cette dernière partie aucun droit sauf celui de surveillance, qui ne pourrait être perçu qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Le cabotage est exclu des avantages précédents, il continuera à être régi par les règles qui sont en vigueur dans chacun des pays contractants.

Dans le traité Franco-Bulgare on a employé une autre expression savoir, « le cabotage est réservé exclusivement au pavillon national ». Mais il reste permis que les navires étrangers en Bulgarie et réciproquement pourront passer d'un port bulgare à un ou plusieurs autres ports bulgares soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement à destination étrangère.

Dans trois cas les droits de tonnage et d'expédition payés par les bateaux des contractants sont supprimés : 1° Si le navire entré sur lest, en repart sur lest ; 2° Si le navire passant d'un port du pays contractant dans un ou plusieurs autres ports du même pays justifie avoir acquitté déjà ces droits dans le premier port ; 3° Si le navire entré avec un charge-

ment dans un port du pays contractant, en sort sans avoir fait aucune opération de commerce.

Enfin il y a d'autres dispositions relatives aux facilités à accorder aux navires des États contractants en ce qui concerne les relâches forcées, l'échouement ou le naufrage. Ces navires jouiront des faveurs et immunités accordées aux navires nationaux en pareille circonstance.

Dans le but de protéger les marques de fabrique et de commerce en attendant les conventions particulières à ce sujet on a stipulé que les Bulgares dans les pays contractants, et réciproquement jouiront de la même protection que les nationaux en ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce sous la condition de remplir les formalités prescrites à cet égard par la législation respective.

En 1907 la Bulgarie a conclu avec la France une convention particulière concernant la protection des marques d'industrie et de commerce.

Dans le protocole final des traités on fait un tableau des taxes consolidées par les marchandises du pays contractant et leurs navires ont à payer en Bulgarie. Parmi les autres taxes on trouve le droit de statistique et la taxe de 1/2 0/0 qui sera perçue sur les marchandises importées et affranchies de droits de douane et sur toutes les marchandises exportées.

Une question intéressant à la fois le commerce et le droit international est celle de l'application des

capitulations en Bulgarie qu'elle a toujours cherché à les faire supprimer et dans les derniers traités elle y a réussi partiellement.

Dans le traité Franco-Bulgare la question a été réglée pour le mieux en faveur de la Bulgarie, car dans les articles 20 et 21 il est dit que les tribunaux bulgares connaîtront à l'avenir des contestations civiles ou commerciales entre ressortissants français et sujets bulgares et que les mêmes tribunaux pourront déclarer des commerçants français, résidant en Bulgarie, en faillite, sans que l'autorité consulaire ait à intervenir. C'était rendre lettre morte ces capitulations. Mais ces dispositions ne produiront que partiellement leurs effets, car dans les traités passés avec l'Angleterre et l'Italie après les deux clauses sus indiquées on déclare, dans le protocole final, et par l'application de la clause de la nation la plus favorisée reconnue à la France celle-ci bénéficiera de la même déclaration, que les gouvernements Anglais et Italien adhèrent aux stipulations précitées à la condition formelle qu'elles n'entreront en vigueur qu'autant que les gouvernements Français, Russe, Allemand et Autrichien auront fait un accord analogue avec la Bulgarie, accord qui ne mettra pas les sujets britanniques et italiens dans des conditions moins favorables que les ressortissants de la nation la plus favorisée. Or l'Autriche, la Russie et l'Allemagne n'ont pas consenti à l'abandon des prérogatives con-

sulaires en cette matière pour tout ce qui touche à l'exécution. Il en résulte que les concessions faites à cet égard par la France, l'Italie et l'Angleterre ne seront pas applicables.

La date de l'entrée en vigueur de ces différents traités est variable ; leur expiration est fixée pour l'année 1911, mais il y a une stipulation commune en ce qui concerne leur dénonciation : « Dans le cas où aucune partie contractante n'aurait notifié, un an avant l'échéance du terme indiqué, son intention de faire cesser les effets du traité, ce dernier continuera à rester obligatoire, par tacite reconduction, jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé. »

Les conventions commerciales, d'après les lois bulgares, sont faites par des délégués du gouvernement, nommés par le conseil des ministres. Le texte des conventions, rédigé suivant les instructions données, est signé par les délégués, après quoi on le soumet au pouvoir législatif qui doit l'approuver. Les pleins pouvoirs des délégués bulgares doivent être signés par le chef de l'Etat et contresignés par les ministres : de l'agriculture et du commerce, des finances et des affaires étrangères.

#### **France**

Par le traité de commerce et de navigation conclu

entre la France et la Bulgarie, la France a permis à la Bulgarie — et une telle permission était nécessaire, étant donnée la situation diplomatique de la Bulgarie — de nommer des agents commerciaux ou consulaires dans toutes les villes ou ports de France ayant une importance pour son commerce. Cela est d'une grande importance pour la Bulgarie qui a besoin de renseignements certains sur l'état des marchés extérieurs où vont ses produits, sur les prix et les demandes de ceux-ci, d'autant plus que les moyens de renseignement direct des exportateurs bulgares sont presque insignifiants.

Reprenant cette clause, la Bulgarie a obtenu la même permission dans le traité qu'elle a passé avec l'Allemagne.

Il y a une autre clause qu'on retrouve également dans le traité conclu avec l'Allemagne, c'est celle d'après laquelle le traité s'étend ou s'étendra aux pays ou territoires unis actuellement, ou à l'avenir, par une union douanière, à l'une des parties contractantes, cependant la clause de la nation la plus favorisée ne s'appliquera pas aux faveurs spéciales résultant d'une pareille union.

Ainsi en réservant le cabotage aux nationaux la France a fait admettre que l'intercourse entre la France et l'Algérie sera assimilée au cabotage.

Malgré l'affranchissement complet dans certains cas de droit de tonnage et d'expédition, l'article 13

*in fine* stipule que les navires affranchis devront cependant payer les péages locaux institués en France, au profit des établissements publics.

L'article 14 donne le droit aux armateurs français, faisant un service régulier de bateaux entre la Bulgarie et la France, de louer dans le rayon des ports bulgares, pour leurs bureaux et magasins, des terrains même appartenant à l'Etat. Les magasins ainsi établis sont considérés comme entrepôts.

La même condition est prévue dans les traités avec l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie.

Le protocole final du traité, dans sa première partie, donne les dispositions concernant la perception des droits sur les marchandises françaises : calcul du poids net, les emballages, les échantillons envoyés par voie postale, magasinage, vérification des marchandises, échantillons de prix, échantillons de vins et spiritueux.

On y énumère les médicaments et spécialités pharmaceutiques dont l'introduction est permise en Bulgarie.

Les vins et spiritueux français introduits en bouteilles, s'ils proviennent des maisons suffisamment connues et dont l'espèce est indiquée sur l'étiquette, seront admis sans formalités. Si les boissons sont importées dans des tonneaux, il y a lieu à analyse, le refus après analyse doit être motivé.

Les produits alimentaires, accompagnés d'un cer-

tificat d'analyse émanant d'établissements ou de laboratoires désignés par le gouvernement français et agréés par le gouvernement bulgare, seront dispensés des formalités de l'analyse ; toutefois, l'administration bulgare conserve son droit de contrôle.

L'intérêt que la Bulgarie témoigne pour sa sériciculture ressort des dispositions sévères qu'on prend en ce qui concerne l'importation de la graine pour empêcher l'introduction de celle qui est de mauvaise qualité ou qui est simplement douteuse. L'importation de cet article français est permise et affranchie de droit de douane si les graines sont en sachets, suivant le système cellulaire Pasteur, avec papillon adhérent. Pour les autres graines, le gouvernement bulgare se réserve le droit de contrôle, lequel sera supprimé si l'administration française adopte le système de contrôle de l'école de Montpellier que le gouvernement bulgare a adopté.

Pour les épizooties, les deux parties contractantes ont convenu de ne s'appliquer réciproquement que les mesures édictées par leurs lois et règlements sanitaires respectifs.

Le traité contient deux annexes dans lesquels il y a l'énumération des marchandises bulgares et françaises qui bénéficient d'une exemption ou d'une réduction du tarif. Les articles bulgares qu'on retrouve dans l'annexe B, sont les matières premières nécessaires à l'industrie ou à l'agriculture française et pré-

cisément ceux dont la Bulgarie peut fournir la France.

Comme on le voit des articles d'exportation (v. chap. du commerce extérieur) ce sont les céréales et les légumes qui avec les peaux brutes, les œufs, les cocons et l'essence de rose constituent la presque totalité de l'exportation. La taxation de ces produits bulgares en comparaison de celle qui leur est faite en Allemagne et en Italie se trouve à la fin dans l'annexe III.

L'annexe A du traité donne les taxes réduites que les marchandises françaises utiles à l'agriculture et à l'industrie bulgare comme les graines à ensemençer, bulbes et oignons de plantes, arbustes et arbrisseaux, plantes de pépinière (tout ceci en se conformant aux prescriptions de la loi bulgare sur le phylloxera) laine d'alpaca, de vigogne, d'yack, laine fine dite mérinos et métis, poils de chameau, de cachemir, laine ordinaire de toute sorte. D'autres marchandises françaises sont admises en Bulgarie avec une diminution sur le tarif général dans un but de favoriser les produits français et comme compensation des faveurs cédées à la Bulgarie : conserves de viande, fromages, poissons préparés, certains fruits, vins de toutes sortes, spiritueux, huiles, bougies, chaux hydrauliques, peaux et articles de la peausserie, soie et articles de soie, ouvrages en laine, chanvre, confections.

Les dispositions du traité seront applicables en Algérie et pourront l'être aux colonies françaises ou pays de protectorat pour lesquels le gouvernement français en réclamerait le bénéfice.

Le traité conclu le 31 décembre-13 janvier 1906 restera exécutoire jusqu'au 28 février 1911 (n. s). Toutefois, les clauses en vertu desquelles les marchandises d'origine et de manufacture bulgare sont admises à l'entrée en France, en bénéfice des taxes les plus réduites pourront être dénoncées à toute époque par le gouvernement français et, dans ce cas, les dites clauses et le tarif des droits inscrits dans l'annexe A du traité cesseront d'être en vigueur un an après cette dénonciation. Les difficultés relatives à l'interprétation ou l'application du traité seront réglées par arbitrage. Un compromis doit être rédigé pour chaque affaire précisant le point à trancher, établissant la composition du tribunal arbitral et la procédure à suivre. Au cas où l'entente ne pourrait s'établir il y aurait lieu de suivre les règles prévues par la convention signée à la Haye le 29 juillet 1889 pour le règlement pacifique des litiges internationaux.

#### Italie

Le Traité de commerce, de douane et de navigation entre l'Italie et la Bulgarie est entré en vigueur

le 14 janvier 1906 et doit rester exécutoire jusqu'au 28 février 1911.

Dans ce traité il y a une annexe donnant les taxes réduites à percevoir des produits italiens en Bulgarie et une autre pour la taxation réduite des produits bulgares en Italie. Ces taxes sont consolidées par le traité, mais elles pourraient être abaissées dans le cas où une des parties contractantes les aurait abaissé pour un autre pays en vertu de la clause de la nation la plus favorisée.

Les marchandises italiennes auxquelles on a accordé une diminution de tarif en Bulgarie sont les articles de la peausserie, les marchandises textiles et denrées coloniales. Il y a certains articles qui sont affranchis de tout droit de douane : marbre, albâtre et granit bruts, la graine, des vers à soie sélectionnée d'après le système Pasteur et importée en Bulgarie avec le papillon déposant dans le sachet. Le contrôle de la graine n'a pas lieu si elle est accompagnée d'un certificat délivré par les observatoires bacologiques, autorisés par le gouvernement italien, établissant que le contrôle a déjà été fait par les autorités italiennes. La taxation des produits bulgares en Italie est indiquée dans l'annexe à la fin de l'ouvrage.

Au traité on a annexé une déclaration pour ce qui a trait aux mesures de précaution contre l'importation et la propagation d'épizooties. On a arrêté que les sujets de chacune des parties rempliront récipro-

quement dans le territoire de l'autre les mêmes obligations et auront les mêmes droits, faveurs et exemption dont jouissent dans ces territoires en matière de commerce des animaux, des peaux et autres produits bruts d'animaux les propres nationaux dans ce genre de commerce. Ces dispositions avec celles de la convention spéciale de police vétérinaire, conclue pendant l'année 1906, faciliteront et développeront l'exportation du bétail bulgare vers l'Italie.

Le traité Italo-bulgare est particulièrement intéressant en ce qui concerne l'arbitrage qu'il institue entre les deux pays par suite du grand nombre de cas qu'il soumet à l'arbitrage et qui a très nettement le caractère obligatoire : « Si des contestations venaient à surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent traité y compris le tarif, le protocole final et les déclarations ainsi que toutes les questions concernant l'exercice du commerce entre les deux pays et que l'une des parties contractantes demande qu'elles soient soumises à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre partie devra y consentir, même pour la question préjudicielle de savoir si la contestation est de nature à être déférée à un tribunal arbitral. Ce tribunal sera constitué pour chaque contestation et comprendra 3 personnes. Il y a enfin d'autres dispositions relatives à la procédure du tribunal, aux frais, etc.

### Russie

Par le traité de commerce et de navigation entre la Russie et la Bulgarie, il est entendu qu'on ne considérerait pas comme inobservations du traité : 1° Les concessions faites ou à faire pour l'importation ou pour l'exportation au gouvernement d'Arkhangelsk ainsi que pour le littoral du Nord et de l'Est de la Russie d'Asie ; 2° les dispositions spéciales contenues dans le traité passé en 1838 entre la Russie et la Suède-Norvège ; 3° les conditions du commerce entre la Russie et les Etats ou possessions asiatiques.

Dans le protocole final on convient 1° que le pétrole et les autres produits minéraux destinés à l'éclairage pourront être taxés en douane, après entente préalable entre les deux pays, en prenant pour base 100 kilogrammes ou 125 litres à 15° centigrades considérés comme équivalent ; 2° que les taxes intérieures (accise, octroi) peuvent être perçues en Bulgarie sur les articles russes même non produits en Bulgarie à condition toutefois que ces taxes ne soient pas perçues à un taux moins élevé sur les produits similaires des autres pays.

Il n'est fait aucune mention d'arbitrage.

La durée du traité va du 1-14 mars 1905 au 1-14 mars 1910.

### Allemagne.

Le traité de commerce, de douane et de naviga-

tion entre l'Allemagne et la Bulgarie stipule que dans le cas où on aurait introduit un tarif différentiel pour les marchandises à l'égard de leur origine, les deux pays auront le droit de demander des certificats d'origine.

A condition que l'identité des produits ne soit pas douteuse, pourront être importés et exportés sans aucun droit de douane : 1° toutes les marchandises à l'exception des céréales qui, provenant de l'un des pays, sont envoyées aux marchés et foires de l'autre, ou qui seraient envoyées dans les entrepôts de l'autre partie, à condition qu'elles seront réexportées dans un délai fixé d'avance ; 2° les objets envoyés de l'un dans l'autre pays pour être réparés, pourvu que leur nature et leur nom commercial soit conservé et qu'on ne leur ajoute pas de parties essentielles nouvelles soumises au droit d'importation ; 3° tous les objets d'emballage importés du territoire de l'une des parties dans l'autre dans le but de servir à l'exportation de cette dernière partie. La Bulgarie obtient la permission d'avoir, dans les principaux centres commerciaux allemands, des agents consulaires et commerciaux.

La clause de recours à l'arbitrage en cas de difficulté est à remarquer par sa tendance à limiter les cas prévus comme pouvant être réglés par une cour arbitrale. Le recours à l'arbitrage est prévu à la demande de l'une des parties contractantes pour les

difficultés pouvant surgir dans l'interprétation ou l'application des taxes prévues dans les annexes du traité, les dispositions du protocole final, ainsi que le montant des tarifs conventionnels passés entre les deux pays et les autres puissances. Les autres discussions survenues entre les deux parties à propos de l'interprétation ou de l'application du traité, ne peuvent être soumises au tribunal arbitral qu'après une entente spéciale entre les deux gouvernements. Rien de particulier à signaler en ce qui touche la composition du tribunal, la procédure à suivre, la répartition des frais.

Dans une des annexes du traité, on trouve les taxes abaissées à percevoir des produits allemands le plus souvent importés en Bulgarie intéressant particulièrement l'exportation allemande : objets de l'industrie métallurgique et métallique, produits textiles, couleurs et laques, articles de la peausserie. Les marchandises allemandes, admises en franchise de droit à leur entrée en Bulgarie, ne sont pas nombreuses et à part les livres, ont toutes trait à l'industrie telles : pots usités dans la fonte des métaux, cornues et autres objets résistant à une haute température, moteurs de toutes sortes (à l'exception des turbines à eau) même unis à des machines, chaudières, machines électriques, machines-outils, compresseurs, machines frigorifiques, machines usitées

dans la fabrication de la bière, du papier, dans les raffineries de sucre, dans les distilleries.

Une autre annexe donne la taxation réduite des produits bulgares à leur entrée en Allemagne. Les taxes des plus importants articles sont indiquées dans l'annexe III de cet ouvrage, en même temps que les taxes à payer par les mêmes objets en France et en Italie. On remarque que les meilleures conditions sont faites aux animaux, viandes, volaille, plumes, œufs en Italie et Allemagne; au froment, orge, gruau en Allemagne; aux graines de sésame, colza, moutarde, chanvre, lin en France et en Allemagne; aux semences des plantes potagères en Italie; au son en France et Allemagne; à l'essence de rose en France.

Le traité sera applicable aux pays qui sont ou seront à l'avenir liés avec les parties contractantes par une union douanière.

Le traité est conclu pour la période du 1<sup>er</sup>-14 janvier 1906 au 14-28 février 1911.

#### **Angleterre.**

La convention commerciale, douanière et de navigation entre l'Angleterre et la Bulgarie est accompagnée d'une annexe contenant l'énumération des marchandises anglaises qui bénéficient d'une réduction de droit à leur entrée en Bulgarie. La place prépondérante dans cette annexe est donnée aux ma-

tières et produits textiles, ces articles constituant surtout l'importation anglaise en Bulgarie. Les produits de l'industrie métallique, chimique et de la peausserie s'y trouvent aussi. Certaines machines agricoles sont admises en franchise de droit.

Le traité n'est pas applicable aux colonies ou pays de protectorat anglais de plein droit, pour cela il faut que les colonies en fassent la demande à Sophia dans l'année qui suivra la ratification du traité, cependant les produits des colonies et des pays de protectorat anglais jouiront sans aucune condition et intégralement, de la clause de la nation la plus favorisée, si en revanche ces pays accordaient la jouissance de la même clause aux produits bulgares sur leur territoire. Les mêmes dispositions sont applicables à l'île de Chypre. En ce qui concerne l'établissement du tribunal arbitral, les cas à soumettre, la procédure, etc., les dispositions sont les mêmes que dans le traité passé avec l'Allemagne.

La convention conclue le 9 décembre 1905 est applicable du 1<sup>er</sup>-14 janvier 1906 au 1<sup>er</sup>-14 janvier 1911.

#### **Roumanie.**

Il n'y a rien de particulier à signaler, à part la clause que, dans le cas où l'une des parties aurait établi un droit différentiel d'importation d'après l'origine des marchandises, on lui réserve le droit de demander des certificats d'origine.

les marchandises provenant de Roumémie Orientale, Macédoine et Serbie traitées au point de vue des douanes mieux que les marchandises des autres pays. Jusqu'au mois de mai 1880 les marchandises de Roumémie Orientale et de Macédoine entraient en Bulgarie sans payer aucun droit d'importation.

Comme la Bulgarie n'a pas réussi à obtenir la réciprocité dans cette matière elle changea de conduite et une circulaire ministérielle ordonna la perception d'un droit de 8 0/0 *ad valorem* sur les marchandises venant de Macédoine ; c'était le régime appliqué aux marchandises bulgares en Turquie. Quant aux marchandises provenant de Roumémie Orientale on distinguait : les spiritueux payant 8 0/0 *ad valorem* et tous les autres produits ne payant que 5 0/0. Au mois d'octobre 1881 les gouvernements bulgare et rouméliote convinrent l'exemption des droits de douane pour les marchandises des deux pays à l'exception de 1° vin, alcool, spiritueux, tabac, sel rouméliotes payant en Bulgarie 8 0/0 et en plus l'accise : 2° alcool, spiritueux, sel, bétail bulgares payant en Roumémie 8 0/0. Cet arrangement n'était pas profitable à la Bulgarie, car on taxe le bétail l'un des articles le plus importé en Roumémie Orientale et de là en Turquie, mais le gouvernement bulgare y consentit car le gouvernement rouméliote avait promis d'obtenir du gouvernement turc une approbation pour un arrangement postérieur d'après lequel le bétail bulgare

La durée de l'application du traité est du 1<sup>er</sup> janvier 1908 au 1<sup>er</sup> janvier 1911.

Les relations douanières entre la Bulgarie et la Roumanie ont passé par les mêmes phases que celles avec la Serbie, sauf que les produits roumains n'étaient pas surtaxés de 5 0/0 *ad valorem*.

#### **Turquie.**

La Convention de commerce avec la Turquie (1), présente un plus grand intérêt à cause des clauses particulièrement importantes qu'il renferme et qui concerne le commerce bulgare. Nous avons jugé utile d'en faire une étude spéciale. De même l'histoire des relations douanières avec la Turquie étant très caractéristique dans ses variations nous l'exposons à part.

*Historique.* — La principauté bulgare organisée par le traité de Berlin n'était pas une unité nationale, car des éléments bulgares étaient dispersés en Macédoine, Roumélie orientale, Serbie (Niche) et Roumanie (Dobroudja).

Avant 1878 une vie économique commune reliait tous ces groupements et elle ne pouvait cesser brusquement comme l'avait fait la vie politique. Aussi voyons-nous les premières années de l'indépendance

(1) Cette convention est appelée dans le langage diplomatique « arrangement » vu la situation particulière qu'occupait la Bulgarie envers l'empire ottoman.

serait exempté comme les autres marchandises. Comme l'affaire traînait sans résultat en 1884 le gouvernement bulgare dénonça cette convention et appliqua aux produits rouméliotes le tarif de 24 II 1883 qu'on appliquait aux marchandises importées de Turquie, Roumanie et Serbie et des autres puissances qui n'ont point de convention de commerce avec la Bulgarie ». Cette mesure assez rigoureuse dura peu et au mois d'octobre de la même année le gouvernement rouméliote consentit à laisser entrer toutes les marchandises bulgares y compris le bétail en franchise. En revanche les marchandises rouméliotes en Bulgarie étaient exemptées des droits de douane à l'exception du sel, tabac, vin, alcool, spiritueux qui étaient taxés d'accise au taux de 10 0/0 *ad valorem*. Cet arrangement très profitable à la Bulgarie lui permettant par cette voie détournée d'importer en Turquie surtout le bétail et les aliments sans rien payer, ne dura que jusqu'en septembre 1885 époque où survint la réunion de la Roumélie Orientale à la principauté.

Pour les marchandises provenant des autres parties de l'empire ottoman les changements dans le régime douanier n'étaient pas moins nombreux. Tout d'abord les marchandises turques, et à partir de 1880 les marchandises macédoniennes étaient taxées de 8 0/0 *ad valorem*. En 1883 (24 II) on appliqua aux produits turcs le tarif fait pour les pays n'ayant pas

de conventions commerciales avec la Bulgarie, mais au mois d'avril de l'année suivante ce tarif fut remplacé par l'ancien système de 8 0/0 *ad valorem* qui resta en vigueur jusqu'aux événements politiques de septembre 1885. A partir de cette date les relations douanières deviennent très instables et indécises. Ainsi par exemple du 13 janvier au 13 juin 1886 les marchandises turques entraient en Roumélie Orientalesans payer les droits de douane en vertu de la réglementation antérieure au septembre 1885. Depuis le 18 juin 1886 on applique aux produits turcs entrant en Roumélie Orientale le tarif de 1883 (24 février). Le 4 février 1887 on change de nouveau et sauf le tabac, le sel, la poudre et les spiritueux, restant soumis à l'ancien régime, toutes les marchandises turques devaient payer 5 0/0 *ad valorem*. Le 22 février 1888 on affranchit les marchandises turques de tout droit d'entrée, mais le 15 avril 1888 on soumet d'après l'arrangement survenu entre les gouvernements bulgare et ottoman les produits turcs à un droit de 8 0/0 *ad valorem*. En 1895 ce taux fut élevé jusqu'à 10 1/2 0/0.

En 1897 les droits de douane ont été de nouveau majorés et si certains produits payaient encore 8 0/0, ils étaient peu nombreux et surtout peu exportés de Turquie. D'autres comme les fruits frais, les arachides, les produits farineux payaient 10 1/2 0/0 et c'était encore peu élevé en comparaison des autres produits qui comme les ouvrages en bois ou le poisson payaient

12 0/0 et le cuir à semelles 16 0/0, les produits non dénommés étaient taxés de 14 0/0. En somme les droits étaient supérieurs à la taxe de 10 1/2 0/0 qui existait avant 1897. Cette rapide et considérable progression avait produit son résultat et on a assisté à une vive décroissance de l'importation turque en Bulgarie. Tandis qu'avant 1894 elle était voisine à 10,6 millions de francs, elle baisse à partir de 1895, pour cette année elle est de 8,8 millions, et en 1900 elle n'est plus que de 4,6 millions. Cette situation était d'autant plus mauvaise pour la Turquie qu'elle n'avait pas changé les droits portant sur les produits bulgares et que ces derniers continuaient à payer une taxe de 8 0/0. Alors la Turquie eut l'intention d'appliquer à la Bulgarie un tarif différentiel. Pour éviter cela le gouvernement bulgare signa avec la Turquie un arrangement (15 décembre 1900) d'après lequel les produits bulgares : le petit bétail, les céréales et les farines et les produits turcs : coton, fil à tisser, le savon et les peaux brutes ou travaillées devaient payer 8 0/0 *ad valorem*. Toutes les autres marchandises d'origine et de production bulgare et turque ne devaient rien payer. Pour les produits turcs en Bulgarie c'était une taxe abaissée, tandis que pour les produits bulgares en Turquie il n'y avait aucun avantage particulier, vu que les produits des autres Etats payaient à leur entrée en Turquie la même taxe de 8 0/0. Les deux pays se réservèrent la liberté de la

taxation pour les boissons alcooliques, le sel et le tabac, et la Bulgarie les avait taxés d'accise et d'octroi. Mais une grande partie de l'importation turque en Bulgarie échappait à ces taxes quoique celle des autres pays y était soumise : huile pour la consommation, les pâtes sucrées telles que « loukoum », « halva » et les bonbons. Par cette nouvelle situation on a beaucoup favorisé en Turquie la production des sucreries et par répercussion l'industrie bulgare en a souffert, elle ne pouvait lutter contre la concurrence turque puisqu'en Bulgarie le sucre importé payait un accise élevée et par ce fait la fabrication devenait onéreuse tandis que le sucre en Turquie ne supportait pas d'accise et les produits sucrés importés en Bulgarie en étaient exempts. Favorisée par ces dispositions l'importation turque en Bulgarie a vite progressé.

En 1901 elle est déjà à la même somme qu'avant 1895 savoir 10.060.000 francs, en 1905 elle monte à 16.872 000 francs. En 1904 la Turquie a importé pour 17.025.465 francs dont 12.063.190 francs de marchandises sans aucune taxe (ni droit d'entrée ni accise, ni octroi), 2.597.207 francs de marchandises avec un droit réduit. La Bulgarie pendant la même année a importé en Turquie pour 19.400.000 francs dont 10 millions sans taxation et pour 9.352.625 francs de céréales, farines, et petit bétail. Les céréales et le bétail, principaux objets de l'exportation

bulgare en Turquie ne bénéficiaient d'aucune réduction sur le régime du droit commun, tandis que la Bulgarie au contraire faisait d'excellentes conditions aux marchandises turques.

Pour aboutir à une plus grande équité dans les concessions réciproques, et en seconde ligne pour supprimer les difficultés souvent provoquées par la mauvaise rédaction de l'arrangement on s'est mis d'accord pour reviser et remanier l'entente de 1900.

*Arrangement de 1906.* — On est arrivé le 30 décembre 1906 à un nouvel arrangement entré en vigueur depuis 1907. Il supprime les points litigieux et surtout opère une transformation des taxes perçues. Certains produits turcs auparavant dégrevés d'accise la payeront et par contre les produits bulgares auparavant frappés des mêmes droits que les produits similaires des autres nations ne payeront plus qu'un droit réduit. Cet arrangement prévoit dans ses articles 1 et 2 plusieurs catégories de marchandises « d'origine et de manufacture » de l'une des parties contractantes importées dans l'autre. 1° Marchandises (bulgares et turques) ne payant pas de droits et ne remplissant pas de formalités (v. annexe IV). 2° Celles (bulgares et turques) ne payant pas de droits si elles sont accompagnées d'un certificat d'origine, dont le modèle est indiqué dans l'arrangement (v. annexe IV). 3° Celles d'origine turque qui auraient à payer « en Bulgarie et en Roumélie Orien-

tale » un droit réduit remplaçant l'ancien 80/0 *ad valorem* (v. annexe IV). 4° Celles d'origine bulgare qui payeront en Turquie un droit consolidé de 80/0 *ad valorem* (céréales, farines, peaux de mouton ou de chèvre demi fabriquées, chaussures du ressort des cavafs). 5° Celles qui payeront à l'entrée dans un des pays contractants un droit seulement sur la matière première (v. annexe IV). 6° Celles d'origine turque qui seront taxées en Bulgarie d'un droit global représentant l'ensemble du droit d'entrée, d'accise et d'octroi (huile d'olive, sesame, noix, et de pavot) ou bien l'ensemble du droit d'entrée et d'octroi (raisin sec) l'accise n'étant pas perçue. 7° Celles d'origine turque qui devront payer en Bulgarie une taxe globale représentant l'accise et l'octroi payés par les mêmes produits des pays étrangers (confitures, bonbons, fruits glacés, rahat-lonkoum, halva (1). Toutes les marchandises, sauf celles de la première catégorie jouiront du traitement différentiel à la condition d'être accompagnées d'un certificat d'origine conformément au modèle contenu dans l'annexe XI de l'arrangement, et en général pour pouvoir jouir de la franchise ou de la taxation réduite stipulées aux arti-

(1) Ces mêmes produits bulgares, accompagnés d'un certificat d'origine sont exemptés de taxes en Turquie, car dans ce pays on ne perçoit ni accise, ni octroi et il n'y a pas de raison pour taxer les produits venant de Bulgarie plus que ceux venant d'autres pays.

cles 1 et 2, toutes les marchandises doivent être importées du pays d'origine directement, dans le cas où elles auraient traversé le territoire d'une tierce puissance elles pourraient bénéficier de ces avantages seulement si elles n'étaient pas rentrées dans les entrepôts du territoire précité et si pendant le transit elles n'avaient été ni déchargées, ni transbordées, ni manipulées. Pour éviter aux commerçants des frais supplémentaires pour la livraison des certificats d'origine, dont on désire le développement, on a stipulé que ces certificats ne payeront aucun droit d'enregistrement, de timbre ou autres. Dans le cas d'irrégularité dans les certificats d'origine où les factures pouvant induire en erreur sur la provenance des marchandises on a convenu d'appliquer le régime douanier en vigueur dans chacun des pays pour les marchandises similaires les plus favorisées.

En outre, des avantages stipulés dans les articles 1 et 2 les deux parties contractantes adoptent la clause que toute réduction accordée aux marchandises similaires des autres puissances leur profitera sans aucune formalité ni compensation. Les deux gouvernements se sont réservé le droit d'apporter aux annexes de l'arrangement, qui énumèrent les marchandises devant bénéficier du tarif abaissé, d'un commun accord, les changements propres à favoriser le commerce des produits du sol ou de l'industrie.

Quant aux marchandises non mentionnées dans l'arrangement elles seront taxées dans les deux pays avec les droits perçus sur les marchandises similaires les plus favorisées des pays étrangers.

Toutefois on a maintenu l'ancien état des choses pour le sel, le tabac, l'alcool, les boissons alcooliques de toutes sortes et les deux parties contractantes resteront libres d'arranger, comme bon leur semble l'imposition de ces articles sans distinction de provenance.

On exonère de taxes les emballages qui après avoir servi à l'importation sont réexportés.

Les marchandises des pays contractants ne doivent payer dans l'autre pays aucun droit de transition ni autre taxe analogue. Pour tout ce qui concerne les formalités et opérations douanières leurs marchandises jouiront du traitement le plus favorable en vigueur dans le territoire des deux parties.

Sans porter préjudice aux arrangements spéciaux concernant le traitement douanier du trafic sur les chemins de fer on a admis que les marchandises soumises sur le territoire de l'une des parties au traitement de « l'acquit-à-caution » et ayant déjà été mises sous scellés ne seront point déballées dans le territoire de l'autre partie et les scellés et plombs trouvés intacts, ne seront pas remplacés s'il a été satisfait aux exigences du contrôle.

On prend l'engagement de coopérer pour prévenir

et punir la contrebande à leurs dépens communs.

Les échantillons importés par les négociants, fabricants ou industriels seront de part et d'autre admis en franchise, mais on doit les réexporter dans un délai de 6 mois et leur identité ne doit pas être douteuse.

Les dérogations à la règle qu'on ne doit pas apporter des empêchements à la liberté du commerce qu'on prévoit dans l'arrangement sont les mêmes que celles indiquées dans les autres traités (voir *Stipulations communes des Traités*).

En vue de favoriser les relations commerciales et de faire connaître les produits des deux pays par les commerçants les chambres de commerce existant dans l'un des deux pays contractant ont le droit d'ouvrir dans l'autre des musées commerciaux. La Banque Nationale bulgare et la Banque Impériale ottomane peuvent établir des succursales à Constantinople et à Sophia. Les sociétés commerciales financières, industrielles ou d'assurance domiciliées dans l'un des deux pays et y ayant une existence légale, auront par cela même le droit, dans l'autre pays, d'ester en justice devant les tribunaux locaux soit comme demandeurs soit comme défendeurs.

Une entente postérieure doit régler la question de protection des marques de fabrique et de commerce, mais en attendant les ressortissants res-

pectifs jouissant de la même protection que les indigènes.

Dans les annexes XII et XIII de l'arrangement on trouve des dispositions particulières relatives au trafic des districts (okolia et kaaza) limitrophes. Les dispositions générales de l'arrangement appliquées dans ce cas auraient été un grand empêchement pour la marche régulière de la vie quotidienne et ceci serait d'autant plus difficile que la frontière est d'une grande étendue et les relations commerciales entre les populations des deux côtés de la frontière sont nécessitées dans une certaine mesure par la plus grande commodité du trafic étant donné le terrain montagneux et de là la difficulté de communication. A cette cause vient s'ajouter une autre, savoir qu'il y a 30 ans encore ces habitants étaient sous le même souverain et qu'ils présentent un mélange de turcs et de bulgares très souvent unis par le lien de parenté. Enfin on n'a pas craint de donner certaines facilités pour ces régions étant donné que ce commerce satisfait seulement des besoins locaux. Ainsi sont dispensés de droit de douane et de toutes autres taxes à l'importation : céréales et farines jusqu'à concurrence de 500 piastres (105 francs), effets des voyageurs, voitures servant de transport, bétail de somme et de trait, ameublement des habitants établissant leur domicile dans l'autre pays, trousseaux des fiancées et nouvelles mariées, bétail conduit d'un

des pays dans l'autre à l'aïouage le pâturage pendant l'hiver.

Pour jouir de ce traitement favorable les bénéficiaires doivent être munis d'un certificat délivré par les autorités locales, légalisé par la douane de sortie et indiquant que les marchandises proviennent effectivement des okolia et kaaza limitrophes.

Les habitants des okalia et kaaza limitrophes peuvent circuler librement dans le territoire de l'autre partie s'ils sont munis d'un passeport (valable pour 15 jours) délivré par l'autorité communale et visé par les douanes compétentes.

Afin d'écarter l'inconvénient de la culture et l'exploitation des propriétés mixtes (situées une partie en territoire bulgare, l'autre en territoire turc) et ces facultés seront transmises aux héritiers légitimes ou donataires des propriétaires actuels que les propriétaires des terrains mixtes avec la feuille de route, valable un an, délivrée (gratuitement) par les douanes du pays dont le propriétaire n'est pas sujet peuvent traverser librement la frontière et transporter en toute franchise les instruments aratoires et tous les objets nécessaires à la culture des terres, les produits du sol, sauf le tabac, les matériaux de construction.

Le bétail importé pour le besoin de l'exploitation des propriétés mixtes doit être réexporté dans le délai de 2 mois. L'exploitation des forêts sera autorisée aux mêmes conditions que pour les indigènes.

Dans les relations commerciales entre la Bulgarie et la Turquie la voie maritime contribue pour une large part. En vue de faciliter le commerce maritime on a inséré dans l'arrangement une annexe XIV concernant la navigation. Quoique la marine marchande bulgare soit à l'état embryonnaire elle profitera de ce régime car elle trafique précisément vers les ports de l'empire ottoman.

Les bateaux sous pavillon ottoman dans les eaux bulgares et ceux battant le pavillon bulgare dans les eaux turques et celles de ses provinces jouiront réciproquement en ce qui concerne le cabotage, le permis d'acostage et de départ, l'entrée et la sortie du port, l'encrage, le pilotage, le remorquage et les phares, les formalités du passage des détroits du Bosphore et des Dardanelles, la quarantaine, la désinfection, le transbordement et le passage d'un port à l'autre, les facilités à accorder dans les chantiers et la sortie sur lest, ainsi qu'en cas de naufrage, d'échouement, de relâche forcée et de sauvetage et toutes autres formalités et opérations de navigation du même régime et des mêmes avantages que les bateaux indigènes. Les autorités des ports bulgares et turcs n'exigeront des bateaux respectifs d'autres papiers de bord et rôle d'équipage que ceux originellement délivrés à leurs ports d'attache et établissant leur nationalité. On énumère les droits à payer par les bâtiments dans les deux pays et on stipule finale-

ment que les exemptions ou facilités accordées dans l'avenir aux bateaux nationaux seront applicables aux bateaux de l'autre partie contractante.

Les deux gouvernements se réservent la liberté d'introduire pendant la durée de l'arrangement des modifications ou stipulations nouvelles, de commun accord, si elles sont motivées par la pratique du service douanier ou reconnues utiles pour le commerce et l'industrie des deux pays.

Les produits admis, en vertu de l'arrangement, en Bulgarie en franchise sont pour la plupart des objets communs à la Bulgarie et à la Turquie et dont on ne craint pas la concurrence, ou bien ce sont des matières premières nécessaires à l'industrie bulgare, ou bien encore ce sont des objets ne pouvant être produits en Bulgarie et d'une utilité reconnue. C'est surtout la dernière catégorie d'objets qui compose la plus grande partie de l'exportation turque pour la Bulgarie et de ce chef le commerce turc est favorisé par le traité.

Ces concessions ont été faites à la Turquie en vue de certains avantages que la Bulgarie a obtenus pour ses produits qu'elle exporte en Turquie et parce que la Turquie a consenti qu'on taxe certains de ses produits qui avant le traité étaient affranchis. Ainsi la Bulgarie pourra introduire en Turquie en franchise : huile de colza, cire d'abeilles, chandelles de suifs et cierges, essence et eau de rose, margarine, vinaigre

sucres et ses produits, savon, parfumerie, carton ordinaire, mais ce qui constitue un réel avantage c'est la faculté pour la Bulgarie d'envoyer à la Turquie en franchise le bétail aussi bien le gros que le petit, et avec une taxe réduite sur le régime du droit commun, les céréales (1) et leur farine, ces deux articles composant la plus grande partie de l'exportation bulgare en Turquie.

D'un autre côté nous voyons que les cuirs et peaux travaillés ou demi travaillés, les articles en coton, le sucre et ses produits et autres encore d'origine turque qui avant 1906 étaient admis en franchise en Bulgarie doivent payer le droit d'entrée ou une autre taxe.

Cet arrangement qui présente de solides avantages pour le commerce bulgare est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1907 et aura force exécutoire jusqu'à dénonciation avec un an de préavis. Malheureusement le gouvernement jeune-turc parle déjà d'une élévation des droits d'importation et de l'établissement de certains monopoles d'état, elle aura lieu probablement sous peu et cela entraînera des modifications à l'arrangement de 1906 qui pourront être moins avantageuses pour la Bulgarie.

(1) Les céréales bulgares paient 8 0/0 *ad valorem* tandis que les mêmes produits des autres pays paient 11 0/0.

### Serbie

*Historique.* — Depuis 1878 les produits serbes payaient en Bulgarie 5 0/0 *ad valorem* et ce régime dura jusqu'au 2 mai 1882 après quoi on élève le taux du droit d'importation à 8 0/0 *ad valorem*. Le 24 février 1883 on lui applique le tarif spécifique qui est changé au mois d'octobre 1883 et remplacé par l'ancien régime — 8 0/0 *ad valorem*. Le 2 avril 1884 on change de nouveau et on reprend le tarif du 24 février 1883. Après la guerre avec la Serbie en 1885 le gouvernement bulgare taxe les marchandises serbes d'après ce même tarif en ajoutant une surtaxe de 5 0/0 *ad valorem* pour répondre aux représailles serbes vis à vis des produits bulgares. A partir de 1895 les marchandises serbes sont taxées de 10 1/2 0/0 *ad valorem* plus 5 0/0 de surtaxe. En 1897 (1<sup>er</sup> janvier) on élève les droits à 14 0/0 + 5 0/0 et le 1<sup>er</sup> avril 1897 la Bulgarie conclut une convention de commerce avec la Serbie analogue à celles passées avec les autres puissances.

*Projet d'union douanière.* — En l'absence de traité de commerce avec la Serbie nous étudierons le projet d'un traité d'union douanière signé entre les deux États en 1905 et qui n'a pu être mis en exécution à cause de l'opposition irréductible de l'Autriche-Hongrie. Il est très significatif comme indication de la tendance dans la politique douanière entre les deux pays voisins.

M. Martens en parlant de ces unions s'exprime ainsi : « elles ne sont de par leur nature possibles qu'entre des États plus ou moins homogènes, ayant non seulement des relations réciproques commerciales, mais surtout des tendances nationales identiques ». Ces conditions existaient et existent réellement entre la Bulgarie et la Serbie et leurs aspirations y auraient trouvé entière satisfaction. Les deux pays sont essentiellement agricoles et leur exportation de céréales et bétail n'aurait pas été contrariée par cette union. Leur industrie encore à l'état embryonnaire ne peut satisfaire le marché national par conséquent n'irait pas concurrencer de ses produits l'industrie de l'autre pays. L'examen du commerce extérieur de ces deux pays montre à peu de chose près les mêmes articles d'importation et d'exportation et dans la même proportion. Dans leurs relations avec les autres puissances les deux pays réunis, représentant une unité plus grande, ne pouvaient que tirer des avantages. Enfin leurs tendances nationales n'étaient pas en contradiction. Malgré les conflits fréquents qui surgissent depuis 1885 on ne peut dire que ces tendances soient irréconciliables, car ces conflits sont sciemment provoqués par la politique autrichienne. Les esprits clairvoyants des deux pays voient dans leurs voisins des amis et non pas des rivaux comme on les considère d'habitude, à cause de la malheureuse question macédonienne.

Dans le préambule du projet on affirme le désir des deux gouvernements d'amener leurs pays au rapprochement économique le plus étroit et à l'union douanière complète. La Bulgarie et la Serbie constituent une union douanière avec un domaine commercial commun pour l'échange mutuel de leurs produits en maintenant à l'égard de l'étranger, et seulement jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1917, des tarifs douaniers distincts. Après cette date la fusion au point de vue douanier devait être complète.

Le transport des marchandises ne devrait être empêché par aucun droit de douane ni autres taxes sauf dans le cas de monopole d'État (importation défendue) de marchandises qui sont frappés d'impôts intérieurs (accise, octroi) des produits d'origine étrangère et qui à l'importation sur le territoire des États-Unis sont soumis à certaines taxes.

On avait prévu la nomination d'une commission de 6 membres (3 bulgares et 3 serbes) qui devait : 1<sup>o</sup> solutionner les difficultés se produisant à propos du traité ; 2<sup>o</sup> exécuter et appliquer uniformément le traité et les lois de douane ; 3<sup>o</sup> étudier et offrir aux deux gouvernements des projets de lois relatifs à la politique douanière ; 4<sup>o</sup> élaborer les projets des traités que les États-Unis conclueront avec les autres puissances après 1917.

On promettait d'entrer en union dans le courant de l'année 1906 pour les chemins de fer et on prépa-

rait une union monétaire basée sur les principes admis par l'union latine.

Le traité devait être applicable dans les pays qui, entrèrent dans le domaine douanier de l'un ou de l'autre des Etats-Unis.

Voilà quel était le projet du traité d'union douanière qui était si vivement désiré par les deux pays. Il n'a pas été soumis pour la ratification à la Skoupchtina, car on a vu que l'Autriche-Hongrie ne consentirait en aucune façon à son application, mais s'il avait été présenté il aurait eu le même succès que dans le Sobranié, en Bulgarie, où il a été adopté sans débats et à l'unanimité.

L'Autriche-Hongrie justifiait son opposition en affirmant que le nouvel état de choses rendait illusoire la clause de la nation la plus favorisée dont elle bénéficiait en Serbie. Mais au lieu de demander l'application de cette clause en ce qui concerne les avantages donnés à la Bulgarie, elle demandait tout simplement la non-application du traité serbo-bulgare. D'après les règles du droit des gens, l'Autriche-Hongrie n'avait pas le droit de demander l'application de la clause de la nation la plus favorisée, car là où l'union douanière existe il ne peut être question d'invoquer cette clause. Et l'Autriche-Hongrie devait connaître ces règles auxquelles elle s'était soumise sans protestation en 1853, se trouvant dans la même situation par rapport de l'union douanière alle-

mande. La vraie raison qui faisait agir l'Autriche-Hongrie c'est que, considérant les Etats balkaniques comme ses vassaux économiques, elle voyait par suite de cette union ses intérêts économiques, plus encore ses intérêts politiques, compromis. L'Autriche-Hongrie prétendait encore que l'union projetée n'était pas à vrai dire une union douanière et qu'on avait trouvé cette forme pour cacher leur vraie intention, celle de nuire à ses intérêts. Du court exposé des clauses principales du projet, on voit cependant qu'aucun doute n'est possible là-dessus et que c'était bien une union douanière que la Serbie et la Bulgarie voulaient faire.

Cette union douanière aurait pu être le prélude d'une autre bien plus importante, réunissant tous les pays balkaniques (Bulgarie, Serbie, Roumanie, Turquie, Grèce, Monténégro). L'idée d'une telle union douanière fait son chemin et elle a des partisans sérieux en Bulgarie, Serbie et Roumanie.

Les petits Etats balkaniques ne peuvent qu'en tirer profit, au double point de vue économique et politique.

Maintenant que l'indépendance de la Bulgarie vient d'être reconnue officiellement par tous les grands Etats européens, celle-ci, plus libre, peut, en faisant tous ses efforts pour atténuer ou même supprimer les conflits perpétuels qui existent entre les petits Etats balkaniques, enlever tout sujet de main-

mise sur eux par les grands Etats, et si le rêve de l'union douanière est réalisable et durable nous espérons que la Bulgarie aura une large part dans son élaboration et dans son développement rationnel.

Vu :

*Le président de la thèse,*

CH. TRUCHOY.

Vu :

*Le Doyen,*

CH. LYON CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*

L. LIARD.

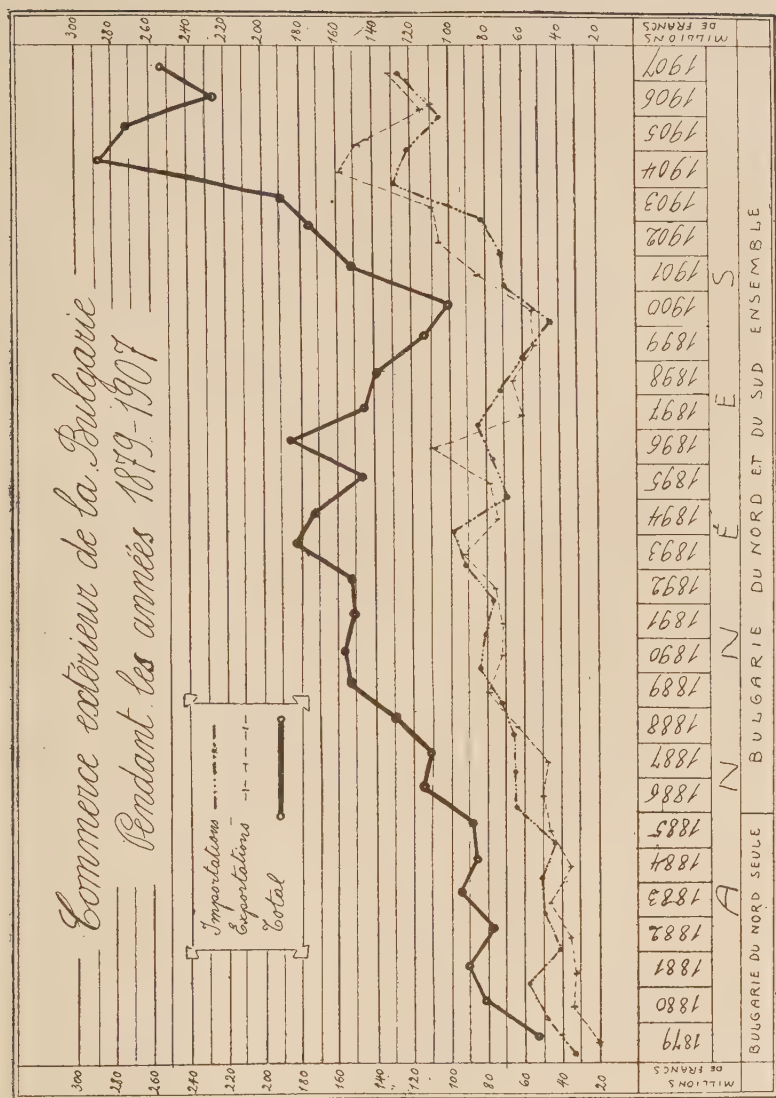
1 : 1,000,000

ROUMANIE



ADRIANOPLE  
TURQUIE

MER NOIRE





## BIBLIOGRAPHIE

---

Collection du *Moniteur officiel du commerce*.

Collection des *Rapports commerciaux* des agents diplomatiques et consulaires de France.

*Annales du commerce extérieur*, 1908.

Collection du *Journal officiel de la République française*.

*La Bulgarie contemporaine*, Bruxelles, 1905.

Aperçu général sur le commerce extérieur de la Bulgarie. Bruxelles, 1906.

Garchitch. — L'union douanière serbo-bulgare, (*Revue générale du droit public*, 1907).

Publications en bulgare :

Collection des *Statistiques du commerce*, Sophia, publications de la direction générale des statistiques, 1880-1906.

*Bulletin mensuel* de la direction générale de statistique du royaume de Bulgarie, paraît depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1908.

Rapport adressé par le conseil des ministres au prince à l'occasion du jubilé en 1907. Sophia, 1907.

Compte rendu des débats des chambres de commerce et d'industrie de : Rowstchouk, 1903-1906 ; Varnas, 1902-1906 ; Sophia, 1902-1908.

Rapport présenté par la chambre de commerce et d'industrie de Varna au ministre de l'agriculture et du commerce sur l'état de l'agriculture du commerce et de l'industrie de son ressort en 1903. Varna, 1905.

Rapport présenté par la chambre de commerce et d'industrie de Sophia au ministre de l'agriculture et du commerce sur l'état économique de son ressort pendant 1906-1907. Sophia, 1908.

*Revue économique bulgare*, années 1895-1908. Sophia, 1895-1908.

Blagoeff. — *Le développement économique de la Bulgarie*, Varna, 1903.

Tocheff. — *L'union douanière des pays balkaniques*, Plovdiv, 1907.

Deleff. — *La sériciculture en Bulgarie*, Sophia, 1907.

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                        | Pages |
|----------------------------------------|-------|
| AVANT-PROPOS. . . . .                  | 1     |
| INTRODUCTION . . . . .                 | 5     |
| Situation économique du pays . . . . . | 5     |

### PREMIÈRE PARTIE

#### COMMERCE EXTÉRIEUR

|                                                    |    |
|----------------------------------------------------|----|
| Généralités. . . . .                               | 33 |
| CHAPITRE I. — Trafic de la Bulgarie. . . . .       | 47 |
| Importation . . . . .                              | 47 |
| Exportation . . . . .                              | 50 |
| Articles d'importation . . . . .                   | 55 |
| » d'exportation . . . . .                          | 59 |
| CHAPITRE II. — Commerce d'exportation de certaines |    |
| marchandises . . . . .                             | 63 |
| Cocons de vers à soie. . . . .                     | 63 |
| Produits alimentaires d'origine animale. . . . .   | 64 |
| Commerce du bois . . . . .                         | 65 |
| Matières textiles . . . . .                        | 66 |
| Oeufs et oiseaux de basse-cour . . . . .           | 69 |
| Légumes secs . . . . .                             | 71 |
| Commerce du bétail . . . . .                       | 72 |
| Farines . . . . .                                  | 74 |
| Tabac . . . . .                                    | 75 |
| Essence de rose . . . . .                          | 75 |

|                                                        |     |
|--------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE III. — Commerce de la Bulgarie avec les prin- |     |
| cipaux pays . . . . .                                  | 77  |
| Turquie . . . . .                                      | 79  |
| Égypte . . . . .                                       | 82  |
| Grèce. . . . .                                         | 84  |
| Roumanie et Serbie . . . . .                           | 86  |
| Belgique . . . . .                                     | 89  |
| Angleterre . . . . .                                   | 91  |
| Autriche-Hongrie. . . . .                              | 92  |
| Allemagne . . . . .                                    | 94  |
| France . . . . .                                       | 96  |
| Italie. . . . .                                        | 99  |
| Russie . . . . .                                       | 100 |
| États-Unis . . . . .                                   | 101 |
| Suisse . . . . .                                       | 102 |
| Hollande . . . . .                                     | 102 |
| Espagne. . . . .                                       | 102 |
| Suède et Norvège . . . . .                             | 103 |

## DEUXIÈME PARTIE

### POLITIQUE DOUANIÈRE

|                                                            |     |
|------------------------------------------------------------|-----|
| Généralités . . . . .                                      | 105 |
| CHAPITRE I. — Historique . . . . .                         | 109 |
| Droit d'importation . . . . .                              | 109 |
| » d'exportation . . . . .                                  | 121 |
| Taxe de 1/2 0/0 . . . . .                                  | 123 |
| Droit de statistique . . . . .                             | 125 |
| Droit d'octroi . . . . .                                   | 127 |
| CHAPITRE II. — Tarif général des douanes bulgares. . . . . | 130 |
| Dispositifs . . . . .                                      | 130 |
| Résultats . . . . .                                        | 139 |
| CHAPITRE III. — Traités de commerce . . . . .              | 148 |
| Stipulations communes aux derniers traités . . . . .       | 148 |
| France . . . . .                                           | 157 |

|                              |     |
|------------------------------|-----|
| Italie. . . . .              | 162 |
| Russie . . . . .             | 165 |
| Allemagne . . . . .          | 165 |
| Angleterre . . . . .         | 168 |
| Roumanie . . . . .           | 169 |
| Turquie . . . . .            | 170 |
| Serbie . . . . .             | 186 |
| Bibliographie. . . . .       | 195 |
| Table des matières . . . . . | 197 |
| Annexe I . . . . .           | 201 |
| » II . . . . .               | 203 |
| » III . . . . .              | 206 |
| » IV . . . . .               | 209 |
| » V . . . . .                | 214 |



## ANNEXE I

---

### TAXATION ÉTABLIE PAR LES TRAITÉS DE 1897

#### *Marchandises affranchies de droits de douanes*

Samovars, cloches pour les églises, cokes, graines de vers à soie et tout ce qui est nécessaire pour la sericiculture.

#### *Droits ad valorem*

8 %. — Bois de chauffage, à construction, planches en bois ; vis, machines et instruments aratoires ; outils pour les métiers, poêles en fonte ou fer, chaudières et fours pour les usines et ateliers ; fonte non travaillée et ancienne ferraille.

10 %. — Produits en fonte, fer et acier en barres ou feuilles ; cuivre en barres ou feuilles ; charbon, ciment et chaux hydraulique ; eaux minérales ; lin et chanvre non travaillés ou leurs fils et toiles, farine de froment.

10  $\frac{1}{2}$  %. — Fruits frais, noix, noisettes, amandes, produits farineux pour alimentation.

12 %. — Vins en bouteilles, fromages européens, poissons, caviar d'esturgeon, peaux travaillées (chevreau) ; laine lavée ou non, étoffes en laine (moins de 400 gr. au mètre carré) ; chapeaux de feutre, chaux ordinaire, tuiles, produits de faïence et porcelaine, produits de verrerie, pièces de fer ou acier polies, laquées ou étamées ; fer blanc, voitures non suspendues, savons de toilette et parfumerie, certains produits chimiques, articles de mercerie et quincaillerie.

14 %. — Toutes les marchandises non prévues par les conventions.

16 %<sub>0</sub>. — Cuirs à semelles et autres cuirs non prévus, articles en cuir sauf les chaussures.

18 %<sub>0</sub>. — Alcool, cognac, eau-de-vie et autres spiritueux, étoffes en laine (de moins de 400 gr. au mètre carré) ; bougies et savons ordinaires.

20 %<sub>0</sub>. — Sucre et produits sucrés, fruits confits.

25 %<sub>0</sub>. — Cordes et articles de corderie à l'exception de la ficelle fine.

*Droits spécifiques (par 100 kilog.)*

|                                                  |      |        |
|--------------------------------------------------|------|--------|
| Tabac en feuilles . . . . .                      | 258  | francs |
| » coupé . . . . .                                | 298  | »      |
| Cigares. . . . .                                 | 580  | »      |
| Chaussures . . . . .                             | 280  | »      |
| Habits (confections) en laine . . .              | 300  | »      |
| Sel gemme . . . . .                              | 3,08 | »      |
| Sel marin. . . . .                               | 3,04 | »      |
| Pétrole raffiné . . . . .                        | 1    | »      |
| Poudre ordinaire . . . . .                       | 112  | »      |
| Balles et autres matières inflammables . . . . . | 140  | »      |

## ANNEXE II

---

### *Marchandises admises en Bulgarie en franchise des droits de douane (1)*

Abeilles vivantes en ruche.

Lait frais ou caillé.

Son et dragée pour la nourriture du bétail.

Graines à ensemer, bulbes et oignons de fleurs non dénommées.

Ceps de vigne et plantes de pépinières de toutes sortes.

Foin, paille et toutes les herbes servant pour la nourriture des bestiaux.

Coke métallurgique.

Sulfure de carbone, sulfate de cuivre.

Vallonnée.

Coques de noix de coco, de palmes et autres graines dures à tailler.

Ivoire non ouvré.

Sabots, cornes et os de bétail.

Autres matériaux bruts ou demi ouvrés à tailler, non dénommés.

Peignes de tisserand et dents à tisseranderie.

Pierres communes de construction, non taillées, pierres concassées, cailloux et sable.

Kaolin, alunite, terres calcaires.

Pierres et terres servant aux arts et métiers.

Creusets de moulage, cornues et autres objets réfractaires de graphite, d'argile, magnésite, etc.

(1) D'après le tarif général.

Patrons pour la coupe des vêtements et modèles de broderie.

Livres de lecture et toutes sortes de publications en langues étrangères ainsi que les œuvres musicales brochées.

Cartes scientifiques de toutes sortes, dessins de mécanique et d'architecture.

Caoutchouc et gutta-percha bruts ou refondus en masse.

Soie en cocons.

Laine d'alpaga, de lama, de vigogne, de yack, laine fine dite mérinos et métis, poils de chameau et chèvre, de cachemire.

Lin et chanvre bruts.

Minerais de toutes sortes.

Métaux en lingots, plaques, fils non dénommés.

Machines et outils agricoles : charrues, trieurs et pulvérisateurs.

Machines, appareils, pièces et accessoires des machines en fonte, en fer ou en acier, non spécialement dénommés.

Bateaux à vapeur et à voiles, grées de toutes sortes ainsi que les dragues.

Objets d'histoire naturelle, armes et meubles anciens, manuscrits, objets de curiosité et d'antiquité, objets d'art en pierre, bronze ou bois.

Gravure sur plaques métalliques, sur bois ou sur pierres.

Caillettes communes et pressure-glace.

Boyaux frais ou salés. Œufs de poissons fécondés.

Vessies, baudruches, nerfs et autres dépouilles d'animaux.

Résidu de cire (propolis).

Tourteau de graines oléagineuses et toutes sortes de déchets de graines. Engrais.

*Marchandises dont l'importation en Bulgarie  
est prohibée (1)*

Huiles volatiles et préparations aromatiques naturelles ou

(1) Prohibée par le tarif et par la loi du 30 septembre 1900.

artificielles, ainsi que les pommades et huiles aromatisées, ne contenant pas d'alcool et non mélangées. Essences de fruits, baume de muscade et éthers employés dans la confiserie et la fabrication des liqueurs et des vins et vinaigres.

Saccharine.

Armes de guerre et leurs accessoires.

Monnaies d'argent, de nickel ou de cuivre.

Billets de loterie.

Certains médicaments-spécialités comme les pilules Pinck.

Les articles soumis à monopole : allumettes, sel, papier à cigarettes.

Vêtements usagés destinés à la vente.

Teinture d'aniline, excepté lorsque le récipient porte la mention « exempt de poison métallique et spécialement d'arsenic ».

Bières étrangères, excepté celles qui sont accompagnées d'un certificat constatant qu'elles ont été conservées en magasin pendant plus de deux mois.

Certaines herbes employées comme du tabac.

Marchandises sans marque de fabrique.

Le bétail et ses produits bruts, lorsqu'il n'est pas accompagné d'un certificat indiquant que l'épizootie ne règne pas dans le pays d'origine.

Filets avec mailles de moins de 1 cm. 1/2 d'ouverture.

Feuilles, jets, branches, ceps de vigne, etc. ; raisins frais, instruments viticoles usagés ; pommes de terre, oignons, engrais et tous les autres articles susceptibles d'introduire le phylloxéra.

Ether sulfurique excepté lorsque chaque flacon est accompagné d'une note indiquant l'usage auquel il est destiné ainsi que sa composition.

Huiles comestibles, si le récipient ne porte pas une étiquette indiquant son contenu.

Le remède connu sous le nom de « chasse-douleurs ».

# ANNEXE III

*Taxation des produits bulgares pour lesquels on a obtenu une certaine diminution sur le régime ordinaire en France, en Italie, et en Allemagne.*

|                                                                 | Pour 100 kg. |        |        |
|-----------------------------------------------------------------|--------------|--------|--------|
|                                                                 | francs       | francs | marks  |
| Bœufs . . . . .                                                 | 10           | 38*    | 10     |
| Vaches . . . . .                                                | 10           | 18*    | 10     |
| Brebis, moutons . . . . .                                       | 15,50        | 3*     | 10     |
| Boucs et chèvres . . . . .                                      | 2*           | —      | —      |
| Chevreaux . . . . .                                             | 1*           | —      | —      |
| Agneaux . . . . .                                               | 1,50*        | —      | —      |
| Porcs . . . . .                                                 | 8            | —      | 9      |
| Volaille vivante . . . . .                                      | 20           | 5      | 4**    |
| Viande de bœuf fraîche ou congelée . . . . .                    | 25           | 12     | 35     |
| Viande de porc . . . . .                                        | 12           | —      | —      |
| Viande de mouton . . . . .                                      | 32           | —      | —      |
| Viande salée de porc . . . . .                                  | 25           | 25     | 35     |
| Volaille abattue . . . . .                                      | 20           | 5      | 15     |
| Boyaux, membranes secs ou salés . . . . .                       | 10           | 4      | exempt |
| Peaux brutes d'agneau ou de chevreau sèches ou salées . . . . . | exempt       | exempt | id.    |
| Pelleterie brutes . . . . .                                     | id.          | —      | —      |
| Laine brute ou lavée . . . . .                                  | id.          | id.    | id.    |
| Crin, poils bruts . . . . .                                     | id.          | id.    | id.    |
| Plumes d'oiseau brutes . . . . .                                | id.          | id.    | id.    |
| * Par tête.                                                     |              |        |        |
| ** Les oies sont exemptes de droit.                             |              |        |        |

*Taxation des produits bulgares (suite)*

|                                                      | Pour 100 kg. |        |        |
|------------------------------------------------------|--------------|--------|--------|
|                                                      | francs       | francs | marks  |
| Plumes à lit . . . . .                               | 25           | id.    | id.    |
| Cocons de vers à soie . . . .                        | exempt       | id.    | id.    |
| Bourre de soie en masse . . .                        | exempt       | exempt | exempt |
| Soie grège . . . . .                                 | id.          | id.    | id.    |
| Suif . . . . .                                       | id.          | id.    | id.    |
| Saindoux . . . . .                                   | 14,50        | 10     | 10     |
| Autres graisses animales . .                         | exempt       | exempt | exempt |
| OEufs de volaille . . . . .                          | 6            | id.    | 2      |
| Jaune d'œuf impropre pour<br>l'alimentation. . . . . | exempt       | id.    | exempt |
| Miel . . . . .                                       | 10           | 10     | —      |
| Os calcinés à blanc, noir ani-<br>mal . . . . .      | exempt       | 0,50   | exempt |
| Sang de bestiaux . . . . .                           | id.          | exempt | id.    |
| Os, sabots bruts. . . . .                            | id.          | id.    | id.    |
| Froment, blé dur ou tendre,<br>épeautre . . . . .    | 7            | 7,50   | 5,50   |
| Farine de blé . . . . .                              | 11           | 12,30  | 11,55  |
| Farine de froment . . . . .                          | 13,50        | 12,30  | 11,55  |
| Avoine . . . . .                                     | 3            | 4      | 5      |
| Orge . . . . .                                       | 3            | 4      | 1,30   |
| Seigle . . . . .                                     | 3            | 4,50   | 5      |
| Maïs . . . . .                                       | 3            | 7,50   | 3      |
| Gruaux, semouille . . . . .                          | 16           | 15,50  | 12     |
| Fèves, haricots, lentilles, etc.                     | 3            | exempt | 2,50   |
| Oignon et ail. . . . .                               | 3            | —      | —      |
| Millet . . . . .                                     | 3            | 1,15   | —      |
| Noix en coques . . . . .                             | exempt       | exempt | —      |
| Prunes séchées . . . . .                             | 10           | —      | —      |

*Taxation des produits bulgares (suite et fin)*

|                                                        | Pour 100 kg. |            |            |
|--------------------------------------------------------|--------------|------------|------------|
|                                                        | francs       | francs     | marks      |
| Graines de sésame, colza,<br>moutarde, lin, chanvre. . | exempt       | 4,75 à 6   | 2*         |
| Semence de plantes potagères                           | 3            | exempt     | —          |
| Essence de rose . . . . .                              | 2.000        | 40 (1 kg.) | 20 (1 kg.) |
| Cire végétale. . . . .                                 | 8            | 15         | —          |
| Bois de noyer . . . . .                                | 0,65         | exempt     | exempt     |
| Chanvre . . . . .                                      | exempt       | id.        | id.        |
| Son . . . . .                                          | 0,65         | 3,50       | id.        |
| Minerai . . . . .                                      | exempt       | exempt     | id.        |
| Limaillerie et débris de cuivre<br>et laiton . . . . . | id.          | 1          | —          |
| Eau de rose . . . . .                                  | 10           | —          | —          |
| Tapis de laine . . . . .                               | 80           | 100        | 100        |
| Peaux de mouton, agneau,<br>chevreau tannées . . .     | 10           | —          | 2          |
| Albumine . . . . .                                     | exempt       | exempt     | exempt     |
| Foin, paille . . . . .                                 | —            | id.        | —          |
| Raisin frais . . . . .                                 | —            | —          | 4          |
| Pomme, poire, coing . . .                              | —            | —          | 2          |
| Pomme, poire, coing entre<br>1/IX et 30/XI. . . . .    | —            | —          | exempt     |
| Prunes, cerises . . . . .                              | —            | —          | 2          |
| Autres fruits frais . . . .                            | —            | —          | exempt     |
| Fruits secs . . . . .                                  | —            | —          | 4          |
| Gélatine . . . . .                                     | —            | —          | 4          |

\* Les graines de lin et de chanvre sont en Allemagne exemptes de droits.

## ANNEXE IV

---

### *Marchandises d'origine et de production ottomane admises en franchise des droits de douane en Bulgarie*

#### 1° Sans formalités

Chevaux, mulets, oiseaux de basse-cour, abeilles vivantes en ruche,

Pastour ma\*, sondjouk\*\* et gibier tué, beurre, lait, fromage, œufs.

Haricots, lentilles, pâtes, pain, salep, son et yarma.

Raisins frais, fruits frais ou secs, melon, noix, poivre rouge.

Semences de plantes potagères, légumes, arbrisseaux et arbres, foin, paille.

Opium.

Bois de chauffage, charbon de bois.

Noix de galle, écorce de chêne pour tannage.

Saponaire (pharmacie).

Ouvrages en bois commun, de charbonnerie combinés ou non de fer, non peints, ni laqués. Ouvrages communs de menuiserie, de tourneur ou de sculpteur, peignes de tisserand, métiers à tisser en bois commun.

Ecume de mer brute, pierres à aiguiser, pierres communes à construction. Ardoises pour toitures, chaux ordinaire, tuiles ordinaires, poterie commune.

Livres imprimés ou lithographiés.

Cocons de vers-à-soie, soie grège, laine ordinaire, coton brut, lin et chanvre brut.

Vieux fer et cuivre.

Boyaux, os, sabots, cornes à l'état brut.

Schterbanoff.

## 2° Accompagnées d'un certificat d'origine

Miel, poisson, caviar rouge, riz décortiqué, châtaignes, farines de céréales, gruaux, boulgour.

Citrons, oranges, grenades, figues, dattes, fruits secs, pistaches, amandes, olives, graines de sésame, de lin, de pavot, de moutarde, d'anis, de rezéné.

Vinaigre naturel de vin et eaux minérales.

Petmes et pistil de fruits.

Suif non comestible, zift, gomme mastic et arabique ; colle végétale, goudron.

Charbon et coke pour chauffage.

Encre turque. Acide tartrique.

Bois commun pour construction et ouvrage de métiers. Bois de sapin provenant seulement de certaines régions déterminées, traverses pour chemin de fer, ouvrages en bois commun pour tonnellerie et charronnerie peints ou laqués. Brosses, Peignes en os. Pierres tombales en marbre à l'exception des sarcophages et monuments funèbres. Pierre de granit, pierres à moudre, briques. Bouteilles, verres de lampe, perles en verre.

Soie : Fils de soie non retors et fils de soie à coudre, aladja, crêpes en soie même mélangé avec du fil métallique, couvertures de tables et de lits, rideaux, tapis, châles, mouchoirs de poches, ceintures et articles de passementerie.

Laine : Tissus de laine grossière (aba) tapis, ceintures, châles, feutre grossier, fer et kulaf, fil de chanvre, filet de pêche.

Confection d'aba et de chayak du pays, édredons de tissus de coton imprimés.

Bijouterie d'imitation de métaux précieux.

Ustensiles de ménage en cuivre, objets coulés de cuivre ou de laiton, clous à ferrer les animaux, fers à cheval, outils en fer, en acier, coutellerie commune, kantars en fer.

Voitures non suspendues, chariots et traîneaux, instruments de musique en bois.

Fume cigarettes et chapelets en ambre, objets en nacre, peignes en ivoire, objets de mercerie. Boyaux secs, cordes de boyaux pour métier.

*Marchandises d'origine et de production bulgare admises en  
Turquie en franchise des droits de douane*

1° Sans formalités

Chevaux, mulets, oiseaux de basse-cour, abeilles vivantes en ruche.

Viandes fraîches, fumées, séchées, lard, volaille ou gibier, beurre, lait, œufs, fromages, tchervich, miel, poissons frais ou salés.

Légumineux et leur farine, boulgour, gruaux, graines perlées.

Raisin frais, fruits frais, plantes potagères et leurs semences, graines oléagineuses ; foin, paille et autres fourrages.

Huile de sésame, de lin, de noix.

Bois de chauffage, charbon de bois.

Beaume, opium.

Huile de cotza, suif, cire d'abeille franche de mélange, chandelles de suif, cierges.

Essence et eau de rose.

Poteaux télégraphiques, traverses pour chemin de fer, verges de cornouille, ouvrages communs en bois de menuiserie, tonnellerie, charronnerie. Instruments de musique en bois, chariots et traîneaux pour paysans.

Pierres communes à bâtir, pierres à mondre et à aiguiser.

Livres imprimés ou lithographiés.

Cocons de vers à soie, soie grège, déchets et bourre de soie.

Laine ordinaire et ses déchets, poils de chèvres, soie de

porc, poils et crins bruts d'autres animaux. Vieux fer et cuivre.

Peaux de gros bétail, vertes, salées ou sèches. Peaux brutes de mouton de chèvre, agneau, renard, lièvre, loup et autres.

Eau minérale de Mériritchlerie.

Son et yarma. Tourteau pour nourriture du bétail.

Boyaux salés ou secs.

Os, sabots, cornes bruts.

2° Accompagnées d'un certificat d'origine

Taureaux, bœufs et buffles, vaches, génisses, moutons, brebis, agneaux, chèvres, porcs.

Riz décortiqué. Prunes et autres fruits secs, marmelade et pistil de fruit.

Vinaigre de toute sorte.

Sucre raffiné, mélasse, bonbons, confitures et dragées.

Sirops à base de sucre.

Charbon et coke.

Savon de blanchissage et de toilette parfumé ou non. Parfumerie de toute sorte.

Encre à écrire. Cirage noir, cire à cacheter.

Briques, tuyaux de terre cuite, poêles en faïence. Objets de verre ordinaire, bouteilles, perles et bracelets en verre.

Bois de toute espèce pour construction ou ouvrage de métier, brut ou scié. Ouvrages en bois commun pour travaux de construction (portes, fenêtres, parquets).

Brosses communes sur bois, poli ou non.

Papier d'emballage, carton ordinaire.

Fer en barres dit « Samokov », clous en fer, fers à cheval, outils et coutellerie en fer, en acier, ustensiles de ménage, objets coulés ou tournés en cuivre.

Fil de laine jusqu'au n° 40 anglais, teint ou non.

Tissus de laine pure ou mélangée, (aba, chayek) ceintures et tabliers de laine; coussins, couvertures en laine, tapis de toute sorte, passementerie en laine, gaïtan, houppes. Bonnete-

rie en laine (bas, gants), confections d'aba ou d'autres étoffes en laine.

Fil de cotons écrus, retors jusqu'à N° 14 anglais ; tissus de coton, de lin et de chanvre.

Articles en poil de chèvre.

Cordes et ouvrages de corderie de chanvre.

Voitures non suspendues.

*Marchandises d'origine et de manufacture ottomane qui auront à payer à leur entrée en Bulgarie un droit réduit remplaçant 8% ad valorem (le certificat d'origine est exigé).*

|                                                        | pour 100 kg. |
|--------------------------------------------------------|--------------|
|                                                        | fr.          |
| Savon de blanchissage, soude et lessive pour blanchis- |              |
| sage . . . . .                                         | 4            |
| Peaux brutes : . . . . .                               |              |
| de gros bétail, vertes, salées ou non . . . . .        | 8            |
| de gros bétail, sèches, salées ou non . . . . .        | 10           |
| d'agneaux . . . . .                                    | 20           |
| de mouton ou de chèvre . . . . .                       | 11           |
| autres non dénommées . . . . .                         | 60           |
| peaux de mouton ou chèvre demi fabriquées . . . . .    | 24           |
| articles de sellerie et de bourrellerie . . . . .      | 27,50        |
| chaussures du ressort de cavafes . . . . .             | 35           |
| ouvrage du ressort de saratches . . . . .              | 40           |
| pelisses de peau d'agneau ou de mouton . . . . .       | 60           |
| fil de coton dit soulán jusqu'à N° 14. . . . .         | 13,50        |
| fil de coton retors dit kavráks N° 14. . . . .         | 15,50        |

## ANNEXE V

---

### LOI

sur l'encouragement de l'industrie et du commerce  
bulgares.

### CHAPITRE PREMIER

#### *Dispositions générales*

Art. 1. Toute entreprise industrielle qui de sa nature est utile au pays, laissant une partie de ses frais généraux dans le pays par l'emploi de matières premières indigènes, force motrice, travail, matières combustibles, etc., ou qui contribue au meilleur marché des produits, jouira, d'après l'importance et l'utilité qu'elle présente, des avantages prévus dans la présente loi.

Art. 2. Les avantages dont bénéficient les entreprises industrielles sont de deux sortes :

a) Avantages généraux, dont bénéficient toutes les entreprises industrielles sans distinction et

b) Avantages spéciaux, dont bénéficient seulement les établissements industriels prévus dans la loi.

Art. 3. Les établissements industriels jouiront des avantages spéciaux de la présente loi pendant un délai de 10 à 30 ans au plus, selon l'importance de l'entreprise, à dater de son ouverture.

Art. 4. L'expression entreprise industrielle, dans le sens de la présente loi, comprend :

1. Toutes les industries qui transforment une matière première ou demi-ouvrée.
2. Toutes les industries à l'aide desquelles on obtient directement des produits du sol ou de la nature et
3. Toutes les industries agricoles en général.

## CHAPITRE II

### *Avantages généraux*

Art. 5. Les avantages généraux dont bénéficient toutes les entreprises industrielles sont les suivants :

a) Usage gratuit de la force hydraulique, lorsque celle-ci n'est pas une propriété privée ;

b) Exemption des droits de douane pour toutes les machines, parties de machines, instruments et accessoires pour l'installation de l'entreprise, qui ne se fabriquent pas dans la Principauté et s'ils proviennent de pays ayant des traités de commerce avec la Bulgarie ;

c) Exemption des droits de douane pour tous les matériaux de construction qui ne se trouvent ni se produisent dans le pays, qui ne peuvent pas être substitués par ceux du pays et sont cependant indispensables pour la construction de l'établissement industriel et de ses annexes ;

d) Exemption des droits de douane par les matières premières lorsqu'elles sont importées pour être réexportées après transformation complète ou après avoir subi un travail de finissage.

En ce cas, les droits de douane et autres taxes seront déposés à la douane et ne seront restitués qu'après l'exportation des produits ;

e) Concession gratuite de terrains libres, appartenant à

l'Etat, aux départements ou aux communes, nécessaires pour l'établissement de l'entreprise. L'étendue des terrains ainsi concédés sera déterminée d'après les besoins de l'entreprise et ne pourra en aucun cas dépasser 5 décares.

Art. 6. Lorsqu'une entreprise aura besoin d'un terrain de plus grande étendue que celle prévue à l'article précédent, ce terrain lui sera concédé par l'Etat, le département ou la commune, d'après une estimation basée sur les prix des terrains voisins. Si le propriétaire de l'entreprise le demande, le prix du terrain ainsi acquis pourra être remboursé par annuités dans l'espace de 10 ans au plus, sans intérêt.

Art. 7. Les terrains nécessaires à l'entreprise pour l'établissement de voies de communication (chaussées, chemins de fer, canaux, etc.) et pour l'installation ou la transmission des forces motrices, seront cédés gratuitement, s'ils appartiennent à l'Etat, au département, à la commune ou à des monastères ; mais si ces terrains sont des propriétés privées, leur exportation aura lieu conformément à la loi sur l'appropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 8. Les machines nécessaires à la production ainsi que leurs accessoires, instruments, houille, benzine ou pétrole, seront transportés sur le réseau des chemins de fer de l'Etat avec 35 0/0 de réduction des plus bas tarifs perçus pour le transport de ces marchandises.

Les récipients (caisses, paniers, tonneaux, etc.) ayant servi au transport des produits de l'entreprise bénéficieront à leur retour des mêmes réductions de transport.

Art. 9. Tous les établissements publics (établissements de l'Etat, départements et communes, maisons de crédit, etc.) sont tenus de s'adresser aux entreprises industrielles du pays pour les objets dont ils ont besoin autant que ces objets se trouvent dans le pays, et cela, même si ces objets sont de 15 0/0 plus chers que ceux de provenance étrangère (art. 21, al. 2 et 3).

Art. 10. Dans les fournitures d'objets pour les établissements

susmentionnés par voie d'adjudication, les cahiers des charges doivent être conçus de manière à rendre possible l'appel à la production locale, lorsque ces objets se trouvent dans le pays et peuvent satisfaire les besoins pour lesquels ils sont destinés.

Art. 11. Lorsque les objets nécessaires à un établissement public quelconque sont produits par une seule entreprise dans le pays, ils seront fournis de gré à gré et aux prix courants du marché, tout en observant les formalités de la loi sur les adjudications publiques.

Art. 12. Le vêtement d'uniforme, là où il est d'usage, à l'exception de l'uniforme des officiers de l'armée, doit être, autant que possible, confectionné dans le pays avec des étoffes et autres matières indigènes.

Art. 13. Le Ministère du Commerce et de l'Agriculture dressera et complètera la liste des objets fabriqués dans le pays et de nature à satisfaire les besoins des institutions.

Art. 14. Tout industriel bulgare a le droit de faire la jonction de son entreprise par chaussée ou par voie ferrée avec n'importe quelle ligne des chemins de fer de l'Etat bulgare, ou bien d'exiger l'exécution de garages pour son compte, lorsque son établissement est situé à proximité d'une ligne des chemins de fer appartenant à l'Etat.

### CHAPITRE III

#### *Avantages spéciaux*

Art. 15. Celles des entreprises industrielles énumérées ci-dessous, qui se servent d'au moins 5 chevaux de force motrice mécanique ou hydraulique, emploient d'une manière permanente, pendant six mois de l'année, au moins 15 ouvriers et possèdent des machines et outils perfectionnés pour une valeur non inférieure à 20.000 levs (francs), jouiront, outre les avantages prévus au chapitre précédent, des avantages spéciaux prévus dans le présent chapitre.

*Remarque.* — Les industries qui ne se servent pas de machines perfectionnées et de forces motrices mécaniques, pour pouvoir jouir des avantages spéciaux, doivent employer, outre le capital fixé plus haut, au moins 30 ouvriers permanents pendant six mois de l'année au moins.

Art. 16. Jouiront des avantages spéciaux les entreprises industrielles rentrant dans une des catégories suivantes :

1. Sucre, produits sucrés, chocolat, glucose.
2. Filature, tissage et bonneterie de laine, soie, coton, lin, chanvre, jute, tapisserie, etc.
3. Corderie.
4. Objets en faïence, poêles, tuyaux de conduite d'eau, de canalisation et de drainage, briques réfractaires, tuiles dites marseillaises.
5. Construction de wagons, voitures et autres moyens de transport.
6. Industrie des mines, carrières de marbre, granit, etc. et industrie métallurgique.
7. Taille de pierres (travail du marbre, du granit, etc.).
8. Ciment et diverses espèces de chaux, gypse, asphalte.
9. Diverses manières de conserver toute espèce de produits alimentaires, abattoirs et étables destinés à l'engraissement du bétail en vue de la conservation et de l'exportation des viandes, transformation des déchets des abattoirs, etc.
10. Industrie meunière et pâtés de farine.
11. Industrie du papier et pâte de bois.
12. Industrie du fer et fonderie.
13. Raffinerie de pétrole et de ses dérivés.
14. Produits chimiques, allumettes, engrais chimiques, couleurs artificielles, etc.
15. Savonnerie et bougies.
16. Verrerie.
17. Tannerie.
18. Teinturerie.
19. Fabrication de la bière, de l'alcool et du cognac.

20. Meubles, sculpture en bois, menuiserie ébénisterie.

21. Huiles végétales et animales.

Installations électriques, spécialement pour fourniture de force motrice, et

23. Production de graines de vers à soie.

Pourront jouir des avantages spéciaux de la loi toutes autres industries nouvelles pour le pays qui répondraient aux conditions de l'art. 15 de la présente loi et dont l'utilité serait reconnue par le Ministère du Commerce et de l'Agriculture après approbation du Conseil des Ministres.

*Remarque.* — Au cas où des sources de pétrole seraient découvertes dans le pays, les raffineries déjà établies seront tenues d'employer le naphte brut du pays.

Si, avant l'expiration du délai accordé aux concessions de raffinerie de pétrole, l'Etat décide de se réserver le droit de raffiner et de vendre du pétrole, il sera tenu de s'en fournir auprès des usines existantes dans le pays ou de racheter ces usines.

Art. 17. Jouiront des avantages tant généraux que spéciaux de la loi toutes les sociétés coopératives de production, dans lesquelles 20 personnes au moins travailleront ou participeront à la production des produits agricoles ou animaux de ces coopératives ; de même, les entreprises industrielles appartenant à des jeunes gens ayant subi les épreuves de l'enseignement agricole ou professionnel dans les écoles de l'Etat bénéficieront des mêmes avantages si elles occupent au moins 5 ouvriers dans leurs usines.

Art. 18. Celles des entreprises industrielles mentionnées à l'article 16, qui emploient comme matières principales dans la fabrication, des matières premières ou mi-fabriquées de provenance étrangère, ne seront affranchies des droits de douane dus pour les dites matières que si elles occupent d'une manière permanente au moins 30 ouvriers.

Art. 19. Les avantages spéciaux dont jouissent les entreprises industrielles énumérées à l'article 16 sont les suivants :

a) exemption des droits de douane et d'octroi pour les matières premières ou demi-façonnées, lorsque ces matières ne se trouvent pas ou se trouvent en quantités insuffisantes dans le pays ;

b) les bâtiments constituant la fabrique d'une entreprise sont exemptés de l'impôt sur les propriétés bâties et des centimes additionnels ;

c) les entreprises industrielles sont exemptées de la patente et des centimes additionnels y relatifs ;

*Remarque.* — Les fabriques de bière et d'alcool ne bénéficient pas des avantages mentionnés aux lettres a et b de cet article.

d) les actions qui seraient émises pour la fondation de l'entreprise industrielle, seront exemptées du droit de timbre ;

e) la houille nécessaire aux établissements industriels pourra être livrée par les mines de l'Etat à des prix réduits déterminés par le Conseil des Ministres ;

f) les matières premières ou demi-ouvrées nécessaires à l'entreprise, les matériaux de construction pour les bâtiments de l'entreprise, ainsi que les produits fabriqués, seront transportés sur le réseau des chemins de fer de l'Etat avec 35 0/0 de réduction des plus bas tarifs établis pour le transport des matières et produits similaires ;

g) jouissance gratuite des terrains de l'Etat pour l'extraction de pierres, sable, gravier, argile et autres matériaux similaires indispensables aux constructions de l'entreprise et à la fabrication.

La liste des matières premières ou demi-ouvrées est arrêtée par le Conseil des Ministres pour une durée de deux ans, à l'expiration de laquelle elle est révisée et complétée par le Ministère du Commerce et de l'Agriculture de concert avec le Ministère des Finances et présentée à l'approbation du Conseil des Ministres.

Art. 20. Pendant la période qui sera déterminée pour chaque entreprise séparément, selon la procédure indiquée dans cette

loi, l'entreprise jouira de tous les avantages accordés par la loi ; dans les 5 dernières années l'entreprise ne payera que la moitié du montant de l'impôt sur les bâtiments ainsi que de la patente afférente à la profession et aux bâtiments.

Art. 21. L'Etat, les départements et les communes passeront des contrats avec les industriels dont les établissements bénéficient des avantages spéciaux de la loi pour la fourniture des objets nécessaires, pour une période de 5 à 10 ans.

Les contrats seront conclus lors même que, à conditions égales, les prix des produits desdits établissements seraient de 15 0/0 plus élevés que ceux des produits étrangers.

On devra ajouter au prix des produits étrangers le montant des droits de douane et autres impôts, des taxes de transport et autres jusqu'à l'endroit où sera effectuée la livraison, et sur le montant ainsi obtenu, on ajoutera encore 15 0/0 en faveur des produits indigènes.

Art. 22. Si les objets pour lesquels on procédera à la conclusion d'un contrat sont fabriqués par plusieurs établissements jouissant des avantages spéciaux de la loi, le contrat sera passé avec tous les établissements, excepté ceux d'entre eux qui se seraient retirés de bon gré.

Cette règle ne concerne pas les fournitures des départements et des communes ; en pareils cas, les contrats seront passés exclusivement avec l'établissement situé dans la circonscription du département ou de la commune.

Art. 23. Le droit exclusif de fabrication dans un rayon territorial déterminé et pour une période de 30 années au plus, n'est accordé qu'à la fabrication des produits suivants : sucre, allumettes, étoffes et fils de soie, de lin, de coton et de chanvre, corderie, raffinerie de pétrole et de ses dérivés, huiles et graisses végétales, animales et minérales, toutes espèces de conserves alimentaires, abattoirs et étables destinés à l'engraissement du bétail en vue de la conservation et exportation des viandes et transformation des déchets animaux des dits abattoirs et étables, pâtes alimentaires, vannerie et cuirs fins

pour bottines, industrie du marbre, granit, etc., industrie du fer et fonderie, wagons et autres moyens de transport, papier, pâte de bois et carton, verrerie, couleurs artificielles, engrais chimiques et produits de laboratoires de chimie, térébenthine, ciment, chaux hydraulique et gypse, ainsi qu'à toutes industries nouvelles pour le pays, dont l'utilité aura été reconnue par le Conseil des Ministres.

Le droit au rayon est accordé par le Conseil des Ministres sur le rapport du Ministre du Commerce et de l'Agriculture.

*Remarque.* — L'étendue du rayon, ainsi que le nombre d'années pour lesquelles il sera accordé, dépendront de l'utilité de l'industrie et du capital engagé.

Art. 24. Les avantages prévus dans la présente loi pourront être refusés à toute entreprise nouvelle, si, à l'époque de la demande, la fabrication locale de produits similaires suffit aux besoins de la consommation du pays ; *exception est faite en faveur des fabriques qui travailleront exclusivement pour l'exportation.*

Mais une fois ces avantages accordés à un établissement industriel, aucun ne pourra lui être retiré jusqu'à l'expiration du délai de la concession, sauf dans les cas prévus par la présente loi.

Art. 25. Des concessions industrielles autres que celles prévues dans la présente loi ne peuvent être accordées par l'Assemblée Nationale qu'en vertu d'une loi.

Art. 26. Ne bénéficieront des avantages spéciaux que ceux des établissements qui seraient ouverts pendant la période de 15 ans à partir de la mise en vigueur de cette loi, de même que les établissements industriels actuellement existants dans les proportions et délais déterminés au chapitre des « Dispositions transitoires ».

---

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE.

---





